

# Premier trimestre de 2022



## Banque Royale du Canada – Résultats du premier trimestre de 2022

Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers présentés selon la Norme comptable internationale 34 *Information financière intermédiaire*.

Bénéfice net  
**4,1 milliards de dollars**  
Hausse de 6 %  
d'un exercice à l'autre

Bénéfice dilué par action  
**2,84 \$**  
Hausse de 7 %  
d'un exercice à l'autre

DPPC <sup>(1)</sup>  
**105 millions de dollars**  
Ratio de la DPPC liée aux prêts <sup>(1)</sup> en hausse de 17 p.b. <sup>(1)</sup>  
d'un trimestre à l'autre

RCP <sup>(2)</sup>  
**17,3 %**  
Baisse de 130 p.b. d'un exercice à l'autre

Ratio CET1 <sup>(1)</sup>  
**13,5 %**  
Excellent niveau de fonds propres, en hausse de 100 p.b. d'un exercice à l'autre

**TORONTO, le 24 février 2022** — La Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) a déclaré aujourd'hui un bénéfice net de 4,1 milliards de dollars pour le trimestre clos le 31 janvier 2022, soit une hausse de 248 millions, ou 6 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, ainsi qu'une forte croissance du bénéfice dilué par action de 7 % par rapport à cette même période. Le bénéfice des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Gestion de patrimoine a également affiché une importante croissance, tandis que les solides résultats du secteur Marchés des Capitaux accusent une baisse par rapport au bénéfice record enregistré au premier trimestre de l'exercice précédent. Les résultats du secteur Services aux investisseurs et de trésorerie ont également été à la baisse.

Le bénéfice avant dotations et impôts <sup>(3)</sup> s'est élevé à 5,5 milliards de dollars, en hausse de 10 % par rapport à il y a un an, ce qui est principalement attribuable à l'augmentation de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, au montant record des revenus tirés des services de banque d'investissement et à la hausse du revenu net d'intérêt qui reflètent la forte croissance des volumes auprès de la clientèle qui a plus qu'annulé le rétrécissement des écarts. Ces facteurs ont été atténués par la hausse des coûts attribuable à l'augmentation de la rémunération variable et aux investissements soutenus dans nos franchises, ainsi que par le repli des revenus du secteur Marchés mondiaux.

Comparativement au trimestre précédent, le bénéfice net a grimpé de 203 millions de dollars du fait de l'accroissement des résultats des secteurs Gestion de patrimoine, Marchés des Capitaux et Services aux investisseurs et de trésorerie, qui a été contrebalancé en partie par les plus faibles résultats pour les secteurs Assurances et Services bancaires aux particuliers et aux entreprises.

Le ratio de la DPPC liée aux prêts s'est établi à 5 p.b., en hausse de 17 p.b. par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de l'accroissement des dotations dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, annulé en partie par le repli des dotations dans le secteur Gestion de patrimoine. Le ratio de la DPPC liée aux prêts douteux s'est élevé à 9 p.b., en hausse de 2 p.b. par rapport au trimestre précédent.

Notre position de capital est demeurée solide, avec un ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires (CET1) de 13,5 %, ce qui a soutenu la forte croissance interne de la clientèle, le dividende de 1,7 milliard de dollars sur les actions ordinaires et les rachats d'actions ordinaires de 1,2 milliard de dollars (soit 8,9 millions d'actions ordinaires). Nous avons en outre enregistré un excellent ratio de liquidité à court terme de 124 %.

« La performance de RBC au premier trimestre rend compte de l'important momentum que nous continuons d'établir malgré les changements et l'incertitude du contexte d'exploitation actuel. Elle témoigne de notre envergure, de notre modèle d'affaires diversifié et de nos investissements stratégiques dans la technologie, le talent et l'innovation afin d'offrir une valeur unique à nos clients et à nos actionnaires. Bien que le variant Omicron ait perturbé la reprise économique mondiale au trimestre précédent, les employés de RBC n'ont pas baissé les bras et ont continué de soutenir nos clients et nos collectivités. Je suis fier de leur engagement à faire une différence dans la vie de ceux et celles que nous servons. À l'avenir, nous continuerons de miser sur notre approche guidée par notre raison d'être d'offrir à nos clients les conseils, produits et services dont ils ont besoin dans un monde en pleine évolution, et ce, tout en redoublant nos efforts à bâtir un avenir durable et inclusif. »

– Dave McKay, président et chef de la direction de RBC

T1 2022  
par rapport au  
T1 2021

- Bénéfice net de 4 095 millions de dollars ↑ 6 %
- Bénéfice dilué par action de 2,84 \$ ↑ 7 %
- RCP de 17,3 % ↓ 130 p.b.
- Ratio CET1 de 13,5 % ↑ 100 p.b.

T1 2022  
par rapport au  
T4 2021

- Bénéfice net de 4 095 millions de dollars ↑ 5 %
- Bénéfice dilué par action de 2,84 \$ ↑ 6 %
- RCP de 17,3 % ↑ 40 p.b.
- Ratio CET1 de 13,5 % ↓ 20 p.b.

(1) Se reporter au glossaire du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2022 pour une définition de cette mesure.

(2) RCP : Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Cette mesure n'a pas de sens normalisé en vertu des principes comptables généralement reconnus (PCGR). Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2022.

(3) Le bénéfice avant dotations et impôts correspond au bénéfice (4 095 millions de dollars au 31 janvier 2022; 3 847 millions au 31 janvier 2021) avant impôt (1 289 millions de dollars au 31 janvier 2022; 1 038 millions au 31 janvier 2021) et avant dotation à la provision pour pertes de crédit (105 millions de dollars au 31 janvier 2022; 110 millions au 31 janvier 2021). Il s'agit d'une mesure hors PCGR. Le bénéfice avant dotations et impôts n'a pas de définition normalisée en vertu des PCGR et pourrait ne pas être comparable aux mesures analogues que présentent d'autres institutions financières. Nous nous servons du bénéfice avant dotations et impôts pour évaluer notre capacité à faire croître notre bénéfice de façon continue, compte non tenu des pertes de crédit, lesquelles sont touchées par le caractère conjoncturel du cycle du crédit. Nous sommes d'avis que certaines mesures hors PCGR sont plus représentatives de nos résultats d'exploitation courants et permettent aux lecteurs de mieux comprendre le point de vue de la direction à l'égard de notre performance.

### Table des matières

1	Faits saillants du premier trimestre	13	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	45	Gestion des fonds propres
2	Rapport de gestion	14	Gestion de patrimoine	51	Questions en matière de comptabilité et de contrôle
2	Mise en garde au sujet des déclarations prospectives	16	Assurances	51	Résumé des méthodes comptables et estimations
3	Vue d'ensemble et perspectives	17	Services aux investisseurs et de trésorerie	51	Contrôles et procédures
3	À propos de la Banque Royale du Canada	18	Marchés des Capitaux	51	Transactions entre parties liées
4	Faits saillants financiers et autres	19	Services de soutien généraux	52	Glossaire
5	Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives	20	Analyse des résultats trimestriels et des tendances	55	Index des recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements
7	Rendement financier	22	Situation financière	56	États financiers consolidés intermédiaires résumés (non audité)
7	Vue d'ensemble	22	Bilans résumés	61	Notes annexes (non audité)
11	Résultats des secteurs d'exploitation	23	Arrangements hors bilan	80	Renseignements à l'intention des actionnaires
11	Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation	23	Gestion du risque		
11	Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR	23	Risque de crédit		
		31	Risque de marché		
		34	Risque de liquidité et de financement		

## Rapport de gestion

Le rapport de gestion a pour objectif de permettre au lecteur d'évaluer nos résultats d'exploitation et notre situation financière au 31 janvier 2022 et pour le trimestre clos à cette date, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent et au trimestre clos le 31 octobre 2021. Le présent rapport de gestion, daté du 23 février 2022, doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et les notes annexes pour le trimestre clos le 31 janvier 2022 (états financiers résumés), ainsi qu'avec notre rapport annuel 2021. Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers présentés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Des renseignements additionnels à notre sujet, y compris notre notice annuelle 2021, sont disponibles gratuitement sur notre site Web à l'adresse [rbc.com/investisseurs](http://rbc.com/investisseurs), sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières à l'adresse [sedar.com](http://sedar.com) et dans la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis à l'adresse [sec.gov](http://sec.gov).

L'information fournie dans les sites Web susmentionnés ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du présent rapport. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent rapport sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

### Mise en garde au sujet des déclarations prospectives

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* des États-Unis, et de toute loi sur les valeurs mobilières en vigueur au Canada. Nous pouvons faire des déclarations prospectives dans le présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2022, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la SEC, dans d'autres rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Les déclarations prospectives dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, les déclarations relatives à nos objectifs en matière de rendement financier, à notre vision et à nos objectifs stratégiques, à l'examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et aux perspectives concernant les économies canadienne, américaine, européenne et internationale, au contexte réglementaire au sein duquel nous exerçons nos activités, au contexte de gestion des risques, y compris notre risque de crédit, notre risque de marché et notre risque de liquidité et de financement et aux conséquences que la pandémie causée par le coronavirus (COVID-19) pourrait continuer d'avoir sur nos activités commerciales, nos résultats financiers, notre situation financière et nos objectifs financiers, ainsi que sur l'économie mondiale et la conjoncture des marchés financiers, et englobent les déclarations du président et chef de la direction. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée afin d'aider les détenteurs de nos titres et les analystes financiers à comprendre notre situation financière et nos résultats d'exploitation aux dates présentées et pour les périodes closes à ces dates, ainsi que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques, et pourrait ne pas convenir à d'autres fins. Les mots « croire », « s'attendre à », « prévoir », « se proposer », « estimer », « planifier », « viser », « projeter », « devoir » et « pouvoir », de même que l'emploi du futur ou du conditionnel ainsi que de mots et d'expressions semblables dénotent généralement des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives nous obligent à formuler des hypothèses et font l'objet d'incertitudes et de risques intrinsèques qui donnent lieu à la possibilité que nos prédictions, prévisions, projections, attentes et conclusions se révèlent inexactes, que nos hypothèses soient incorrectes, et que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques ne se matérialisent pas. Nous avertissons nos lecteurs de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer de façon significative des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs de risque. Ces facteurs, dont plusieurs sont indépendants de notre volonté et dont nous pouvons difficilement prévoir les répercussions, comprennent les risques de crédit, de marché, de liquidité et de financement, d'assurance et de non-conformité à la réglementation (ce qui pourrait faire en sorte que nous fassions l'objet de procédures juridiques et réglementaires dont l'issue potentielle pourrait notamment mener à des restrictions, sanctions et amendes réglementaires), le risque de réputation, les risques liés à la concurrence et au cadre juridique et réglementaire, ainsi que les risques opérationnel, stratégique et systémique et d'autres risques qui sont expliqués aux rubriques portant sur le risque et à la rubrique Incidence de la pandémie de COVID-19 de notre rapport annuel 2021 ainsi qu'à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2022. Ces autres risques incluent ceux qui concernent le contexte commercial et la conjoncture économique, les technologies de l'information et les cyber-risques, les risques environnementaux et sociaux (y compris les changements climatiques), les bouleversements numériques et l'innovation, le marché de l'immobilier canadien et l'endettement des ménages, l'incertitude géopolitique, les risques liés à la confidentialité, aux données et aux tierces parties, les changements de la réglementation, la culture et la conduite, le contexte commercial et la conjoncture économique des secteurs géographiques où nous exerçons nos activités, l'incidence des modifications des politiques budgétaires, monétaires et autres de gouvernements, le risque fiscal et la transparence et l'émergence d'urgences sanitaires ou de crises de santé publique généralisées, telles que des épidémies et des pandémies, dont celle de COVID-19 et son incidence sur l'économie mondiale, la conjoncture des marchés financiers, ainsi que nos activités commerciales et nos résultats financiers, notre situation financière et nos objectifs financiers. De plus, comme nous travaillons à la réalisation de nos objectifs liés au climat, des facteurs externes hors du contrôle raisonnable de RBC pourraient nous empêcher de les atteindre, dont le degré inégal des efforts de décarbonisation des pays, la nécessité d'élaborer, partout dans le monde, des politiques sur le climat judicieuses,

l'accès à davantage de données et à des données encore plus pertinentes, des méthodes dûment étayées, les avancées technologiques, l'évolution des comportements des consommateurs, le défi d'équilibrer les objectifs intermédiaires concernant les émissions et une transition harmonieuse et sensée, et d'autres questions importantes, telles les obligations juridiques et réglementaires.

Nous avertissons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs de risque n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence défavorable sur nos résultats. Les investisseurs et autres personnes qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la Banque Royale du Canada doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres incertitudes et événements potentiels. Les hypothèses économiques significatives qui sous-tendent les déclarations prospectives du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2022 sont présentées à la rubrique Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives et, pour chaque secteur d'exploitation, aux sections Priorités stratégiques et Perspectives de notre rapport annuel 2021, mises à jour à la rubrique Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2022. Sauf si la loi l'exige, nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Des renseignements complémentaires sur ces facteurs et d'autres sont fournis aux rubriques portant sur le risque et à la rubrique Incidence de la pandémie de COVID-19 de notre rapport annuel 2021 ainsi qu'à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2022.

## Vue d'ensemble et perspectives

## À propos de la Banque Royale du Canada

La Banque Royale du Canada est une institution financière mondiale définie par sa raison d'être, guidée par des principes et orientée vers l'excellence en matière de rendement. Notre succès est attribuable aux quelque 88 000 employés qui mettent à profit leur créativité et leur savoir-faire pour concrétiser notre vision, nos valeurs et notre stratégie afin que nous puissions contribuer à la prospérité de nos clients et au dynamisme des collectivités. Selon la capitalisation boursière, nous sommes la plus importante banque du Canada et l'une des plus grandes banques du monde. Nous avons adopté un modèle d'affaires diversifié axé sur l'innovation et l'offre d'expériences exceptionnelles à nos 17 millions de clients au Canada, aux États-Unis et dans 27 autres pays. Pour en savoir plus, visitez le site [rbc.com](http://rbc.com).

## Faits saillants financiers et autres

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, les nombres et les pourcentages)	Aux et pour les trimestres clos les			Pour les trimestres clos	
	31 janvier 2022	31 octobre 2021	31 janvier 2021	T1 2022 par rapport au T4 2021	T1 2022 par rapport au T1 2021
Total des revenus	13 066 \$	12 376 \$	12 943 \$	690 \$	123 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	105	(227)	110	332	(5)
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	997	1 032	1 406	(35)	(409)
Frais autres que d'intérêt	6 580	6 583	6 542	(3)	38
Bénéfice avant impôt	5 384	4 988	4 885	396	499
<b>Bénéfice net</b>	<b>4 095 \$</b>	<b>3 892 \$</b>	<b>3 847 \$</b>	<b>203 \$</b>	<b>248 \$</b>
<b>Secteurs – bénéfice net</b>					
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	1 974 \$	2 033 \$	1 793 \$	(59)\$	181 \$
Gestion de patrimoine (1)	795	558	641	237	154
Assurances	197	267	201	(70)	(4)
Services aux investisseurs et de trésorerie	118	109	123	9	(5)
Marchés des Capitaux	1 030	920	1 067	110	(37)
Services de soutien généraux (1)	(19)	5	22	(24)	(41)
<b>Bénéfice net</b>	<b>4 095 \$</b>	<b>3 892 \$</b>	<b>3 847 \$</b>	<b>203 \$</b>	<b>248 \$</b>
<b>Données financières sommaires</b>					
Bénéfice par action – de base	2,84 \$	2,68 \$	2,66 \$	0,16 \$	0,18 \$
– dilué	2,84	2,68	2,66	0,16	0,18
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2)	17,3 %	16,9 %	18,6 %	40 p.b.	(130)p.b.
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2)	92 450 \$	89 500 \$	80 750 \$	2 950 \$	11 700 \$
Marge nette d'intérêt – selon la moyenne des actifs productifs, montant net (3)	1,39 %	1,43 %	1,50 %	(4)p.b.	(11)p.b.
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,05 %	(0,12)%	0,07 %	17 p.b.	(2)p.b.
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	(0,04)%	(0,19)%	(0,06)%	15 p.b.	2 p.b.
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,09 %	0,07 %	0,13 %	2 p.b.	(4)p.b.
Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations	0,28 %	0,31 %	0,41 %	(3)p.b.	(13)p.b.
Ratio de liquidité à court terme (4)	124 %	123 %	141 %	100 p.b.	(1 700)p.b.
Ratio de liquidité à long terme (4)	113 %	116 %	118 %	(300)p.b.	(500)p.b.
<b>Ratios de fonds propres, ratio de levier et ratio de la capacité totale d'absorption des pertes (TLAC) (5)</b>					
Ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires (CET1)	13,5 %	13,7 %	12,5 %	(20)p.b.	100 p.b.
Ratio de fonds propres de première catégorie	14,8 %	14,9 %	13,8 %	(10)p.b.	100 p.b.
Ratio du total des fonds propres	16,6 %	16,7 %	15,5 %	(10)p.b.	110 p.b.
Ratio de levier	4,8 %	4,9 %	4,8 %	(10)p.b.	0 p.b.
Ratio TLAC (6)	26,4 %	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Ratio de levier TLAC (6)	8,5 %	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
<b>Principales données figurant au bilan et autres renseignements (7)</b>					
Total de l'actif	1 752 469 \$	1 706 323 \$	1 671 151 \$	46 146 \$	81 318 \$
Titres, déduction faite de la correction de valeur applicable	303 095	284 724	287 482	18 371	15 613
Prêts, déduction faite de la correction de valeur pour pertes sur prêts	740 031	717 575	672 563	22 456	67 468
Actifs liés aux dérivés	92 319	95 541	110 917	(3 222)	(18 598)
Dépôts	1 142 842	1 100 831	1 054 597	42 011	88 245
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	94 469	91 983	82 934	2 486	11 535
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	569 285	552 541	557 519	16 744	11 766
Biens sous gestion (3)	1 021 500	1 008 700	897 400	12 800	124 100
Biens administrés (3), (8)	6 445 900	6 347 300	6 133 600	98 600	312 300
<b>Information sur les actions ordinaires</b>					
Actions en circulation (en milliers) – moyenne de base	1 421 807	1 424 534	1 423 350	(2 727)	(1 543)
– moyenne diluée	1 424 602	1 427 225	1 425 280	(2 623)	(678)
– à la fin de la période	1 416 020	1 424 525	1 424 083	(8 505)	(8 063)
Dividendes déclarés par action ordinaire	1,20 \$	1,08 \$	1,08 \$	0,12 \$	0,12 \$
Rendement de l'action (3)	3,5 %	3,3 %	4,3 %	20 p.b.	(80)p.b.
Ratio de distribution (3)	42 %	40 %	41 %	200 p.b.	100 p.b.
Cours de l'action ordinaire (RY sur TSX) (9)	144,93 \$	128,82 \$	103,50 \$	16,11 \$	41,43 \$
Capitalisation boursière (TSX) (9)	205 224	183 507	147 393	21 717	57 831
<b>Renseignements généraux liés aux activités</b>					
Nombre d'employés (équivalent temps plein)	85 211	85 301	84 030	(90)	1 181
Nombre de succursales	1 287	1 295	1 328	(8)	(41)
Nombre de guichets automatiques bancaires (GAB)	4 368	4 378	4 523	(10)	(155)
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en \$ US pour la période (10)	0,787	0,796	0,779	(0,009)	0,008
Équivalent de 1,00 \$ CA en \$ US à la fin de la période	0,787	0,808	0,782	(0,021)	0,005

- (1) Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2021, les profits (pertes) sur les couvertures économiques liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, lesquels sont pris en compte dans les revenus, ainsi que la variabilité connexe de la charge de rémunération fondée sur des actions que causent des variations de la juste valeur des passifs liés à ces régimes ont été reclassés du secteur Gestion de patrimoine au secteur Services de soutien généraux. Les montants correspondants ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation actuelle.
- (2) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Elles comprennent la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires utilisée pour calculer le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.
- (3) Se reporter au glossaire pour une définition de cette mesure.
- (4) Le ratio de liquidité à court terme et le ratio de liquidité à long terme sont calculés conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF). Le ratio de liquidité à court terme correspond à la moyenne du trimestre compris dans chaque période. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Risque de liquidité et de financement.
- (5) Les ratios de fonds propres sont calculés conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF et le ratio de levier l'est conformément à celle sur les exigences de levier de ce même organisme.
- (6) Depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2021, le BSIF exige que les banques canadiennes d'importance systémique intérieure respectent le ratio TLAC fondé sur les risques et le ratio de levier TLAC fondé sur les risques minimaux, qui sont établis conformément à la ligne directrice sur la capacité totale d'absorption des pertes (Total Loss Absorbing Capacity [TLAC]) du BSIF. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la rubrique Gestion des fonds propres.
- (7) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.
- (8) Les biens administrés comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés, respectivement, de 15 milliards de dollars et de 3 milliards (15 milliards et 3 milliards au 31 octobre 2021; 15 milliards et 4 milliards au 31 janvier 2021).
- (9) Selon le cours de clôture à la TSX à la fin de la période.
- (10) Les moyennes sont calculées selon les cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.
- s.o. sans objet

## Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives – données au 23 février 2022

Les projections et prévisions de la présente rubrique sont fondées sur des informations et hypothèses fournies par des sources que nous considérons comme fiables. Si ces informations ou ces hypothèses se révèlent inexactes, les perspectives économiques réelles pourraient différer de façon significative des perspectives présentées dans la présente rubrique.

### Examen de la conjoncture économique et des marchés et perspectives

L'émergence rapide du variant Omicron de la COVID-19 à la fin de l'année civile 2021 a entraîné le retour de diverses mesures de confinement dans certaines régions. Ces mesures visaient principalement les activités des secteurs à contact direct, soit ceux du tourisme, de l'hébergement et du divertissement. Cependant, cette dernière vague d'infections devrait avoir des conséquences moins graves et être moins longue que les vagues précédentes, et certaines mesures de confinement ont déjà été assouplies, voire levées. Bien que les vaccins aient permis de limiter les répercussions graves, la capacité des centres de soins de santé a été mise à rude épreuve à certains endroits et le nombre élevé de travailleurs en isolement a aggravé la pénurie de main-d'œuvre. Les récentes perturbations liées au virus devraient être temporaires et leur incidence, se limiter au premier trimestre civil de 2022; en outre, l'inflation croissante et le resserrement des marchés de l'emploi devraient permettre aux banques centrales de relever davantage les taux d'intérêt, ou de commencer à le faire, au cours de l'année civile 2022. Les perspectives économiques demeurent incertaines en raison de la nature évolutive et imprévisible de la pandémie de COVID-19. Les perturbations de la chaîne d'approvisionnement, la hausse des coûts des intrants des entreprises et la pénurie de main-d'œuvre ralentissent également le rythme de la reprise et amplifient les inquiétudes concernant l'inflation.

#### Canada

La réimposition des mesures de confinement et les perturbations à court terme de la main-d'œuvre causées par la propagation du variant Omicron devraient peser sur la croissance du PIB, qui se limiterait à 1,5 %<sup>1</sup> au premier trimestre civil de 2022, après avoir enregistré une hausse attendue de 6,0 %<sup>1</sup> au dernier trimestre civil de 2021. Ces restrictions ont jusqu'à ce jour été moins lourdes que celles des vagues précédentes, mais elles visent encore principalement les activités des secteurs à contact direct, soit ceux du tourisme, de l'hébergement et du divertissement. Le taux de chômage est passé de 6,0 % en décembre 2021 à 6,5 % en janvier 2022, et les heures travaillées ont diminué au cours de la même période en raison de niveaux plus élevés d'absentéisme pour cause de maladie et d'isolement. Cependant, compte tenu de la rapidité de la propagation et d'un taux de vaccination relativement élevé, les perturbations liées au virus devraient être de plus courte durée que pour les vagues précédentes, et certaines mesures de confinement ont déjà été assouplies, voire levées. La croissance du PIB devrait reprendre au cours des deuxième et troisième trimestres civils de 2022. La croissance des prix à la consommation s'est encore accélérée et l'augmentation des coûts des intrants des entreprises que causent la hausse de la demande et les perturbations de la chaîne d'approvisionnement risque d'entraîner d'autres hausses des prix tout au long de l'année civile 2022 et de les pousser au-delà de ce qu'ils étaient avant la pandémie. De plus, les pénuries généralisées de main-d'œuvre devraient encore freiner considérablement la croissance de la production. Dans la mesure où les perturbations de l'économie causées par le variant Omicron sont temporaires et les pénuries de main-d'œuvre et les pressions inflationnistes s'intensifient, on s'attend à ce que la Banque du Canada commence à relever ses taux d'intérêt en mars 2022.

#### États-Unis

Après une croissance de 6,9 %<sup>1</sup> au dernier trimestre civil de 2021, le PIB des États-Unis devrait augmenter de 2,5 %<sup>1</sup> au premier trimestre civil de 2022. L'émergence du variant Omicron, dont la propagation est rapide, devrait entraîner une réduction temporaire des dépenses de consommation dans les secteurs à contact direct que sont le divertissement et l'hébergement, ainsi qu'une aggravation des pénuries de main-d'œuvre à court terme puisqu'une grande partie de la main-d'œuvre est en isolement. Malgré cette propagation rapide du variant Omicron, le taux de chômage est demeuré bas à 4,0 % en janvier 2022, et l'inflation s'est encore accélérée. On s'attend à ce que la Réserve fédérale examine soigneusement les récentes perturbations macroéconomiques causées par le variant Omicron et commence à relever ses taux d'intérêt en mars 2022. Les perturbations de la chaîne d'approvisionnement et les pénuries de main-d'œuvre partout dans le monde devraient limiter le rythme de croissance du PIB pendant l'année civile 2022, tandis que les niveaux élevés d'épargne des ménages devraient soutenir la demande des consommateurs et exercer une pression soutenue sur les prix. La montée des coûts des intrants des entreprises et le fait que la demande des ménages devrait se renforcer encore augmentent le risque que la hausse de l'inflation demeure supérieure à ses niveaux pré-pandémiques pendant plus longtemps que prévu.

#### Europe

Le PIB de la zone euro a enregistré une croissance de 0,3 % au quatrième trimestre civil de 2021 et celle du premier trimestre civil de 2022 devrait se limiter à 0,4 % en raison de la propagation rapide du variant Omicron. Cependant, la croissance devrait prendre de la vitesse au deuxième trimestre civil de 2022 avec l'amenuisement progressif des perturbations. Les marchés de l'emploi se sont considérablement resserrés dans la zone euro et l'inflation s'est également accélérée. La Banque centrale européenne (BCE) a annoncé qu'elle mettra fin à ses programmes d'achat d'actifs cette année; elle devrait aussi relever ses taux d'intérêt au troisième trimestre civil de 2022. Le PIB du Royaume-Uni devrait quant à lui augmenter de 0,7 % au premier trimestre civil de 2022, après une hausse de 1,0 % au dernier trimestre civil de 2021. Puisque les perturbations causées par ce variant devraient être temporaires et que les pénuries sur le marché de l'emploi et les pressions inflationnistes devraient persister, la Banque d'Angleterre prévoit encore relever ses taux d'intérêt en mars 2022, après des hausses de 15 points de base de décembre 2021 et de 25 points de base en février 2022.

<sup>1</sup> Taux annualisé

### **Marchés financiers**

Bien qu'ils demeurent à des creux historiques, les rendements des obligations d'État se sont accrus au cours des derniers mois, alors que la reprise économique mondiale et l'inflation se sont poursuivies. Soutenus par de bonnes perspectives économiques, les marchés boursiers demeurent vigoureux et les prix de certaines matières premières, dont le pétrole brut, sont demeurés largement supérieurs à ceux en vigueur avant la pandémie, ce qui reflète une offre restreinte et une demande à la hausse.

### **Contexte réglementaire**

Nous continuons de surveiller de près l'évolution de la réglementation et de nous y préparer de manière à assurer le respect des nouvelles exigences qui pourraient nous être imposées, tout en atténuant les répercussions défavorables d'ordre commercial ou financier. Ces répercussions pourraient découler de l'application de lois et de règlements nouveaux ou modifiés ou des attentes de ceux qui les mettent en œuvre. Un sommaire des principaux changements de réglementation qui pourraient accroître ou réduire nos coûts et la complexité de nos activités est présenté à la rubrique Risque lié au cadre juridique et réglementaire de notre rapport annuel 2021, rubrique mise à jour ci-dessous. Les rubriques Incidence de la pandémie de COVID-19, Risque de liquidité et de financement et Gestion des fonds propres de notre rapport annuel 2021 et les mises à jour présentées à la rubrique Gestion des fonds propres du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2022 présentent un résumé des autres modifications apportées à la réglementation et des programmes d'aide mis en place par les gouvernements du monde entier et le BSIF en réponse à la pandémie de COVID-19.

### **Incertitude à l'échelle mondiale**

Le degré élevé d'incertitude concernant les conséquences de la pandémie de COVID-19, les perturbations de la chaîne d'approvisionnement, la politique commerciale et les tensions géopolitiques menacent toujours les perspectives économiques mondiales. En janvier 2022, le Fonds monétaire international (FMI) prévoyait une croissance de l'économie mondiale de 4,4 % pour l'année civile 2022, soit une baisse de 0,5 % par rapport à ses prévisions d'octobre, ce qui reflète les révisions à la baisse découlant de l'élimination par le gouvernement américain de ses politiques budgétaires, l'abandon plus tôt que prévu des mesures de relance monétaire extraordinaires et les perturbations persistantes de la chaîne d'approvisionnement. Malgré le fait que l'on s'attend à ce que les récentes perturbations liées au virus soient temporaires, les perspectives économiques demeurent incertaines en raison de la nature évolutive et imprévisible de la pandémie de COVID-19. Enfin, les marchés financiers du monde entier demeurent vulnérables aux tensions géopolitiques, telles celles qui règnent entre les États-Unis et la Chine et qui portent essentiellement sur les échanges commerciaux et la technologie, et celles entre la Russie et l'Ukraine. Notre modèle d'affaires diversifié, notre présence dans diverses régions et notre offre de produits variés contribuent toujours à l'atténuation des risques qu'engendrent les incertitudes à l'échelle mondiale.

### **Réforme des taux d'intérêt de référence**

Le 16 décembre 2021, le Groupe de travail sur le taux de référence complémentaire pour le marché canadien (TARCOM) a recommandé à Refinitiv Benchmark Services (UK) Limited (RBSL), administrateur du taux Canadian Dollar Offered Rate (CDOR), de cesser la publication de toutes les échéances restantes du CDOR après la fin de juin 2024. Bien que cette recommandation ne constitue pas une déclaration publique ou une publication d'information selon laquelle le CDOR a cessé ou cessera d'exister, elle augmente la probabilité de la cessation définitive du CDOR. De plus, le 31 janvier 2022, RBSL a lancé une consultation publique pour solliciter des commentaires sur la recommandation du TARCOM, dont la date d'échéance est le 28 février 2022. Nous continuerons de surveiller les mises à jour et de suivre l'évolution de la situation.

### **Réformes de Bâle III**

Le 31 janvier 2022, le BSIF a annoncé la révision des règles en matière de fonds propres, de levier, de liquidité et de communication qui intègrent les réformes définitives de Bâle III du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB). Les révisions comprennent les nouvelles lignes directrices concernant les normes de fonds propres, les exigences de levier et les normes de liquidité, ainsi que les exigences connexes de communication de renseignements au titre du troisième pilier. Les lignes directrices révisées concernant les normes de fonds propres (autres que celles liées au rajustement de la valeur du crédit et au risque de marché), les exigences de levier et les exigences connexes de communication de renseignements au titre du troisième pilier entreront en vigueur pour nous au deuxième trimestre de 2023. La révision des lignes directrices concernant les normes de liquidité s'appliquera pour nous le 1<sup>er</sup> avril 2023. Les révisions des normes de fonds propres portant sur le rajustement de la valeur du crédit et le risque de marché seront effectives pour nous au premier trimestre de 2024. Nous évaluons actuellement l'incidence du cadre révisé et prenons les mesures nécessaires afin d'être prêts pour son adoption. Nous ne prévoyons avoir aucune difficulté à nous conformer à ces exigences.

Pour une analyse des facteurs de risque, y compris notre cadre et nos activités de gestion des risques, et d'autres faits nouveaux en matière de réglementation qui pourraient se répercuter sur nos activités et nos résultats financiers, se reporter à la rubrique Incidence de la pandémie de COVID-19, y compris la section Incidence du facteur de risque que représente la pandémie, ainsi qu'aux rubriques Gestion du risque – Risques connus et risques émergents et Risque lié au cadre juridique et réglementaire de notre rapport annuel 2021 et aux rubriques Gestion du risque et Gestion des fonds propres du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2022.

## Rendement financier

## Vue d'ensemble

**Premier trimestre de 2022 par rapport au premier trimestre de 2021**

Le bénéfice net s'est dégagé à 4 095 millions de dollars, en hausse de 248 millions, ou 6 %, par rapport à il y a un an. Le bénéfice dilué par action s'est situé à 2,84 \$, ayant progressé de 0,18 \$, ou 7 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a été de 17,3 %, contre 18,6 % un an plus tôt. Notre ratio des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires (CET1) s'est établi à 13,5 %, ayant monté de 100 p.b. sur un an.

Nos résultats reflètent une croissance du bénéfice des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Gestion de patrimoine, annulée en partie par les faibles résultats des secteurs Marchés des Capitaux, Services aux investisseurs et de trésorerie et Assurances.

**Premier trimestre de 2022 par rapport au quatrième trimestre de 2021**

Le bénéfice net, au montant de 4 095 millions de dollars, s'est renforcé de 203 millions, ou 5 %, par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 2,84 \$, ayant monté de 0,16 \$, ou 6 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a été de 17,3 %, en hausse par rapport à celui de 16,9 % du trimestre précédent. Notre ratio CET1 de 13,5 % a reculé de 20 p.b. en regard du trimestre précédent.

Nos résultats reflètent la hausse du bénéfice des secteurs Gestion de patrimoine, Marchés des Capitaux et Services aux investisseurs et de trésorerie, partiellement neutralisée par les faibles résultats des secteurs Assurances et Services bancaires aux particuliers et aux entreprises.

Pour plus de détails sur nos résultats des secteurs d'exploitation et le ratio CET1, se reporter respectivement aux rubriques Résultats des secteurs d'exploitation et Gestion des fonds propres.

**Incidence du change**

Le tableau ci-après reflète l'incidence estimative du change sur les principaux postes de l'état du résultat net.

	Pour les trimestres clos	
	T1 2022 par rapport au T1 2021	T1 2022 par rapport au T4 2021
<i>(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)</i>		
<b>Augmentation (diminution) :</b>		
Total des revenus	(66)\$	35 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	1	–
Frais autres que d'intérêt	(52)	23
Impôt sur le résultat	(4)	2
Bénéfice net	(11)	10
<b>Incidence sur le bénéfice par action</b>		
De base	(0,01)\$	0,01 \$
Dilué	(0,01)	0,01

Le tableau ci-après présente les taux de change moyens pertinents qui influent sur nos activités.

	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2022	le 31 octobre 2021	le 31 janvier 2021
<i>(moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en devises) (1)</i>			
Dollar américain	0,787	0,796	0,779
Livre sterling	0,586	0,584	0,574
Euro	0,695	0,684	0,644

(1) Les moyennes sont calculées selon les cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

## Total des revenus

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2022	le 31 octobre 2021	le 31 janvier 2021
Revenu d'intérêt et de dividende	7 378 \$	7 014 \$	7 236 \$
Charge d'intérêt	2 107	1 953	2 201
<b>Revenu net d'intérêt</b>	<b>5 271 \$</b>	<b>5 061 \$</b>	<b>5 035 \$</b>
<b>Marge nette d'intérêt</b>	<b>1,39 %</b>	<b>1,43 %</b>	<b>1,50 %</b>
Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires	1 399 \$	1 501 \$	1 809 \$
Revenus tirés des activités de négociation	314	103	524
Commissions de gestion de placements et de services de garde	1 961	1 888	1 703
Revenus tirés des fonds communs de placement	1 165	1 142	1 000
Commissions de courtage en valeurs mobilières	399	350	401
Frais bancaires	485	475	458
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	701	655	590
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	271	239	289
Revenus sur cartes	291	247	272
Commissions de crédit	476	418	332
Profits nets sur les titres de placement	15	20	35
Quote-part des bénéfices des coentreprises et des entreprises associées	29	34	25
Autres	289	243	470
<b>Revenus autres que d'intérêt</b>	<b>7 795</b>	<b>7 315</b>	<b>7 908</b>
<b>Total des revenus</b>	<b>13 066 \$</b>	<b>12 376 \$</b>	<b>12 943 \$</b>
<b>Information supplémentaire sur les activités de négociation</b>			
Revenu net d'intérêt (1)	720 \$	618 \$	740 \$
Revenus autres que d'intérêt	314	103	524
<b>Total des revenus tirés des activités de négociation</b>	<b>1 034 \$</b>	<b>721 \$</b>	<b>1 264 \$</b>

(1) Tient compte du revenu net d'intérêt découlant des positions liées aux activités de négociation, y compris les actifs et passifs qui sont classés ou désignés à la juste valeur par le biais du résultat net.

## Premier trimestre de 2022 par rapport au premier trimestre de 2021

Le total des revenus a augmenté de 123 millions de dollars, ou 1 %, par rapport à un an plus tôt, en raison principalement de la hausse des commissions de gestion de placements et de services de garde et du revenu net d'intérêt. La progression des revenus tirés des fonds communs de placement, des commissions de crédit et des commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils a également favorisé l'augmentation. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par le recul des primes d'assurance, des revenus de placement et honoraires (revenus d'assurance), des revenus tirés des activités de négociation et des autres revenus.

Le revenu net d'intérêt a progressé de 236 millions de dollars, ou 5 %, en raison principalement de la croissance des volumes des secteurs Services bancaires canadiens et Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), qui a plus qu'annulé l'incidence du rétrécissement des écarts.

La marge nette d'intérêt s'est contractée de 11 p.b. par rapport à il y a un an, du fait principalement de changements dans la composition de la moyenne des actifs productifs, les volumes ayant affiché une croissance essentiellement pour les conventions de revente, ainsi que du rétrécissement des écarts des conventions de revente et du secteur Services bancaires canadiens.

Les revenus d'assurance ont fléchi de 410 millions de dollars, ou 23 %, ce qui tient essentiellement à la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, variation qui est compensée en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Ce facteur a été en partie compensé par la hausse des ventes de rentes collectives et l'expansion des activités.

Les revenus tirés des activités de négociation ont diminué de 210 millions de dollars, ou 40 %, à cause principalement du ralentissement des activités de négociation de titres à revenu fixe aux États-Unis et en Europe, qui découle de la réduction des activités des clients du fait des conditions de marché.

Les commissions de gestion de placements et de services de garde ont progressé de 258 millions de dollars, ou 15 %, ce qui témoigne principalement de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes.

Les revenus tirés des fonds communs de placement ont grimpé de 165 millions de dollars, ou 17 %, en raison surtout de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, qui rend compte de l'appréciation des marchés et des ventes nettes dans le secteur Gestion de patrimoine, et du fait que l'augmentation de la moyenne des soldes de fonds communs de placement a accru les frais de placement dans le secteur Services bancaires canadiens.

Les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils ont progressé de 111 millions de dollars, ou 19 %, ce qui a découlé surtout de l'intensification des activités de fusion et acquisition dans la plupart des régions.

Les commissions de crédit ont monté de 144 millions de dollars, ou 43 %, ce qui s'explique principalement par l'intensification des activités de syndication de prêts dans la plupart des régions.

Les autres revenus se sont affaiblis de 181 millions de dollars, ou 39 %, ce qui s'explique en grande partie par les variations de la juste valeur des couvertures de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, lesquelles ont été pour l'essentiel compensées dans les frais autres que d'intérêt.

#### **Premier trimestre de 2022 par rapport au quatrième trimestre de 2021**

Le total des revenus a monté de 690 millions de dollars, ou 6 %, par rapport au trimestre précédent, en raison surtout de la hausse des revenus tirés des activités de négociation et du revenu net d'intérêt. L'accroissement des commissions de gestion de placements et de services de garde et des commissions de crédit a également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par le repli des revenus d'assurance.

Le revenu net d'intérêt s'est renforcé de 210 millions de dollars, ou 4 %, en raison surtout de la croissance des volumes dans les secteurs Services bancaires canadiens et Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) et de la hausse des revenus tirés des activités de négociation du secteur Marchés des Capitaux.

Les revenus d'assurance ont reculé de 102 millions de dollars, ou 7 %, ce qui tient principalement à la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, qui est compensée en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Ce facteur a été partiellement compensé par les revenus de placement et l'augmentation des ventes de rentes collectives.

Les revenus tirés des activités de négociation ont progressé de 211 millions de dollars, ce qui s'explique principalement par l'amélioration des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe et de titres de participation dans la plupart des régions du fait de l'intensification des activités des clients.

Les commissions de gestion de placements et de services de garde se sont raffermies de 73 millions de dollars, ou 4 %, ce qui a découlé surtout de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, laquelle reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes.

Les commissions de crédit ont augmenté de 58 millions de dollars, ou 14 %, ce qui s'explique en grande partie par l'intensification des activités de syndication de prêts dans la plupart des régions.

#### **Dotation à la provision pour pertes de crédit**

##### **Premier trimestre de 2022 par rapport au premier trimestre de 2021**

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit a diminué de 5 millions de dollars sur un an.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts a été de 100 millions de dollars, en baisse de 21 millions, ou 17 %, en raison de la diminution des dotations du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, facteur neutralisé en partie par la baisse des contrepassations de dotations dans le secteur Gestion de patrimoine. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est établi à 5 p.b., ayant reculé de 2 p.b.

##### **Premier trimestre de 2022 par rapport au quatrième trimestre de 2021**

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit a progressé de 332 millions de dollars par rapport au trimestre précédent.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts, au montant de 100 millions de dollars, a augmenté de 318 millions, ce qui rend surtout compte de la hausse des dotations dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises. Ce facteur a été partiellement compensé par la réduction des dotations du secteur Gestion de patrimoine. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts a augmenté de 17 p.b.

Pour plus de détails sur la dotation à la provision pour pertes de crédit, se reporter à la section Rendement au chapitre de la qualité du crédit de la rubrique Risque de crédit.

#### **Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance**

##### **Premier trimestre de 2022 par rapport au premier trimestre de 2021**

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont reculé de 409 millions de dollars, ou 29 %, sur un an, ce qui tient principalement à la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, élément compensé en grande partie dans les revenus. La hausse de la sinistralité favorable liée aux placements a également accentué ce fléchissement. Ces facteurs ont été annulés en partie par la hausse des ventes de rentes collectives, l'expansion des activités, la sinistralité en général, principalement en ce qui a trait à nos produits de rétrocession vie et l'incidence des nouveaux contrats de réassurance du risque de longévité.

##### **Premier trimestre de 2022 par rapport au quatrième trimestre de 2021**

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance se sont repliés de 35 millions de dollars, ou 3 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui reflète principalement la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, élément compensé en grande partie dans les revenus. La sinistralité liée aux placements a également favorisé le recul. Ces facteurs ont été atténués par les changements favorables des hypothèses actuarielles annuelles au trimestre précédent, principalement de celles en lien avec la mortalité et la conjoncture économique, l'incidence du fléchissement des nouveaux contrats de réassurance du risque de longévité, ainsi que par la sinistralité principalement pour nos produits de rétrocession d'assurance vie.

## Frais autres que d'intérêt

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2022	le 31 octobre 2021	le 31 janvier 2021
Salaires	1 748 \$	1 744 \$	1 655 \$
Rémunération variable	1 941	1 651	1 804
Avantages du personnel et conservation du personnel	549	496	543
Rémunération fondée sur des actions	47	97	286
Ressources humaines	4 285	3 988	4 288
Matériel	501	514	493
Frais d'occupation	386	393	404
Communications	228	279	213
Honoraires	319	417	291
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	337	330	319
Autres	524	662	534
<b>Frais autres que d'intérêt</b>	<b>6 580 \$</b>	<b>6 583 \$</b>	<b>6 542 \$</b>
<b>Ratio d'efficacité (1)</b>	<b>50,4 %</b>	<b>53,2 %</b>	<b>50,5 %</b>
<b>Ratio d'efficacité ajusté (2)</b>	<b>48,8 %</b>	<b>52,1 %</b>	<b>51,9 %</b>

(1) Le ratio d'efficacité représente les frais autres que d'intérêt divisés par le total des revenus.

(2) Il s'agit d'un ratio hors PCGR. Cette mesure a été ajustée en excluant les fluctuations de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance du total des revenus. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

## Premier trimestre de 2022 par rapport au premier trimestre de 2021

Les frais autres que d'intérêt sont demeurés relativement stables du fait que la hausse de la rémunération variable proportionnelle à la croissance des revenus et la progression des coûts liés au personnel et de ceux liés à la technologie ont été annulées en grande partie par la variation de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, laquelle a été compensée pour l'essentiel dans les autres revenus, et en raison de la contrepassation partielle d'une réserve légale constituée pour le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) au trimestre précédent.

Notre ratio d'efficacité s'est établi à 50,4 %, ayant diminué de 10 p.b. en regard de celui de 50,5 % un an plus tôt. Compte non tenu de la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, notre ratio d'efficacité de 48,8 % s'est comprimé de 310 p.b. par rapport à celui de 51,9 % un an auparavant.

## Premier trimestre de 2022 par rapport au quatrième trimestre de 2021

Les frais autres que d'intérêt n'ont que peu varié d'un trimestre à l'autre. Le trimestre considéré reflète la contrepassation partielle d'une réserve légale constituée pour le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) au trimestre précédent, ainsi que la variation de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, qui a été compensée en grande partie dans les autres revenus. Ces facteurs ont été neutralisés par une hausse de la rémunération variable proportionnelle à la croissance des revenus.

Notre ratio d'efficacité s'est établi à 50,4 %, en baisse de 280 p.b. par rapport à celui de 53,2 % au trimestre précédent. Compte non tenu de la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, notre ratio d'efficacité de 48,8 % a reculé de 330 p.b. par rapport au trimestre précédent.

Le ratio d'efficacité excluant la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance est un ratio hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

## Impôt sur le résultat

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2022	le 31 octobre 2021	le 31 janvier 2021
<b>Impôt sur le résultat</b>	<b>1 289 \$</b>	<b>1 096 \$</b>	<b>1 038 \$</b>
<b>Bénéfice avant impôt</b>	<b>5 384</b>	<b>4 988</b>	<b>4 885</b>
<b>Taux d'imposition effectif</b>	<b>23,9 %</b>	<b>22,0 %</b>	<b>21,2 %</b>

## Premier trimestre de 2022 par rapport au premier trimestre de 2021

La charge d'impôt a grimpé de 251 millions de dollars, ou 24 %, par rapport à il y a un an en raison d'abord et avant tout de la hausse du bénéfice avant impôt et de l'incidence nette des ajustements fiscaux.

Le taux d'imposition effectif de 23,9 % s'est accru de 270 p.b., sous l'effet principalement de l'incidence des ajustements fiscaux énoncés ci-dessus et de changements dans la composition du bénéfice.

## Premier trimestre de 2022 par rapport au quatrième trimestre de 2021

La charge d'impôt s'est alourdie de 193 millions de dollars, ou 18 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui s'explique essentiellement par la progression du bénéfice avant impôt et l'incidence nette des ajustements fiscaux.

Le taux d'imposition effectif de 23,9 % a augmenté de 190 p.b., sous l'effet principalement de l'incidence des ajustements fiscaux énoncés ci-dessus et de changements dans la composition du bénéfice.

## Résultats des secteurs d'exploitation

### Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation

La direction revoit périodiquement les principales méthodes et hypothèses utilisées aux fins de notre cadre d'information de gestion afin de s'assurer de leur validité, et celles-ci n'ont pas changé depuis le 31 octobre 2021. Pour plus de détails sur les principales méthodes et hypothèses que nous utilisons aux fins de notre cadre d'information de gestion, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2021.

### Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR

#### Mesures de rendement

Nous mesurons et évaluons le rendement de nos activités consolidées et de chacun de nos secteurs d'exploitation en fonction d'un certain nombre de paramètres financiers, dont le bénéfice net et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Certaines mesures financières, incluant le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, n'ont pas de définition normalisée en vertu des principes comptables généralement reconnus (PCGR) et pourraient ne pas être comparables aux mesures analogues que présentent d'autres institutions financières.

#### Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires

Nous utilisons le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, tant sur une base consolidée que par secteur d'exploitation, à titre de mesure du rendement du total du capital investi dans nos secteurs. La direction considère la mesure du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires par secteur comme une mesure utile pour appuyer les prises de décisions relatives aux investissements et à l'attribution des ressources parce qu'elle permet d'effectuer des ajustements en fonction de certains éléments qui pourraient avoir une incidence sur la comparabilité entre nos secteurs d'exploitation et certains de nos concurrents.

Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires consolidé est égal au bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires divisé par le total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour la période. Le calcul du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires des secteurs repose sur le bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires, divisé par le capital attribué moyen pour la période. Pour chaque secteur, la moyenne du capital attribué tient compte du capital nécessaire pour contrer les divers risques, comme il est décrit à la rubrique Gestion des fonds propres, et des montants investis dans le goodwill et les immobilisations incorporelles.

L'attribution du capital suppose le recours à des hypothèses, à des jugements et à des méthodes qui sont régulièrement examinés et révisés par la direction, selon les besoins. Toute modification de ces hypothèses, jugements et méthodes peut avoir une incidence significative sur l'information relative au rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires par secteur d'activité que nous présentons. D'autres sociétés qui présentent des renseignements semblables sur des mesures d'attribution et de rendement connexes peuvent faire appel à d'autres hypothèses, jugements et méthodes.

Les tableaux ci-après présentent un sommaire des calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos								le 31 octobre 2021	le 31 janvier 2021
	le 31 janvier 2022							Total		
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total		Total	Total
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	1 957 \$	785 \$	196 \$	116 \$	1 015 \$	(30) \$	4 039 \$	3 819 \$	3 787 \$	
Total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	26 100	17 600	2 400	2 950	24 550	18 850	92 450	89 500	80 750	
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	29,8 %	17,7 %	32,4 %	15,7 %	16,4 %	n.s.	17,3 %	16,9 %	18,6 %	

(1) Les chiffres ayant trait au total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont arrondis.

(2) Les montants se rapportant aux différents secteurs d'exploitation sont désignés à titre de capital attribué.

(3) Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires est fondé sur les soldes réels de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires avant leur arrondissement.

n.s. non significatif

## Mesures hors PCGR

Nous sommes d'avis que certaines mesures hors PCGR décrites ci-dessous sont plus représentatives de nos résultats d'exploitation courants et permettent aux lecteurs de mieux comprendre le point de vue de la direction à l'égard de notre performance. Ces mesures accroissent la comparabilité de notre performance financière pour le trimestre clos le 31 janvier 2022 par rapport aux résultats de la période correspondante de l'exercice précédent et du trimestre clos le 31 octobre 2021. Les mesures hors PCGR (dont les ratios hors PCGR) n'ont pas de définition normalisée en vertu des PCGR et ne sont pas nécessairement comparables à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières.

L'analyse qui suit décrit les mesures hors PCGR que nous utilisons pour évaluer nos résultats d'exploitation.

### Ratio d'efficience ajusté

Notre ratio d'efficience est touché par la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, présentée dans les revenus et compensée en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Le ratio d'efficience ajusté est un ratio hors PCGR et il est calculé au moyen du total des revenus ajusté, lequel est une mesure hors PCGR puisqu'il ne tient pas compte de l'incidence de la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance. Nous jugeons que le ratio d'efficience ajusté est une mesure utile puisque les variations de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance peuvent causer une volatilité du total des revenus susceptible de masquer les tendances quant au rendement sous-jacent des activités et réduire la comparabilité des résultats avec ceux des périodes antérieures.

Les tableaux suivants présentent les calculs de notre ratio d'efficience consolidé, compte non tenu de la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance.

	Pour les trimestres clos								
	le 31 janvier 2022			le 31 octobre 2021			le 31 janvier 2021		
	Élément exclu			Élément exclu			Élément exclu		
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance			Variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance			Variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance		
	Données présentées		Données ajustées	Données présentées		Données ajustées	Données présentées		Données ajustées
Total des revenus	13 066 \$	430 \$	13 496 \$	12 376 \$	266 \$	12 642 \$	12 943 \$	(346) \$	12 597 \$
Frais autres que d'intérêt	6 580	–	6 580	6 583	–	6 583	6 542	–	6 542
Ratio d'efficience	50,4 %		48,8 %	53,2 %		52,1 %	50,5 %		51,9 %

## Services bancaires aux particuliers et aux entreprises

	Aux et pour les trimestres clos les		
	31 janvier 2022	31 octobre 2021	31 janvier 2021
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)			
Revenu net d'intérêt	3 229 \$	3 169 \$	3 161 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 574	1 436	1 402
<b>Total des revenus</b>	<b>4 803</b>	<b>4 605</b>	<b>4 563</b>
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	(60)	(342)	(60)
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	189	134	225
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit</b>	<b>129</b>	<b>(208)</b>	<b>165</b>
Frais autres que d'intérêt	2 022	2 087	1 978
<b>Bénéfice avant impôt</b>	<b>2 652</b>	<b>2 726</b>	<b>2 420</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>1 974 \$</b>	<b>2 033 \$</b>	<b>1 793 \$</b>
<b>Revenus par secteur d'activité</b>			
Services bancaires canadiens	4 598 \$	4 414 \$	4 352 \$
Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis	205	191	211
<b>Principales données figurant au bilan et autres renseignements</b>			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	29,8 %	32,5 %	30,1 %
Marge nette d'intérêt	2,41 %	2,42 %	2,56 %
Ratio d'efficacité	42,1 %	45,3 %	43,3 %
Levier d'exploitation (1)	3,1 %	2,5 %	(0,7)%
Moyenne du total des actifs productifs, montant net	530 800 \$	518 900 \$	489 800 \$
Moyenne des prêts et acceptations, montant net	534 400	522 200	493 500
Moyenne des dépôts	539 300	524 300	490 100
Biens administrés (2)	371 100	367 700	320 900
Moyenne des biens administrés	372 600	363 500	315 900
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,14 %	0,10 %	0,18 %
<b>Autres renseignements – Services bancaires canadiens</b>			
Bénéfice net	1 914 \$	1 970 \$	1 754 \$
Marge nette d'intérêt	2,41 %	2,42 %	2,54 %
Ratio d'efficacité	40,8 %	43,8 %	41,9 %
Levier d'exploitation	2,8 %	2,7 %	(1,6)%

(1) Se reporter au glossaire pour une définition de cette mesure.

(2) Les biens administrés représentent les soldes au comptant à la fin de la période et comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés, respectivement, de 15 milliards de dollars et de 3 milliards au 31 janvier 2022 (15 milliards et 3 milliards au 31 octobre 2021; 15 milliards et 4 milliards au 31 janvier 2021).

**Rendement financier****Premier trimestre de 2022 par rapport au premier trimestre de 2021**

Le bénéfice net s'est accru de 181 millions de dollars, ou 10 %, sur un an, en raison essentiellement de l'augmentation des revenus autres que d'intérêt et de la hausse du revenu net d'intérêt reflétant une croissance moyenne des volumes du secteur Services bancaires canadiens de 9 %, ce qui a plus que compensé le rétrécissement des écarts.

Le total des revenus s'est renforcé de 240 millions de dollars, ou 5 %.

Les revenus du secteur Services bancaires canadiens ont progressé de 246 millions de dollars, ou 6 %, du fait surtout de l'augmentation du revenu net d'intérêt reflétant une croissance moyenne des volumes de 10 % pour ce qui est des dépôts et de 8 % dans le cas des prêts, ce qui a plus que compensé l'incidence du rétrécissement des écarts. L'augmentation de la moyenne des soldes de fonds communs de placement ayant accru les frais de placement et les profits réalisés sur la titrisation de prêts hypothécaires commerciaux ont également favorisé la hausse.

Les revenus du secteur Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis ont affiché une baisse de 6 millions de dollars.

La marge nette d'intérêt s'est repliée de 15 p.b. en raison surtout de changements dans la composition des produits, de la faiblesse persistante des taux d'intérêt et des pressions concurrentielles sur les prix.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a diminué de 36 millions de dollars, ou 22 %, en raison principalement du recul des dotations liées aux prêts douteux des portefeuilles du secteur Services bancaires canadiens, qui a entraîné une baisse de 4 p.b. du ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux. Pour plus de détails, se reporter à la section Rendement au chapitre de la qualité du crédit de la rubrique Risque de crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 44 millions de dollars, ou 2 %, ce qui est imputable en grande partie à la hausse des coûts liés au personnel et de ceux liés à la technologie ainsi qu'à l'accroissement des frais de commercialisation. Ces facteurs ont été compensés en partie par la réduction des coûts liés à la COVID-19.

**Premier trimestre de 2022 par rapport au quatrième trimestre de 2021**

Le bénéfice net s'est replié de 59 millions de dollars, ou 3 %, par rapport au trimestre précédent en raison essentiellement de la hausse de la dotation à la provision pour pertes de crédit. Ce facteur a été en partie compensé par l'augmentation des revenus autres que d'intérêt, la hausse du revenu net d'intérêt reflétant une croissance moyenne des volumes du secteur Services bancaires canadiens de 3 %, une réduction des honoraires professionnels et une baisse saisonnière des frais de commercialisation.

Le total des revenus s'est renforcé de 198 millions de dollars, ou 4 %, ce qui provient surtout de la hausse du revenu net d'intérêt reflétant la croissance de la moyenne des volumes du secteur Services bancaires canadiens de 3 %. L'accroissement des revenus sur cartes, la hausse des revenus de change, qui reflète l'intensification des activités des clients, et les profits réalisés sur la titrisation de prêts hypothécaires commerciaux ont également contribué à l'augmentation.

La marge nette d'intérêt est demeurée relativement stable.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a augmenté de 337 millions de dollars en raison surtout de la diminution de la contrepassation de dotations liées aux prêts productifs. L'augmentation des dotations liées aux prêts douteux, principalement pour le secteur Services bancaires canadiens, a également favorisé la hausse, générant ainsi une montée de 4 p.b. du ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux. Pour plus de détails, se reporter à la section Rendement au chapitre de la qualité du crédit de la rubrique Risque de crédit.

Les frais autres que d'intérêt se sont allégés de 65 millions de dollars, ou 3 %, du fait surtout d'une réduction des honoraires professionnels et d'une baisse saisonnière des frais de commercialisation.

## Gestion de patrimoine

	Aux et pour les trimestres clos les		
	31 janvier 2022	31 octobre 2021	31 janvier 2021
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)			
Revenu net d'intérêt	745 \$	675 \$	666 \$
Revenus autres que d'intérêt (1)	2 868	2 769	2 553
<b>Total des revenus (1)</b>	<b>3 613</b>	<b>3 444</b>	<b>3 219</b>
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	(13)	(7)	(2)
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	1	12	(27)
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit</b>	<b>(12)</b>	<b>5</b>	<b>(29)</b>
Frais autres que d'intérêt (1)	2 581	2 718	2 406
<b>Bénéfice avant impôt (1)</b>	<b>1 044</b>	<b>721</b>	<b>842</b>
<b>Bénéfice net (1)</b>	<b>795 \$</b>	<b>558 \$</b>	<b>641 \$</b>
<b>Revenus par secteur d'activité</b>			
Gestion de patrimoine – Canada	1 072 \$	1 032 \$	900 \$
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (1)	1 727	1 628	1 534
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (en millions de dollars américains) (1)	1 359	1 296	1 196
Gestion mondiale d'actifs	736	711	695
Gestion de patrimoine – International	78	73	90
<b>Principales données figurant au bilan et autres renseignements</b>			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	17,7 %	13,1 %	15,4 %
Marge nette d'intérêt	2,11 %	2,06 %	2,34 %
Marge avant impôt (1), (2)	28,9 %	20,9 %	26,2 %
Nombre de conseillers (3)	5 564	5 548	5 457
Moyenne du total des actifs productifs, montant net	139 900 \$	130 000 \$	112 900 \$
Moyenne des prêts et acceptations, montant net	92 900	87 000	81 800
Moyenne des dépôts	161 500	151 500	137 900
Biens administrés (4)	1 341 100	1 322 300	1 180 400
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (4)	712 700	704 200	623 000
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (en millions de dollars américains) (4)	560 800	568 800	487 000
Biens sous gestion (4)	1 013 100	1 000 600	890 000
Moyenne des biens administrés	1 351 300	1 314 100	1 171 300
Moyenne des biens sous gestion	1 021 200	997 400	883 800
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,00 %	0,05 %	(0,13)%

## Incidence estimative, sur les principaux postes de l'état du résultat net, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

	Pour les trimestres clos	
	T1 2022 par rapport au T1 2021	T1 2022 par rapport au T4 2021
<b>Augmentation (diminution) :</b>		
Total des revenus	(24)\$	20 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	–	–
Frais autres que d'intérêt	(19)	16
Bénéfice net	(4)	4
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	1 %	(1)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	2 %	– %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	8 %	2 %

(1) Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2021, les profits (pertes) sur les couvertures économiques liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, lesquels sont pris en compte dans les revenus, ainsi que la variabilité connexe de la charge de rémunération fondée sur des actions que causent des variations de la juste valeur des passifs liés à ces régimes ont été reclassés du secteur Gestion de patrimoine au secteur Services de soutien généraux. Les montants correspondants ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation actuelle.

(2) La marge avant impôt s'entend du bénéfice avant impôt, divisé par le total des revenus.

(3) Représente les conseillers en contact direct avec les clients au sein de tous nos services du secteur Gestion de patrimoine.

(4) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.

## Rendement financier

### Premier trimestre de 2022 par rapport au premier trimestre de 2021

Le bénéfice net a bondi de 154 millions de dollars, ou 24 %, par rapport à il y a un an, et ce, en raison surtout de la progression de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients. Une contrepassation partielle d'une réserve légale constituée pour le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) au trimestre précédent et l'augmentation du revenu net d'intérêt découlant de la croissance moyenne des volumes, qui a plus que compensé le rétrécissement des écarts, ont également favorisé l'augmentation. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'accroissement de la rémunération variable et la hausse des coûts liés au personnel.

Le total des revenus a augmenté de 394 millions de dollars, ou 12 %.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – Canada se sont renforcés de 172 millions de dollars, ou 19 %, en raison principalement de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, ce qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) ont monté de 193 millions de dollars, ou 13 %. En dollars américains, ils ont augmenté de 163 millions de dollars, ou 14 %, ce qui s'explique surtout par la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients reflétant l'appréciation des marchés et les ventes nettes, et la hausse du revenu net d'intérêt découlant de la croissance moyenne des volumes de 13 % pour ce qui est des prêts et de 21 % dans le cas des dépôts, qui a plus que compensé l'incidence du rétrécissement des écarts.

Les revenus du secteur Gestion mondiale d'actifs se sont accrus de 41 millions de dollars, ou 6 %, ce qui découle en grande partie de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients reflétant l'appréciation des marchés et les ventes nettes, ce qui a été annulé en partie par la baisse des honoraires liés au rendement et les variations de la juste valeur des investissements en capital de démarrage.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – International se sont comprimés de 12 millions de dollars.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a augmenté de 17 millions de dollars, ou 59 %, principalement dans le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), ce qui rend compte de la hausse des dotations et de la baisse des recouvrements de prêts douteux au cours du trimestre considéré par rapport à l'exercice précédent et a entraîné une majoration de 13 p.b. du ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux. Ce facteur a été annulé en partie par une hausse des contrepassations de dotations liées aux prêts productifs au cours du trimestre à l'étude. Pour plus de détails, se reporter à la section Rendement au chapitre de la qualité du crédit de la rubrique Risque de crédit.

Les frais autres que d'intérêt se sont alourdis de 175 millions de dollars, ou 7 %, sous l'effet surtout d'une hausse de la rémunération variable proportionnelle à l'amélioration des résultats. L'accroissement des coûts liés au personnel et à la technologie a également accentué l'augmentation. Ces facteurs ont été atténués par la contrepassation partielle d'une réserve légale constituée pour le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) au trimestre précédent.

### Premier trimestre de 2022 par rapport au quatrième trimestre de 2021

Le bénéfice net a augmenté de 237 millions de dollars, ou 42 %, par rapport au trimestre précédent du fait de la contrepassation partielle d'une réserve légale constituée pour le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) au trimestre précédent. La progression de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients et la hausse du revenu net d'intérêt découlant de la croissance moyenne des volumes ont également favorisé l'augmentation.

Le total des revenus s'est renforcé de 169 millions de dollars, ou 5 %, en raison principalement de la progression de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients reflétant l'appréciation des marchés et les ventes nettes, et d'une hausse du revenu net d'intérêt découlant de la croissance moyenne des volumes de 7 % tant pour les prêts que les dépôts.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a diminué de 17 millions de dollars, ce qui rend compte principalement d'une réduction des dotations et d'une hausse des recouvrements de prêts douteux pour le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), et a entraîné une baisse de 5 p.b. du ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux. Pour plus de détails, se reporter à la section Rendement au chapitre de la qualité du crédit de la rubrique Risque de crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 137 millions de dollars, ou 5 %, du fait de la contrepassation partielle d'une réserve légale constituée pour le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) au trimestre précédent. Ce facteur a été en partie annulé par l'augmentation des coûts liés au personnel, qui résulte essentiellement d'une augmentation saisonnière de la rémunération fondée sur des actions.

## Assurances

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux et pour les trimestres clos les		
	31 janvier 2022	31 octobre 2021	31 janvier 2021
Revenus autres que d'intérêt			
Primes acquises, montant net	1 599 \$	1 569 \$	1 248 \$
Revenus de placement, profits (pertes) sur les actifs liés aux obligations des détenteurs des polices (1)	(252)	(128)	524
Honoraires	52	60	37
<b>Total des revenus</b>	<b>1 399</b>	<b>1 501</b>	<b>1 809</b>
Dotation à la provision pour pertes de crédit	–	(1)	–
Indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance (1)	914	939	1 331
Coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	83	93	75
Frais autres que d'intérêt	147	152	149
<b>Bénéfice avant impôt</b>	<b>255</b>	<b>318</b>	<b>254</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>197 \$</b>	<b>267 \$</b>	<b>201 \$</b>
<b>Revenus par secteur d'activité</b>			
Assurances – Canada	693 \$	796 \$	1 157 \$
Assurances – International	706	705	652
<b>Principales données figurant au bilan et autres renseignements</b>			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	32,4 %	42,8 %	34,5 %
Primes et dépôts (2)	1 814 \$	1 795 \$	1 444 \$
Variations de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance (1)	(430)	(266)	346

(1) Comprend les profits et pertes latents sur les placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance attribuables aux fluctuations des actifs désignés à la juste valeur par le biais du résultat net. Les placements à l'appui des provisions techniques sont principalement des actifs à revenu fixe désignés comme étant évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont comptabilisées dans l'état consolidé du résultat net au poste Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires et sont en grande partie neutralisées par les variations de la juste valeur des provisions techniques, dont l'incidence est reflétée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

(2) Le poste Primes et dépôts comprend les primes liées aux produits d'assurance et de rente fondés sur le risque, ainsi que les dépôts des fonds distincts individuels et collectifs, conformément aux pratiques du secteur des assurances.

**Rendement financier****Premier trimestre de 2022 par rapport au premier trimestre de 2021**

Le bénéfice net a reculé de 4 millions de dollars, ou 2 %, par rapport à il y a un an, ce qui s'explique surtout par la sinistralité et l'incidence de la diminution des nouveaux contrats de réassurance du risque de longévité. Ces facteurs ont été atténués par l'expansion des activités et la hausse de la sinistralité favorable liée aux placements.

Le total des revenus a reculé de 410 millions de dollars, ou 23 %.

Les revenus du secteur Assurances – Canada ont diminué de 464 millions de dollars, ou 40 %, en raison surtout de la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, élément compensé en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, tel qu'il est indiqué ci-dessous. Ce facteur a été neutralisé en partie par la hausse des ventes de rentes collectives et l'expansion des activités pour tous les types de produits.

Les revenus du secteur Assurances – International ont grimpé de 54 millions de dollars, ou 8 %, du fait surtout de la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, élément compensé en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, tel qu'il est indiqué ci-dessous, et de l'expansion des activités de réassurance du risque de longévité.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont diminué de 409 millions de dollars, ou 29 %, sous l'effet essentiellement de la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, élément compensé en grande partie dans les revenus. La hausse de la sinistralité favorable liée aux placements a également contribué à la diminution. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des ventes de rentes collectives, l'expansion des activités, la sinistralité en général, principalement en ce qui a trait à nos produits de rétrocession vie, et l'incidence de la diminution des nouveaux contrats de réassurance du risque de longévité.

Les frais autres que d'intérêt ont baissé de 2 millions de dollars, ou 1 %.

**Premier trimestre de 2022 par rapport au quatrième trimestre de 2021**

Le bénéfice net a reculé de 70 millions de dollars, ou 26 %, par rapport au trimestre précédent, en raison surtout des changements favorables des hypothèses actuarielles annuelles au trimestre précédent.

Le total des revenus a fléchi de 102 millions de dollars, ou 7 %, reflétant principalement la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, facteur qui est compensé en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, tel qu'il est indiqué ci-dessous. Ce facteur a été compensé en partie par les revenus de placement et la hausse des ventes de rentes collectives.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont reculé de 35 millions de dollars, ou 3 %, ce qui reflète principalement la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, élément compensé en grande partie dans les revenus. La sinistralité liée aux placements a également accentué le fléchissement. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les changements favorables des hypothèses actuarielles annuelles au trimestre précédent, surtout celles en lien avec la mortalité et la conjoncture économique, l'incidence de la

diminution des nouveaux contrats de réassurance du risque de longévité, ainsi que par la sinistralité, principalement pour nos produits de rétrocession vie.

Les frais autres que d'intérêt ont baissé de 5 millions de dollars, ou 3 %.

## Services aux investisseurs et de trésorerie

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux et pour les trimestres clos les		
	31 janvier 2022	31 octobre 2021	31 janvier 2021
Revenu net d'intérêt	163 \$	155 \$	91 \$
Revenus autres que d'intérêt	424	393	474
<b>Total des revenus</b>	<b>587</b>	<b>548</b>	<b>565</b>
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	–	(1)	(2)
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	–	–	–
<b>Dotations à la provision pour pertes de crédit</b>	<b>–</b>	<b>(1)</b>	<b>(2)</b>
Frais autres que d'intérêt	420	412	401
<b>Bénéfice avant impôt</b>	<b>167</b>	<b>137</b>	<b>166</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>118 \$</b>	<b>109 \$</b>	<b>123 \$</b>
<b>Principales données figurant au bilan et autres renseignements</b>			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	15,7 %	15,2 %	15,3 %
Moyenne des dépôts	244 000 \$	233 300 \$	204 300 \$
Moyenne des dépôts des clients	66 300	65 700	63 100
Moyenne des dépôts liés au financement de gros	177 700	167 600	141 200
Biens administrés <sup>(1)</sup>	4 716 500	4 640 900	4 617 300
Moyenne des biens administrés	4 659 100	4 745 400	4 628 700

## Incidence estimative, sur les principaux postes de l'état du résultat net, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

	Pour les trimestres clos	
	T1 2022 par rapport au T1 2021	T1 2022 par rapport au T4 2021
<b>Augmentation (diminution) :</b>		
Total des revenus	(16)\$	(3)\$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	–	–
Frais autres que d'intérêt	(15)	(3)
<b>Bénéfice net</b>	<b>–</b>	<b>–</b>
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	1 %	(1)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	2 %	– %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	8 %	2 %

(1) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.

## Rendement financier

### Premier trimestre de 2022 par rapport au premier trimestre de 2021

Le bénéfice net a reculé de 5 millions de dollars, ou 4 %, par rapport à il y a un an, ce qui reflète principalement la hausse des coûts liés à la technologie, qui a plus que neutralisé l'augmentation des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités.

Le total des revenus a augmenté de 22 millions de dollars, ou 4 %, du fait surtout de la hausse des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités, qui reflète les conséquences accrues du niveau élevé des liquidités de l'entreprise à l'exercice précédent et l'intensification des occasions sur les marchés. Ces facteurs ont été partiellement annulés par le recul des profits à la cession de titres de placement. La hausse des revenus générés par les dépôts des clients, qui témoigne d'une croissance du volume des dépôts des clients et des activités de gestion de la trésorerie, et l'augmentation des revenus découlant de l'intensification des activités des clients dans nos activités d'administration d'actifs ont également favorisé l'augmentation. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par l'incidence du change.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 19 millions de dollars, ou 5 %, en raison surtout de la hausse des coûts liés à la technologie. L'incidence des initiatives existantes visant à rehausser l'efficacité, qui reflètent les investissements soutenus qui ont été en partie compensés par les avantages réalisés, et un ajustement fiscal au titre de la valeur ajoutée et des ventes favorable à l'exercice précédent ont également contribué à la hausse. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence du change.

### Premier trimestre de 2022 par rapport au quatrième trimestre de 2021

Le bénéfice net a progressé de 9 millions de dollars, ou 8 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui est imputable en grande partie à la hausse des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités et de ceux générés par les dépôts des clients. Ces facteurs ont été partiellement annulés par les coûts annuels liés à la conformité à la réglementation et la hausse des impôts attribuable à des ajustements fiscaux favorables au trimestre précédent.

Le total des revenus s'est accru de 39 millions de dollars, ou 7 %, du fait essentiellement de la hausse des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités, découlant des occasions sur le marché monétaire au cours du trimestre considéré, et de l'augmentation des revenus générés par les dépôts des clients, qui témoigne de l'amélioration des marges des dépôts des clients et des activités de gestion de la trésorerie.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 8 millions de dollars, ou 2 %, en raison surtout des coûts annuels liés à la conformité à la réglementation engagés au cours du trimestre à l'étude, qui ont été en partie compensés par l'incidence des initiatives existantes visant à rehausser l'efficacité.

## Marchés des Capitaux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux et pour les trimestres clos les		
	31 janvier 2022	31 octobre 2021	31 janvier 2021
Revenu net d'intérêt (1)	1 241 \$	1 111 \$	1 199 \$
Revenus autres que d'intérêt (1)	1 569	1 187	1 509
<b>Total des revenus (1)</b>	<b>2 810</b>	<b>2 298</b>	<b>2 708</b>
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	(6)	(11)	(41)
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	(6)	(11)	18
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit</b>	<b>(12)</b>	<b>(22)</b>	<b>(23)</b>
Frais autres que d'intérêt	1 472	1 155	1 441
<b>Bénéfice avant impôt</b>	<b>1 350</b>	<b>1 165</b>	<b>1 290</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>1 030 \$</b>	<b>920 \$</b>	<b>1 067 \$</b>
<b>Revenus par secteur d'activité</b>			
Grande entreprise et services de banque d'investissement	1 393 \$	1 225 \$	1 112 \$
Marchés mondiaux	1 498	1 122	1 626
Autres	(81)	(49)	(30)
<b>Principales données figurant au bilan et autres renseignements</b>			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	16,4 %	16,1 %	18,5 %
Moyenne du total de l'actif	806 600 \$	717 000 \$	743 100 \$
Moyenne des titres détenus à des fins de transaction	139 600	125 300	125 200
Moyenne des prêts et acceptations, montant net	111 100	106 100	98 300
Moyenne des dépôts	75 900	73 700	73 600
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	(0,04)%	(0,04)%	0,07 %

(1) La majoration au montant imposable équivalent pour le trimestre clos le 31 janvier 2022 s'est élevée à 142 millions de dollars (125 millions au 31 octobre 2021; 128 millions au 31 janvier 2021). Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2021.

## Rendement financier

### Premier trimestre de 2022 par rapport au premier trimestre de 2021

Le bénéfice net s'est comprimé de 37 millions de dollars, ou 3 %, sur un an, du fait que la progression des revenus du secteur Grande entreprise et services de banque d'investissement a été plus que neutralisée par la diminution des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe du secteur Marchés mondiaux, la hausse des impôts, qui reflète les ajustements fiscaux favorables du dernier exercice et les changements dans la composition du bénéfice, et la hausse de la rémunération.

Le total des revenus a progressé de 102 millions de dollars, ou 4 %.

Les revenus du secteur Grande entreprise et services de banque d'investissement ont augmenté de 281 millions de dollars, ou 25 %, ce qui résulte surtout de l'intensification des activités de syndication de prêts et de fusion et acquisition et de la hausse des revenus tirés des prêts dans la plupart des régions.

Les revenus du secteur Marchés mondiaux se sont contractés de 128 millions de dollars, ou 8 %, en raison surtout de la baisse des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe aux États-Unis et en Europe, qui découle de la diminution des activités des clients qui reflète les conditions de marché.

Les autres revenus ont reculé de 51 millions de dollars, ce qui rend principalement compte de variations de la juste valeur dans nos portefeuilles existants aux États-Unis.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a augmenté de 11 millions de dollars, ou 48 %, en raison surtout de la réduction des contrepassations de dotations liées aux prêts productifs au cours du trimestre considéré et de la hausse des dotations constituées à l'égard des autres actifs financiers. Ces facteurs ont été en partie compensés par les recouvrements de prêts douteux au cours du trimestre à l'étude, par opposition aux dotations constituées à l'égard des prêts douteux au cours de l'exercice précédent, ce qui a fait reculer de 11 p.b. le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux. Pour plus de détails, se reporter à la section Rendement au chapitre de la qualité du crédit de la rubrique Risque de crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 31 millions de dollars, ou 2 %, essentiellement en raison d'une hausse de la rémunération par suite de la croissance des revenus.

### Premier trimestre de 2022 par rapport au quatrième trimestre de 2021

Le bénéfice net a augmenté de 110 millions de dollars, ou 12 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui est attribuable principalement à la progression des revenus des secteurs Marchés mondiaux et Grande entreprise et services de banque d'investissement. Ce facteur a été annulé en partie par une hausse de la rémunération.

Le total des revenus s'est accru de 512 millions de dollars, ou 22 %, essentiellement du fait de la progression des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe et de titres de participation dans la plupart des régions, qui reflète l'intensification des activités des clients. La hausse des activités de fusion et acquisition dans l'ensemble des régions et des activités de syndication de prêts dans la plupart des régions a également favorisé l'augmentation.

La dotation à la provision pour pertes de crédit s'est accrue de 10 millions de dollars, ou 45 %, ce qui reflète essentiellement les dotations constituées à l'égard des autres actifs financiers au cours du trimestre considéré, par opposition aux contrepassations du trimestre précédent.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 317 millions de dollars, ou 27 %, essentiellement à cause de la hausse de la rémunération découlant de résultats supérieurs.

### Services de soutien généraux

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2022	le 31 octobre 2021	le 31 janvier 2021
Revenu net (perte nette) d'intérêt (1)	(107)\$	(49)\$	(82)\$
Revenus (pertes) autres que d'intérêt (1), (2)	(39)	29	161
<b>Total des revenus</b> (1), (2)	<b>(146)</b>	<b>(20)</b>	<b>79</b>
Dotation à la provision pour pertes de crédit	–	–	(1)
Frais autres que d'intérêt (2)	(62)	59	167
<b>Bénéfice (perte) avant impôt</b> (1), (2)	<b>(84)</b>	<b>(79)</b>	<b>(87)</b>
Charge (économie) d'impôt (1), (2)	(65)	(84)	(109)
<b>Bénéfice net (perte nette)</b> (2)	<b>(19)\$</b>	<b>5 \$</b>	<b>22 \$</b>

(1) Majoration au montant imposable équivalent.

(2) Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2021, les profits (pertes) sur les couvertures économiques liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, lesquels sont pris en compte dans les revenus, ainsi que la variabilité connexe de la charge de rémunération fondée sur des actions que causent des variations de la juste valeur des passifs liés à ces régimes ont été reclassés du secteur Gestion de patrimoine au secteur Services de soutien généraux. Les montants correspondants ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation actuelle.

En raison de la nature des activités et des ajustements de consolidation présentés pour ce secteur, nous estimons qu'une analyse comparative des périodes n'est pas utile. Les renseignements qui suivent portent sur les éléments significatifs qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

Le total des revenus et la charge (l'économie) d'impôt de chaque période comptabilisés dans le secteur Services de soutien généraux tiennent compte de la déduction des ajustements liés à la majoration au montant imposable équivalent des revenus provenant des dividendes imposables de sociétés canadiennes et provenant des crédits d'impôt à l'investissement des États-Unis, qui est comptabilisée dans le secteur Marchés des Capitaux. Le montant porté en déduction des revenus a été compensé par une augmentation équivalente de la charge (l'économie) d'impôt.

Le montant de la majoration au montant imposable équivalent pour le trimestre clos le 31 janvier 2022 s'est établi à 142 millions de dollars, comparativement à 125 millions au trimestre précédent et à 128 millions au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour le trimestre clos le 31 janvier 2022, les revenus ont tenu compte de pertes de 89 millions de dollars (profits de 41 millions et de 168 millions, respectivement, au 31 octobre 2021 et au 31 janvier 2021) sur les couvertures économiques liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), et les frais autres que d'intérêt ont inclus une charge de rémunération fondée sur des actions de (71) millions (42 millions et 157 millions, respectivement, au 31 octobre 2021 et au 31 janvier 2021), laquelle a découlé des variations de la juste valeur des passifs liés aux régimes de rémunération fondée sur des actions du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National).

Les renseignements qui suivent portent sur les éléments significatifs, outre l'incidence de la majoration au montant imposable équivalent déjà mentionnée, qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

#### Premier trimestre de 2022

La perte nette s'est chiffrée à 19 millions de dollars, en raison surtout des ajustements fiscaux défavorables, facteur annulé en partie par les coûts non affectés résiduels.

#### Quatrième trimestre de 2021

Le bénéfice net a été de 5 millions de dollars.

#### Premier trimestre de 2021

Le bénéfice net s'est chiffré à 22 millions de dollars, ce qui a découlé essentiellement des activités de gestion actif-passif.

## Analyse des résultats trimestriels et des tendances

Nos résultats trimestriels subissent l'action de tendances et de facteurs récurrents divers, qui comprennent le caractère saisonnier de certaines activités, la conjoncture générale et les conditions du marché, de même que les fluctuations du taux de change du dollar canadien par rapport aux devises. Le tableau ci-après présente un sommaire de nos résultats pour les huit derniers trimestres (la période).

### Résultats trimestriels <sup>(1)</sup>

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)	2022	2021			2020			
	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	4 803 \$	4 605 \$	4 651 \$	4 527 \$	4 563 \$	4 373 \$	4 348 \$	4 400 \$
Gestion de patrimoine (2)	3 613	3 444	3 373	3 260	3 219	3 061	3 008	2 955
Assurances	1 399	1 501	1 754	536	1 809	958	2 212	197
Services aux investisseurs et de trésorerie	587	548	517	534	565	521	484	709
Marchés des Capitaux (3)	2 810	2 298	2 463	2 718	2 708	2 275	2 748	2 313
Services de soutien généraux (2), (3)	(146)	(20)	(2)	43	79	(96)	120	(241)
<b>Total des revenus</b>	<b>13 066</b>	12 376	12 756	11 618	12 943	11 092	12 920	10 333
Dotation à la provision pour pertes de crédit	105	(227)	(540)	(96)	110	427	675	2 830
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	997	1 032	1 304	149	1 406	461	1 785	(177)
Frais autres que d'intérêt	6 580	6 583	6 420	6 379	6 542	6 058	6 380	5 942
<b>Bénéfice avant impôt</b>	<b>5 384</b>	4 988	5 572	5 186	4 885	4 146	4 080	1 738
Impôt sur le résultat	1 289	1 096	1 276	1 171	1 038	900	879	257
<b>Bénéfice net</b>	<b>4 095 \$</b>	3 892 \$	4 296 \$	4 015 \$	3 847 \$	3 246 \$	3 201 \$	1 481 \$
Bénéfice par action – de base	2,84 \$	2,68 \$	2,97 \$	2,76 \$	2,66 \$	2,23 \$	2,20 \$	1,00 \$
– dilué	2,84	2,68	2,97	2,76	2,66	2,23	2,20	1,00
Taux d'imposition effectif	23,9 %	22,0 %	22,9 %	22,6 %	21,2 %	21,7 %	21,5 %	14,8 %
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en \$ US pour la période	0,787 \$	0,796 \$	0,812 \$	0,798 \$	0,779 \$	0,756 \$	0,737 \$	0,725 \$

(1) Les fluctuations du dollar canadien par rapport aux devises ont eu une incidence sur nos résultats consolidés pour la période.

(2) Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2021, les profits (pertes) sur les couvertures économiques liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, lesquels sont pris en compte dans les revenus, ainsi que la variabilité connexe de la charge de rémunération fondée sur des actions que causent des variations de la juste valeur des passifs liés à ces régimes ont été reclassés du secteur Gestion de patrimoine au secteur Services de soutien généraux. Les montants correspondants ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation actuelle.

(3) Majoration au montant imposable équivalent. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation du rapport annuel 2021.

### Fluctuations saisonnières

Des facteurs saisonniers pourraient se répercuter sur les résultats de certains trimestres. Le premier trimestre a été historiquement celui au cours duquel le secteur Marchés des Capitaux a affiché ses meilleurs résultats. Le deuxième trimestre compte quelques jours de moins que les autres, ce qui donne généralement lieu à une diminution du revenu net d'intérêt et de certains éléments de charges. Les troisième et quatrième trimestres comprennent les mois estivaux au cours desquels les activités des clients ralentissent habituellement, ce qui peut affaiblir les résultats des activités de négociation du secteur Marchés des Capitaux.

### Analyse des tendances

Le bénéfice a, de façon générale, été à la hausse au cours de la période. Le bénéfice du deuxième trimestre de 2020 reflétait les premières retombées de la pandémie de COVID-19 dans tous nos secteurs d'exploitation, ce qui s'est traduit par une augmentation importante de la dotation à la provision pour pertes de crédit et des fluctuations des revenus en raison de la volatilité des marchés, y compris les taux d'intérêt et les écarts de taux, ainsi que par une intensification des activités des clients. Les conditions de marché se sont améliorées par la suite et, même si les répercussions de la pandémie de COVID-19 et ses conséquences en aval perdurent, le bénéfice s'est renforcé depuis le deuxième trimestre de 2020. L'incidence du change influe également sur le bénéfice trimestriel.

Une forte croissance des volumes pendant la période a accru les revenus du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises. Au cours de la période, la marge nette d'intérêt a subi le contrecoup du rétrécissement des marges attribuable à la faiblesse des taux d'intérêt, qui reflète principalement des réductions cumulatives de taux pratiquées par la Banque du Canada au deuxième trimestre de 2020, lesquelles ont totalisé 150 p.b.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine ont été favorisés par la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients et la croissance des volumes au cours de la période. La faiblesse des taux d'intérêt, qui reflète principalement les baisses de taux pratiquées par la Réserve fédérale des États-Unis, baisses qui ont totalisé 150 p.b. au deuxième trimestre de 2020, a eu une incidence négative sur les revenus enregistrés dans la période.

Les revenus du secteur Assurances ont fluctué tout au long de la période, et ce, en raison surtout de l'incidence des variations de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance et du calendrier des ventes de rentes collectives, éléments qui sont tous deux compensés en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts

d'acquisition liés aux polices d'assurance. Les ventes de rentes collectives sont généralement plus élevées aux premier et quatrième trimestres.

Les revenus du secteur Services aux investisseurs et de trésorerie ont, tout au long de la période, été touchés par les fluctuations des taux d'intérêt, la volatilité des marchés et les activités des clients, ce qui a entraîné des variations plus prononcées aux deuxième et troisième trimestres de 2020, après que la pandémie de COVID-19 se soit déclarée.

Les revenus du secteur Marchés des Capitaux dépendent fortement des conditions de marché qui influent sur les activités des clients, et les résultats du premier trimestre sont généralement meilleurs que ceux des autres. Les marchés ont été fort volatils après l'éclosion de la pandémie de COVID-19, ce qui a mené à l'intensification des activités des clients et à des fluctuations des revenus tirés des activités de négociation, notamment à une hausse de ces revenus au troisième trimestre de 2020 et au premier trimestre de 2021. La volatilité accrue des marchés au deuxième trimestre de 2020 a également engendré des réductions des souscriptions de prêts, lesquelles ont été en partie inversées dans la deuxième moitié de 2020. En règle générale, les activités de fusion et acquisition et de syndication de prêts, de même que les activités d'origination de titres de participation génèrent de solides résultats depuis le premier trimestre de 2021.

La dotation à la provision pour pertes de crédit est composée de dotations constituées à l'égard des actifs productifs et des actifs dépréciés. La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs a varié au cours de la période puisqu'elle est touchée par les conditions macroéconomiques, les fluctuations des expositions et la qualité du crédit. L'incidence de la pandémie de COVID-19 s'est soldée par un accroissement considérable des dotations en 2020, plus particulièrement au deuxième trimestre. Tout au long de l'exercice 2021 et du premier trimestre de l'exercice 2022, nos perspectives macroéconomiques et celles concernant la qualité du crédit se sont améliorées, ce qui a mené à la contrepassation de dotations liées aux actifs productifs. Les dotations à la provision pour pertes de crédit liées aux actifs dépréciés ont affiché des tendances à la baisse durant la période. La reprise qui s'est amorcée depuis l'essoufflement marqué de l'activité économique au cours de l'année civile 2020 ainsi que l'incidence de l'aide publique et des programmes de report de paiements dans l'année 2020 ont contribué à la baisse des dotations liées aux prêts douteux, principalement dans nos portefeuilles de détail du secteur Services bancaires canadiens depuis la deuxième moitié de 2020, le quatrième trimestre de 2021 affichant les niveaux les plus bas de l'ensemble de la période. Pour la majeure partie de 2020, les dotations liées aux prêts douteux du secteur Marché des Capitaux ont augmenté, et ce, surtout dans le secteur du pétrole et du gaz. Depuis le premier trimestre de 2021, les dotations liées aux prêts douteux ont diminué dans le secteur Marchés des Capitaux, et ce, en raison principalement de recouvrements dans le secteur du pétrole et du gaz.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont subi au cours de la période des fluctuations qui reflètent l'incidence des variations de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, lesquels sont touchés par l'évolution des conditions du marché, ainsi que des ventes de rentes collectives, facteurs qui sont en grande partie compensés dans les revenus. Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont également fluctué du fait de l'incidence de la sinistralité liée aux placements et des coûts des sinistres au cours de la période. Les ajustements actuariels, qui surviennent habituellement au quatrième trimestre de l'exercice, ont également influé sur les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Dans l'ensemble, les frais autres que d'intérêt ont affiché une tendance à la hausse durant la période. La rémunération variable a fluctué au cours de celle-ci, en phase avec les fluctuations des revenus et des bénéfices, y compris l'incidence des résultats inférieurs du deuxième trimestre de 2020. Les variations de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, lesquelles sont largement compensées dans les revenus, ont également contribué aux fluctuations des coûts durant la période et sont touchées par les conditions de marché. En 2020, les frais autres que d'intérêt reflétaient également les coûts supplémentaires associés à la pandémie de COVID-19, lesquels ont diminué en 2021. Le quatrième trimestre de 2021 comprenait une dotation légale dans le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) qui a été contrepassée en partie au premier trimestre de 2022.

Notre taux d'imposition effectif a fluctué au cours de la période, et ce, en raison surtout de niveaux d'ajustements fiscaux variables et des changements dans la composition du bénéfice. Au deuxième trimestre de 2020, ce taux avait diminué, ce qui s'explique essentiellement par le fait que, par rapport à la baisse des bénéfices, une plus grande partie du bénéfice exonéré d'impôts et du bénéfice a été dégagée dans des territoires où les taux d'imposition étaient moins élevés pour ce trimestre.

## Situation financière

## Bilans résumés

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	31 janvier 2022	31 octobre 2021
<b>Actif</b>		
Trésorerie et montants à recevoir de banques	131 163 \$	113 846 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	63 420	79 638
Titres, déduction faite de la correction de valeur applicable (1)	303 095	284 724
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	312 126	307 903
Prêts		
Prêts de détail	513 970	503 598
Prêts de gros	230 108	218 066
Correction de valeur pour pertes sur prêts	(4 047)	(4 089)
Autres – Dérivés	92 319	95 541
– Autres (2)	110 315	107 096
<b>Total de l'actif</b>	<b>1 752 469 \$</b>	<b>1 706 323 \$</b>
<b>Passif</b>		
Dépôts	1 142 842 \$	1 100 831 \$
Autres – Dérivés	88 102	91 439
– Autres (2)	408 956	405 698
Déventures subordonnées	10 561	9 593
<b>Total du passif</b>	<b>1 650 461</b>	<b>1 607 561</b>
<b>Capitaux propres attribuables aux actionnaires</b>	<b>101 910</b>	<b>98 667</b>
Participations ne donnant pas le contrôle	98	95
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>102 008</b>	<b>98 762</b>
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>1 752 469 \$</b>	<b>1 706 323 \$</b>

(1) Inclut les titres de placement et les titres détenus à des fins de transaction.

(2) Les postes Autres – Autres dans les actifs et passifs comprennent respectivement l'actif net des fonds distincts ou le passif net des fonds distincts.

## Premier trimestre de 2022 par rapport au quatrième trimestre de 2021

Le total de l'actif a augmenté de 46 milliards de dollars, ou 3 %, par rapport au 31 octobre 2021. L'incidence du change a fait augmenter le total de l'actif de 25 milliards de dollars.

La trésorerie et les montants à recevoir de banques ont augmenté de 17 milliards de dollars, ou 15 %, en raison principalement de l'augmentation des dépôts auprès de banques centrales, ce qui reflète nos activités de gestion de la trésorerie et des liquidités à court terme.

Les dépôts productifs d'intérêts auprès de banques ont reculé de 16 milliards de dollars, ou 20 %, sous l'effet principalement de la baisse des dépôts auprès de banques centrales, ce qui reflète nos activités de gestion de la trésorerie à court terme.

Les titres, déduction faite de la correction de valeur applicable, ont augmenté de 18 milliards de dollars, ou 6 %, en raison surtout de la hausse des titres de participation détenus à des fins de transaction, ce qui reflète les conditions de marché favorables, et de l'augmentation des titres émis par l'État et des titres de créance de sociétés, laquelle est principalement attribuable à nos activités de gestion de la trésorerie à court terme. L'incidence du change a également contribué à cette augmentation.

Les actifs achetés en vertu de conventions de revente et les titres empruntés ont monté de 4 milliards de dollars, ou 1 %, en raison principalement de l'incidence du change, laquelle a été contrebalancée en partie par une baisse de la demande des clients.

Les prêts (déduction faite de la correction de valeur pour pertes sur prêts) se sont accrus de 22 milliards de dollars, ou 3 %, en raison surtout de la croissance des volumes des prêts de gros et des prêts hypothécaires résidentiels. L'incidence du change a également contribué à cette augmentation.

Les actifs dérivés ont reculé de 3 milliards de dollars, ou 3 %, du fait principalement de la baisse de la juste valeur des contrats de change, des contrats de taux d'intérêt et des autres contrats. Ces facteurs ont été contrebalancés en grande partie par l'incidence du change.

Les autres actifs ont augmenté de 3 milliards de dollars, ou 3 %, ce qui reflète surtout un accroissement des dépôts de garantie et l'incidence du change.

Le total du passif a augmenté de 43 milliards de dollars, ou 3 %. L'incidence du change a fait croître le total du passif de 25 milliards de dollars.

Les dépôts se sont accrus de 42 milliards de dollars, ou 4 %, du fait essentiellement de la hausse des dépôts de détail et de ceux des entreprises qui a résulté de l'intensification des activités des clients et du niveau plus élevé de liquidités que nos clients ont maintenu dans le contexte de la pandémie de COVID-19. L'incidence du change et les émissions de billets à terme fixe attribuables aux besoins de financement ont également contribué à cette augmentation.

Les passifs dérivés ont diminué de 3 milliards de dollars, ou 4 %, en raison principalement de la baisse de la juste valeur des contrats de change, des autres contrats et des contrats de taux d'intérêt. Ces facteurs ont été contrebalancés en grande partie par l'incidence du change.

Les autres passifs ont augmenté de 3 milliards de dollars, ou 1 %, en raison principalement de l'incidence du change.

Le total des capitaux propres a augmenté de 3 milliards de dollars, ou 3 %, ce qui est attribuable au bénéfice, déduction faite des dividendes et des rachats d'actions. Les écarts de change et les émissions d'actions privilégiées ont également accentué cette augmentation.

### Arrangements hors bilan

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos activités, à diverses transactions financières qui, aux fins comptables, ne sont pas inscrites dans nos bilans consolidés. Les transactions hors bilan sont généralement effectuées aux fins de gestion des risques, des fonds propres et du financement, à la fois pour notre propre compte et pour celui des clients. Il peut s'agir en l'occurrence de transactions avec des entités structurées et de l'émission de garanties. Ces transactions donnent lieu à des risques divers tels que les risques de marché, de crédit, et de liquidité et de financement, à l'égard desquels une analyse est présentée à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2022. Nos transactions hors bilan importantes sont décrites aux pages 54 à 56 de notre rapport annuel 2021.

### Gestion du risque

#### Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque de perte causée par l'incapacité possible ou la réticence d'un débiteur à s'acquitter de ses obligations contractuelles au moment opportun et il peut découler directement du risque de défaillance d'un débiteur principal (p. ex., émetteur, débiteur, contrepartie, emprunteur ou titulaire de police), être indirect et associé à un débiteur secondaire (p. ex., garant ou réassureur) et relever d'un risque hors bilan, d'un risque de crédit éventuel, d'un risque de crédit connexe ou d'un risque transactionnel. Le risque de crédit comprend le risque de contrepartie qui découle des activités de négociation et des activités autres que de négociation.

Notre cadre de gestion du risque de crédit d'entreprise ainsi que les politiques qui le sous-tendent ont pour objet de définir clairement les rôles et les responsabilités, les pratiques acceptables, les limites et les contrôles clés. Aucun changement important n'a été apporté à notre cadre de gestion du risque de crédit d'entreprise, tel qu'il est décrit dans notre rapport annuel 2021.

**Prêts hypothécaires résidentiels et marges de crédit sur valeur nette (assurés et non assurés) (1)**

Les prêts hypothécaires résidentiels et les marges de crédit sur valeur nette sont garantis par des immeubles résidentiels. Les tableaux ci-après présentent la répartition par secteur géographique.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 31 janvier 2022					
	Prêts hypothécaires résidentiels					Marges de crédit sur valeur nette (3)
	Assurés (2)		Non assurés		Total	Total
<b>Secteur géographique (4)</b>						
Canada						
Provinces de l'Atlantique	8 392 \$	48 %	9 195 \$	52 %	17 587 \$	1 603 \$
Québec	12 618	31	28 397	69	41 015	3 142
Ontario	33 305	19	141 413	81	174 718	16 014
Alberta	20 458	49	21 144	51	41 602	5 249
Saskatchewan et Manitoba	9 133	46	10 820	54	19 953	1 959
Colombie-Britannique et territoires	13 035	19	54 071	81	67 106	7 359
Total – Canada (5)	96 941	27	265 040	73	361 981	35 326
États-Unis	–	–	25 309	100	25 309	1 434
Autres pays	–	–	2 811	100	2 811	1 624
Total – Autres pays	–	–	28 120	100	28 120	3 058
<b>Total</b>	<b>96 941 \$</b>	<b>25 %</b>	<b>293 160 \$</b>	<b>75 %</b>	<b>390 101 \$</b>	<b>38 384 \$</b>

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 31 octobre 2021					
	Prêts hypothécaires résidentiels					Marges de crédit sur valeur nette (3)
	Assurés (2)		Non assurés		Total	Total
<b>Secteur géographique (4)</b>						
Canada						
Provinces de l'Atlantique	8 407 \$	48 %	8 944 \$	52 %	17 351 \$	1 602 \$
Québec	12 742	32	27 567	68	40 309	3 135
Ontario	34 211	20	135 767	80	169 978	15 891
Alberta	20 680	50	20 821	50	41 501	5 343
Saskatchewan et Manitoba	9 179	46	10 714	54	19 893	1 970
Colombie-Britannique et territoires	13 314	20	51 823	80	65 137	7 383
Total – Canada (5)	98 533	28	255 636	72	354 169	35 324
États-Unis	1	–	23 422	100	23 423	1 413
Autres pays	–	–	2 740	100	2 740	1 518
Total – Autres pays	1	–	26 162	100	26 163	2 931
<b>Total</b>	<b>98 534 \$</b>	<b>26 %</b>	<b>281 798 \$</b>	<b>74 %</b>	<b>380 332 \$</b>	<b>38 255 \$</b>

- (1) Information fournie conformément aux exigences énoncées dans la ligne directrice B-20 du BSIF (Pratiques et procédures de souscription de prêts hypothécaires).
- (2) Les prêts hypothécaires résidentiels assurés sont des prêts hypothécaires pour lesquels le risque de défaillance auquel nous sommes exposés est atténué par l'assurance souscrite auprès de la Société canadienne d'hypothèques et de logement ou d'autres sociétés d'assurance indépendantes.
- (3) Les marges de crédit sur valeur nette ne sont pas assurées et sont présentées dans les prêts aux particuliers. Les montants indiqués pour les États-Unis et les Autres pays comprennent les prêts à terme garantis par des prêts hypothécaires résidentiels.
- (4) Le secteur géographique est déterminé selon l'adresse où se trouve la propriété grevée d'un prêt hypothécaire. Les provinces de l'Atlantique comprennent Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick; la Colombie-Britannique et les territoires comprennent la Colombie-Britannique, le Nunavut, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.
- (5) Le total consolidé des prêts hypothécaires résidentiels au Canada de 362 milliards de dollars (354 milliards au 31 octobre 2021) comprend des prêts hypothécaires commerciaux de 11 milliards (11 milliards au 31 octobre 2021) dans le secteur Services bancaires canadiens, dont une tranche de 8 milliards (8 milliards au 31 octobre 2021) est garantie, ainsi que des prêts hypothécaires résidentiels de 18 milliards (18 milliards au 31 octobre 2021) détenus à des fins de titrisation dans le secteur Marchés des Capitaux. Tous les prêts hypothécaires résidentiels détenus à des fins de titrisation sont assurés (tous assurés au 31 octobre 2021).

**Prêts hypothécaires résidentiels par période d'amortissement (1)**

Le tableau ci-après présente un sommaire du pourcentage des prêts hypothécaires résidentiels qui sont classés dans les périodes d'amortissement restantes selon les paiements effectués par les clients, qui comprennent des paiements plus élevés que le montant contractuel minimal ou des paiements plus fréquents.

Période d'amortissement	Aux					
	31 janvier 2022			31 octobre 2021		
	Canada	États-Unis et autres pays	Total	Canada	États-Unis et autres pays	Total
25 ans ou moins	74 %	26 %	71 %	75 %	27 %	71 %
De 25 à 30 ans	26	74	29	25	71	28
De 30 à 35 ans	–	–	–	–	2	1
<b>Total</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

- (1) Information fournie conformément aux exigences énoncées dans la ligne directrice B-20 du BSIF (Pratiques et procédures de souscription de prêts hypothécaires).

**Ratio prêt-valeur moyen (1)**

Le tableau ci-après présente un sommaire de nos ratios prêt-valeur moyens des nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, des prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et des produits de la gamme Marge Proprio RBC® par secteur géographique, ainsi que les ratios prêt-valeur respectifs pour le total de notre portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels du secteur Services bancaires canadiens en cours.

	Pour les trimestres clos			
	le 31 janvier 2022		le 31 octobre 2021	
	Non assurés		Non assurés	
	Prêts hypothécaires résidentiels (2)	Produits de la gamme Marge Proprio RBC® (3)	Prêts hypothécaires résidentiels (2)	Produits de la gamme Marge Proprio RBC® (3)
<b>Moyenne des nouveaux prêts et des prêts acquis pour la période, par secteur géographique (4)</b>				
Provinces de l'Atlantique	73 %	74 %	74 %	74 %
Québec	72	73	72	73
Ontario	71	67	71	67
Alberta	73	72	74	72
Saskatchewan et Manitoba	74	75	73	75
Colombie-Britannique et territoires	68	66	69	66
États-Unis	76	n.s.	74	n.s.
Autres pays	72	n.s.	74	n.s.
<b>Moyenne des nouveaux prêts et des prêts acquis pour la période (5), (6)</b>	<b>71 %</b>	<b>68 %</b>	<b>71 %</b>	<b>68 %</b>
<b>Total du portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels du secteur Services bancaires canadiens (7)</b>	<b>52 %</b>	<b>46 %</b>	<b>52 %</b>	<b>46 %</b>

(1) Information fournie conformément aux exigences énoncées dans la ligne directrice B-20 du BSIF (Pratiques et procédures de souscription de prêts hypothécaires).

(2) Les prêts hypothécaires résidentiels excluent les prêts hypothécaires résidentiels faisant partie des produits de la gamme Marge Proprio RBC®.

(3) Les produits de la gamme Marge Proprio RBC® comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des marges de crédit sur valeur nette.

(4) Le secteur géographique est déterminé selon l'adresse où se trouve la propriété grevée d'un prêt hypothécaire. Les provinces de l'Atlantique comprennent Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick; la Colombie-Britannique et les territoires comprennent la Colombie-Britannique, le Nunavut, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.

(5) Nous calculons le ratio prêt-valeur moyen concernant les nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, les prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et les produits de la gamme Marge Proprio RBC® sur une base pondérée, selon le montant du prêt hypothécaire lors de l'origination.

(6) En ce qui a trait aux nouveaux prêts hypothécaires et aux produits de la gamme Marge Proprio RBC®, le ratio prêt-valeur est calculé en fonction du montant total de la facilité aux fins des prêts hypothécaires résidentiels et des produits de la gamme Marge Proprio RBC® divisé par la valeur des propriétés résidentielles connexes.

(7) Pondéré selon les soldes des prêts hypothécaires et ajusté pour tenir compte des valeurs des propriétés basées sur l'indice composite de prix des maisons Teranet – Banque Nationale.

n.s. non significatif

**Risque net lié au financement de gros des autres pays par région, par type d'actif et par type de client (1), (2)**

Le tableau qui suit présente une ventilation de notre exposition au risque de crédit par région, par type d'actif et par type de client.

(en millions de dollars canadiens)	Aux								31 octobre 2021
	31 janvier 2022								
	Type d'actif		Mise en pension de titres		Type de client		Total		
Prêts en cours	Titres (3)	Dérivés		Institutions financières	Organismes souverains	Grandes entreprises	Total	Total	
Europe (excluant le Royaume-Uni)	14 785 \$	34 407 \$	1 211 \$	1 370 \$	16 789 \$	22 242 \$	12 742 \$	51 773 \$	49 893 \$
Royaume-Uni	10 031	33 496	629	1 659	12 597	23 255	9 963	45 815	34 075
Amérique latine et Antilles	8 038	11 645	345	133	7 294	4 964	7 903	20 161	22 937
Asie-Pacifique	6 203	30 600	1 175	702	8 950	25 225	4 505	38 680	27 871
Autres (4)	199	78	295	1	341	10	222	573	555
<b>Risque net des autres pays (5), (6)</b>	<b>39 256 \$</b>	<b>110 226 \$</b>	<b>3 655 \$</b>	<b>3 865 \$</b>	<b>45 971 \$</b>	<b>75 696 \$</b>	<b>35 335 \$</b>	<b>157 002 \$</b>	<b>135 331 \$</b>

(1) Le profil géographique est basé sur le pays où survient le risque, ce qui reflète notre évaluation du risque géographique associé à un risque donné. Il s'agit en général du lieu de résidence de l'emprunteur.

(2) Les risques sont calculés selon la juste valeur, déduction faite de la valeur des sûretés, lesquelles représentent 351 milliards de dollars donnés en garantie à l'égard des mises en pension de titres (349 milliards au 31 octobre 2021) et 9 milliards à l'égard des dérivés (11 milliards au 31 octobre 2021).

(3) Les titres comprennent des titres détenus à des fins de transaction de 20 milliards de dollars (22 milliards au 31 octobre 2021), des dépôts de 57 milliards (34 milliards au 31 octobre 2021) et des titres de placement de 33 milliards (33 milliards au 31 octobre 2021).

(4) Comprend les expositions au risque au Moyen-Orient et en Afrique.

(5) Exclut un risque de 3 milliards de dollars (3 milliards au 31 octobre 2021) lié aux organismes supranationaux.

(6) Reflète une tranche de 2 milliards de dollars au titre de l'atténuation des risques au moyen de swaps sur défaillance, qui sont généralement utilisés pour couvrir les risques liés à une seule entreprise et le risque de marché (2 milliards au 31 octobre 2021).

**Rendement au chapitre de la qualité du crédit**

Les tableaux et analyses suivants, qui portent sur le rendement au chapitre de la qualité du crédit, fournissent de l'information sur les prêts, lesquels englobent les prêts, les acceptations et les engagements, ainsi que sur les autres actifs financiers.

**Dotation à la provision pour pertes de crédit**

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2022	le 31 octobre 2021	le 31 janvier 2021
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	128 \$	(204)\$	168 \$
Gestion de patrimoine	(12)	5	(28)
Marchés des Capitaux	(16)	(18)	(19)
Services de soutien généraux et autres	–	(1)	–
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit – prêts</b>	<b>100</b>	<b>(218)</b>	<b>121</b>
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit – autres actifs financiers (1)</b>	<b>5</b>	<b>(9)</b>	<b>(11)</b>
<b>Total de la dotation à la provision pour pertes de crédit</b>	<b>105 \$</b>	<b>(227)\$</b>	<b>110 \$</b>
La dotation à la provision pour pertes de crédit comprend ce qui suit :			
Prêts de détail	(58)\$	(210)\$	(63)\$
Prêts de gros	(22)	(145)	(34)
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs</b>	<b>(80)</b>	<b>(355)</b>	<b>(97)</b>
Prêts de détail	138	119	180
Prêts de gros	42	18	38
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux</b>	<b>180</b>	<b>137</b>	<b>218</b>
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit – prêts</b>	<b>100 \$</b>	<b>(218)\$</b>	<b>121 \$</b>
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations</b>	<b>0,05 %</b>	<b>(0,12)%</b>	<b>0,07 %</b>
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations</b>	<b>0,09 %</b>	<b>0,07 %</b>	<b>0,13 %</b>

**Information supplémentaire par secteur géographique (2)**

Canada			
Prêts hypothécaires résidentiels	2 \$	(1)\$	15 \$
Prêts aux particuliers	60	50	85
Prêts sur cartes de crédit	70	65	67
Prêts aux petites entreprises	6	10	9
Prêts de détail	138	124	176
Prêts de gros	37	15	34
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux</b>	<b>175</b>	<b>139</b>	<b>210</b>
États-Unis			
Prêts de détail	(1)	4	(1)
Prêts de gros	3	7	(21)
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux</b>	<b>2</b>	<b>11</b>	<b>(22)</b>
Autres pays			
Prêts de détail	1	(9)	5
Prêts de gros	2	(4)	25
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux</b>	<b>3</b>	<b>(13)</b>	<b>30</b>
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux</b>	<b>180 \$</b>	<b>137 \$</b>	<b>218 \$</b>

(1) La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux autres actifs financiers représente principalement la correction de valeur pour les titres de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et au coût amorti, les débiteurs et les garanties financières.

(2) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

**Premier trimestre de 2022 par rapport au premier trimestre de 2021**

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit s'est chiffré à 105 millions de dollars. La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts a été de 100 millions de dollars, en baisse de 21 millions, ou 17 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison de la diminution des dotations dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, laquelle a été contrebalancée en partie par une diminution des contrepassations de dotations dans le secteur Gestion de patrimoine. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est chiffré à 5 p.b., en baisse de 2 p.b.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs s'est établie à (80) millions de dollars, contre (97) millions pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une hausse de 17 millions, ou 18 %, qui tient principalement à une diminution des contrepassations de dotations dans le secteur Marchés des Capitaux, laquelle a été contrebalancée en partie par une augmentation des contrepassations de dotations dans le secteur Gestion de patrimoine.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux s'est établie à 180 millions de dollars, en baisse de 38 millions, ou 17 %, en raison principalement de la diminution des dotations du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et du contraste entre les recouvrements dans le secteur Marchés des Capitaux au cours du trimestre considéré et les dotations constituées dans la période correspondante de l'exercice précédent. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par le contraste entre les dotations constituées au cours du trimestre considéré et les recouvrements dans le secteur Gestion de patrimoine pour la période correspondante de l'exercice précédent.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux autres actifs financiers s'est établie à 5 millions de dollars, contre (11) millions pour la période correspondante de l'exercice précédent, principalement dans le secteur Marchés des Capitaux, reflétant le contraste entre les dotations constituées au cours du trimestre considéré et les contrepassations de la période correspondante de l'exercice précédent.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a diminué de 40 millions de dollars, ou 24 %, reflétant principalement la diminution des dotations liées aux prêts douteux dans la majorité de nos portefeuilles de détail du secteur Services bancaires canadiens en raison de la reprise économique en cours et de l'incidence continue des programmes d'aide gouvernementale liés à la COVID-19.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts du secteur Gestion de patrimoine a augmenté de 16 millions de dollars, ou 57 %, principalement dans le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National). L'augmentation reflète l'accroissement des dotations et la diminution des recouvrements liés aux prêts douteux au cours du trimestre considéré par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, principalement dans le secteur Consommation discrétionnaire, facteurs qui ont été contrebalancés en partie par l'augmentation des contrepassations liées aux prêts productifs au cours du trimestre considéré attribuable principalement à des améliorations dans nos perspectives macroéconomiques et de celles concernant la qualité du crédit.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts du secteur Marchés des Capitaux a augmenté de 3 millions de dollars, ou 16 %, ce qui s'explique principalement par la diminution des contrepassations des dotations liées aux prêts productifs, les contrepassations du trimestre considéré reflétant l'incidence réduite des améliorations de nos perspectives macroéconomiques et de celles concernant la qualité du crédit. Ces facteurs ont été en grande partie contrebalancés par le contraste entre les recouvrements liés aux prêts douteux au cours du trimestre considéré et les dotations constituées pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

#### **Premier trimestre de 2022 par rapport au quatrième trimestre de 2021**

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est chiffrée à 100 millions de dollars, en hausse de 318 millions par rapport au trimestre précédent, ce qui a découlé essentiellement de l'augmentation des dotations dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, laquelle a été contrebalancée en partie par la diminution des dotations dans le secteur Gestion de patrimoine. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est chiffré à 5 p.b., en hausse de 17 p.b.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs s'est établie à (80) millions de dollars, contre (355) millions pour le trimestre précédent, en hausse de 275 millions, ou 77 %, en raison principalement de la diminution des contrepassations de dotations dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, les contrepassations du trimestre considéré reflétant l'incidence réduite des améliorations dans nos perspectives macroéconomiques et de celles concernant la qualité du crédit.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux s'est chiffrée à 180 millions de dollars, en hausse de 43 millions, ou 31 %, en raison principalement de l'augmentation des dotations dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, laquelle a été contrebalancée en partie par la diminution des dotations dans le secteur Gestion de patrimoine.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a augmenté de 332 millions de dollars, en raison principalement de la diminution des contrepassations de dotations liées aux prêts productifs dans nos portefeuilles du secteur Services bancaires canadiens, comme il est décrit plus haut. L'augmentation des dotations liées aux prêts douteux dans nos portefeuilles de prêts aux entreprises du secteur Services bancaires canadiens, essentiellement dans le secteur d'activité des autres services, et l'accroissement des dotations liées à nos portefeuilles de détail du secteur Services bancaires canadiens ont également contribué à cette hausse.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts du secteur Gestion de patrimoine a diminué de 17 millions de dollars, ce qui reflète principalement la baisse des dotations et l'augmentation des recouvrements liés aux prêts douteux dans le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) au cours du trimestre considéré.

**Montant brut des prêts douteux**

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Aux et pour les trimestres clos les		
	31 janvier 2022	31 octobre 2021	31 janvier 2021
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	1 524 \$	1 590 \$	1 726 \$
Gestion de patrimoine	199	233	289
Marchés des Capitaux	418	485	857
<b>Total du montant brut des prêts douteux</b>	<b>2 141 \$</b>	<b>2 308 \$</b>	<b>2 872 \$</b>
Canada (1)			
Prêts de détail	694 \$	716 \$	768 \$
Prêts de gros	497	555	708
Montant brut des prêts douteux	1 191	1 271	1 476
États-Unis (1)			
Prêts de détail	23	23	27
Prêts de gros	393	412	677
Montant brut des prêts douteux	416	435	704
Autres pays (1)			
Prêts de détail	209	212	215
Prêts de gros	325	390	477
Montant brut des prêts douteux	534	602	692
<b>Total du montant brut des prêts douteux</b>	<b>2 141 \$</b>	<b>2 308 \$</b>	<b>2 872 \$</b>
Prêts douteux, solde au début de la période	2 308 \$	2 561 \$	3 195 \$
Classés comme douteux au cours de la période (nouveaux prêts douteux) (2)	263	298	530
Remboursements nets (2)	(125)	(106)	(206)
Montants sortis du bilan	(237)	(286)	(314)
Autres (2), (3)	(68)	(159)	(333)
Prêts douteux, solde à la fin de la période	2 141 \$	2 308 \$	2 872 \$
<b>Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations</b>			
Total du montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations	0,28 %	0,31 %	0,41 %
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	0,28 %	0,30 %	0,35 %
Services bancaires canadiens	0,22 %	0,24 %	0,28 %
Services bancaires dans les Antilles	4,54 %	4,65 %	4,36 %
Gestion de patrimoine	0,21 %	0,26 %	0,34 %
Marchés des Capitaux	0,37 %	0,45 %	0,84 %

(1) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

(2) Certaines variations du montant brut des prêts douteux liées aux portefeuilles de prêts de détail et de prêts de gros du secteur Services bancaires canadiens sont généralement attribuées aux nouveaux prêts douteux, car les montants relatifs aux remboursements nets et à certaines autres variations ne peuvent pas être raisonnablement déterminés. Certaines variations du montant brut des prêts douteux liées aux portefeuilles de prêts de détail et de prêts de gros du secteur Services bancaires dans les Antilles sont généralement attribuées aux remboursements nets et aux nouveaux prêts douteux, car les montants relatifs aux remboursements nets et à certaines autres variations ne peuvent pas être raisonnablement déterminés.

(3) Tient compte des prêts de nouveau productifs pour la période, des recouvrements au titre des prêts et avances sortis du bilan précédemment, des prêts vendus et des écarts de change et autres variations.

**Premier trimestre de 2022 par rapport au premier trimestre de 2021**

Le total du montant brut des prêts douteux s'est chiffré à 2 141 millions de dollars, en baisse de 731 millions, ou 25 %, par rapport à il y a un an, et le ratio total du montant brut des prêts douteux de 28 p.b. a fléchi de 13 p.b., ce qui rend compte de la diminution des prêts douteux dans les secteurs Marchés des Capitaux, Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Gestion de patrimoine.

Le montant brut des prêts douteux du secteur des Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a reculé de 202 millions de dollars, ou 12 %, en raison principalement de la diminution des prêts douteux dans nos portefeuilles de prêts aux entreprises du secteur Services bancaires canadiens, surtout dans le secteur d'activité de l'immobilier et autres. La diminution des prêts douteux dans la plupart de nos portefeuilles de détail du secteur Services bancaires canadiens a également contribué à la baisse, reflétant la reprise économique en cours et l'incidence continue des programmes d'aide gouvernementale liés à la COVID-19.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Gestion de patrimoine a reculé de 90 millions de dollars, ou 31 %, en raison de la diminution des prêts douteux dans les secteurs Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) et Gestion de patrimoine – International, et ce, essentiellement dans les secteurs d'activité des biens de consommation de base et des placements, respectivement.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux a diminué de 439 millions de dollars, ou 51 %, en raison d'abord et avant tout du repli des prêts douteux dans de nombreux secteurs, y compris les secteurs d'activité du pétrole et du gaz et de la consommation discrétionnaire.

### Premier trimestre de 2022 par rapport au quatrième trimestre de 2021

Le total du montant brut des prêts douteux a fléchi de 167 millions de dollars, ou 7 %, par rapport au trimestre précédent, et le ratio total du montant brut des prêts douteux de 28 p.b. a diminué de 3 p.b., ce qui rend compte essentiellement de la diminution des prêts douteux dans les secteurs Marchés des Capitaux, Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Gestion de patrimoine.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a reculé de 66 millions de dollars, ou 4 %, en raison principalement d'une diminution des prêts douteux dans nos portefeuilles de prêts aux entreprises du secteur Services bancaires canadiens, principalement dans le secteur d'activité de l'immobilier et autres. La diminution des prêts douteux dans la plupart de nos portefeuilles de détail du secteur Services bancaires canadiens a également contribué à la baisse.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Gestion de patrimoine a diminué de 34 millions de dollars, ou 15 %, en raison de la diminution des prêts douteux dans les secteurs Gestion de patrimoine – International et Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), principalement dans les secteurs Placements et Immobilier et autres.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux a reculé de 67 millions de dollars, ou 14 %, principalement dans le secteur Consommation discrétionnaire.

### Correction de valeur pour pertes de crédit

(en millions de dollars canadiens)	Aux		
	31 janvier 2022	31 octobre 2021	31 janvier 2021
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	3 462 \$	3 478 \$	4 391 \$
Gestion de patrimoine	324	320	365
Marchés des Capitaux	602	620	1 152
Services de soutien généraux et autres	1	1	6
<b>Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts</b>	<b>4 389</b>	<b>4 419</b>	<b>5 914</b>
<b>Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux autres actifs financiers (1)</b>	<b>53</b>	<b>52</b>	<b>131</b>
<b>Total de la correction de valeur pour pertes de crédit</b>	<b>4 442 \$</b>	<b>4 471 \$</b>	<b>6 045 \$</b>
La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts comprend ce qui suit :			
Prêts de détail	2 236 \$	2 287 \$	2 859 \$
Prêts de gros	1 428	1 435	2 161
<b>Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts productifs</b>	<b>3 664 \$</b>	<b>3 722 \$</b>	<b>5 020 \$</b>
<b>Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux</b>	<b>725</b>	<b>697</b>	<b>894</b>

### Information supplémentaire par secteur géographique (2)

Canada			
Prêts de détail	153 \$	150 \$	195 \$
Prêts de gros	203	182	215
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	356	332	410
États-Unis			
Prêts de détail	1	3	1
Prêts de gros	139	126	175
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	140	129	176
Autres pays			
Prêts de détail	105	107	116
Prêts de gros	124	129	192
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	229	236	308
<b>Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux</b>	<b>725 \$</b>	<b>697 \$</b>	<b>894 \$</b>

(1) La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux autres actifs financiers représente principalement la correction de valeur pour les titres de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et au coût amorti, les débiteurs et les garanties financières.

(2) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

### Premier trimestre de 2022 par rapport au premier trimestre de 2021

Le total de la correction de valeur pour pertes de crédit s'est établi à 4 442 millions de dollars, en baisse de 1 603 millions, ou 27 %, par rapport à il y a un an, ce qui reflète essentiellement une diminution de 1 525 millions de la correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts.

La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts productifs s'est établie à 3 664 millions de dollars, en baisse de 1 356 millions, ou 27 %, en raison de la diminution de la correction de valeur pour pertes de crédit des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine, ce qui rend compte d'une amélioration de nos perspectives macroéconomiques et de celles concernant la qualité du crédit attribuable à la reprise économique en cours.

La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux s'est établie à 725 millions de dollars, un recul de 169 millions, ou 19 %, en raison principalement de la diminution de la correction de valeur pour pertes de crédit des secteurs Marchés des Capitaux et Services bancaires aux particuliers et aux entreprises.

**Premier trimestre de 2022 par rapport au quatrième trimestre de 2021**

Le total de la correction de valeur pour pertes de crédit s'est établi à 4 442 millions de dollars, en baisse de 29 millions, ou 1 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui reflète principalement une diminution de la correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts de 30 millions.

La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts productifs s'est établie à 3 664 millions de dollars, en baisse de 58 millions, ou 2 %, en raison d'une diminution de la correction de valeur pour pertes de crédit du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises attribuable à une amélioration de nos perspectives macroéconomiques et de celles concernant la qualité du crédit.

La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux s'est établie à 725 millions de dollars, en hausse de 28 millions, ou 4 %, en raison principalement de l'augmentation de la correction de valeur pour pertes de crédit du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, laquelle a été contrebalancée en partie par la diminution de la correction de valeur pour pertes de crédit du secteur Marchés des Capitaux.

Pour plus de détails, se reporter à la note 5 de nos états financiers résumés.

## Risque de marché

Le risque de marché s'entend de l'incidence des prix du marché sur notre situation financière, notamment les profits ou les pertes potentiels découlant des fluctuations de variables déterminées par le marché telles que les taux d'intérêt, les écarts de taux, le cours des actions, les prix des marchandises, les taux de change et les volatilités implicites. Il n'y a eu aucun changement significatif touchant notre cadre de gestion du risque de marché depuis celui décrit dans notre rapport annuel 2021. À l'aide de ce cadre de gestion, nous cherchons continuellement à nous assurer que les risques de marché auxquels nous sommes exposés cadrent avec les contraintes relatives à l'appétit pour le risque établies par le Conseil d'administration.

Les contrôles du risque de marché prévoient des plafonds relatifs aux mesures fondées sur des probabilités utilisées pour déterminer les pertes potentielles des positions liées aux activités de négociation, telles que la valeur à risque (VAR), la valeur à risque en période de tensions (VAR en période de tensions), les simulations de crise et les exigences supplémentaires liées au risque. Des contrôles du risque de marché sont aussi mis en place pour gérer le risque de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire (RTIPB). Afin d'assurer la surveillance et le contrôle du RTIPB, nous évaluons deux principaux paramètres, soit le risque lié au revenu net d'intérêt et le risque lié à la valeur économique des capitaux propres, en fonction d'une variété de chocs sur les marchés, de scénarios et d'horizons temporels. Il n'y a eu aucun changement important à la méthodologie de mesure du RTIPB ni aux contrôles et limites relatifs à cette mesure, depuis ceux décrits dans notre rapport annuel 2021. Pour plus de détails sur notre approche de gestion du risque de marché, se reporter à la rubrique Risque de marché de notre rapport annuel 2021.

### Évaluations du risque de marché – Positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net

#### VAR et VAR en période de tensions

Les tableaux ci-après présentent les données ayant trait à la VAR liée à la gestion du risque de marché et la VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché.

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2022				31 octobre 2021		31 janvier 2021	
	Pour le trimestre clos à cette date				Pour le trimestre clos à cette date		Pour le trimestre clos à cette date	
	Au	Moyenne	Haut	Bas	Au	Moyenne	Au	Moyenne
Titres de participation	39 \$	34 \$	48 \$	23 \$	24 \$	28 \$	17 \$	17 \$
Change	4	5	7	3	4	4	4	3
Marchandises	4	4	5	3	3	3	2	3
Taux d'intérêt (1)	29	39	62	23	61	42	36	40
Risque de crédit spécifique (2)	8	9	10	8	9	8	7	7
Effet de diversification (3)	(33)	(35)	n.s.	n.s.	(51)	(35)	(25)	(31)
<b>VAR liée à la gestion du risque de marché</b>	<b>51 \$</b>	<b>56 \$</b>	<b>87 \$</b>	<b>34 \$</b>	<b>50 \$</b>	<b>50 \$</b>	<b>41 \$</b>	<b>39 \$</b>
<b>VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché</b>	<b>65 \$</b>	<b>71 \$</b>	<b>106 \$</b>	<b>47 \$</b>	<b>59 \$</b>	<b>53 \$</b>	<b>49 \$</b>	<b>55 \$</b>

(1) Le risque lié à l'écart de taux général et le risque lié à l'écart de financement associé aux dérivés non garantis sont inclus dans la VAR liée aux taux d'intérêt.

(2) Le risque spécifique de crédit tient compte de la volatilité de l'écart de taux lié à chaque émetteur.

(3) La VAR liée à la gestion du risque de marché est inférieure à la somme des VAR individuelles par facteur de risque, en raison de la diversification des facteurs de risque.  
n.s. non significatif

#### Premier trimestre de 2022 par rapport au premier trimestre de 2021

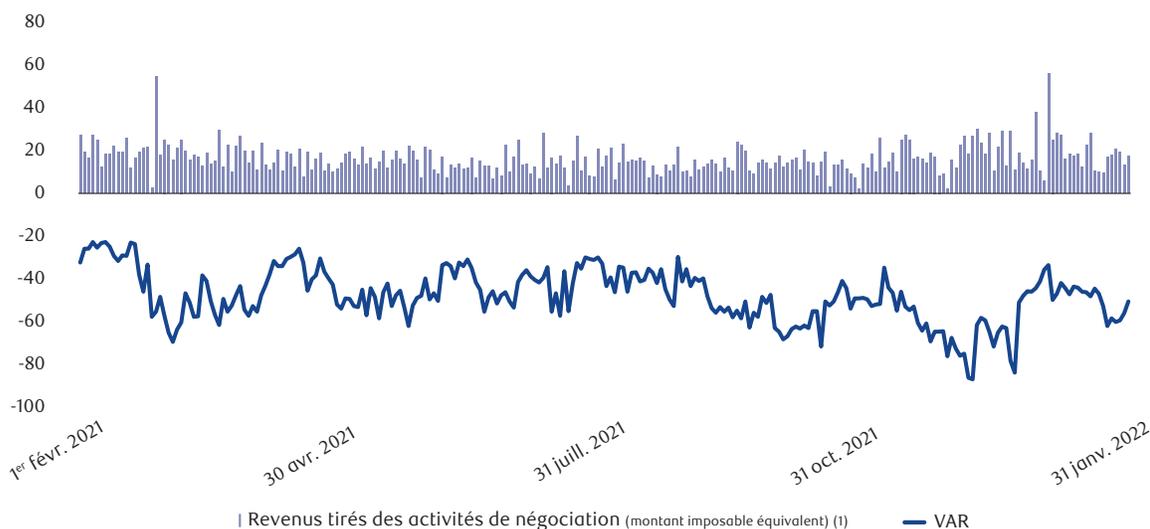
La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché s'est établie à 56 millions de dollars, en hausse de 17 millions, et la moyenne de la VAR en période de tensions s'est établie à 71 millions, en hausse de 16 millions par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les hausses tiennent principalement à l'incidence de la volatilité accrue des marchés au cours du trimestre considéré sur notre portefeuille de dérivés liés aux titres de participation et à une plus grande exposition dans nos portefeuilles de titres à revenu fixe et de dérivés sur taux d'intérêt découlant des activités liées aux clients, qui ont diminué vers la fin de l'année civile.

#### Premier trimestre de 2022 par rapport au quatrième trimestre de 2021

La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché s'est établie à 56 millions de dollars, en hausse de 6 millions, et la moyenne de la VAR en période de tensions s'est établie à 71 millions, en hausse de 18 millions par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui, dans les deux cas, tient principalement aux facteurs susmentionnés.

Le graphique ci-après illustre nos profits et pertes de négociation quotidiens (graphique à barres), ainsi que notre VAR quotidienne liée à la gestion du risque de marché (graphique linéaire). Pour les trimestres clos le 31 janvier 2022 et le 31 octobre 2021, nous n'avons subi aucune perte de négociation nette.

Revenus tirés des activités de négociation (montant imposable équivalent) (1) et VAR (en millions de dollars canadiens)



(1) Tient compte des engagements de souscription de prêts.

### Évaluations du risque de marché – Actifs et passifs de RBC Assurances®

Nous offrons une vaste gamme de produits d'assurance à nos clients et détenons des placements afin de pouvoir respecter nos obligations futures au titre des polices d'assurance. Les placements à l'appui des provisions techniques sont principalement des actifs à revenu fixe désignés comme étant évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont comptabilisées dans l'état consolidé du résultat net et sont en grande partie neutralisées par les variations de la juste valeur des provisions techniques, dont l'incidence est reflétée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Au 31 janvier 2022, nous détenons des actifs à l'appui de passifs d'assurance de 13 milliards de dollars (13 milliards au 31 octobre 2021).

### Évaluations du risque de marché – Sensibilités au RTIPB

Le tableau suivant présente l'incidence potentielle avant impôt d'une augmentation ou d'une diminution immédiate et soutenue de 100 p.b. des taux d'intérêt sur le revenu net d'intérêt et sur la valeur économique des capitaux propres prévus sur une période de 12 mois, en présupposant qu'aucune opération de couverture supplémentaire n'est effectuée. Dans le cas de scénarios de baisse des taux, des taux planchers sont appliqués, ce qui évite que l'évaluation de la valeur économique des capitaux propres et les niveaux des taux des simulations du revenu net d'intérêt ne tombent sous un seuil moyen minimal de moins de 25 p.b. pour toutes les principales monnaies. Les mesures du risque de taux d'intérêt sont fondées sur les positions du bilan et hors bilan actuelles, lesquelles peuvent changer avec le temps en réaction aux activités commerciales et aux mesures prises par la direction.

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2022						31 octobre 2021		31 janvier 2021	
	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres			Risque lié au revenu net d'intérêt (1)			Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (1)	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (1)
	Incidence – dollar canadien	Incidence – dollar américain	Total	Incidence – dollar canadien	Incidence – dollar américain	Total				
<b>Incidence avant impôt d'une :</b>										
augmentation des taux de 100 p.b.	(1 625)\$	(537)\$	(2 162)\$	530 \$	323 \$	853 \$	(2 009)\$	929 \$	(1 882)\$	836 \$
diminution des taux de 100 p.b.	1 471	48	1 519	(653)	(311)	(964)	1 537	(921)	1 433	(714)

(1) Représente le risque lié au revenu net d'intérêt sur 12 mois découlant d'une variation instantanée et soutenue des taux d'intérêt.

Au 31 janvier 2022, un choc immédiat et soutenu constituant une diminution de 100 p.b. aurait eu une incidence négative de 964 millions de dollars sur notre revenu net d'intérêt, en hausse par rapport à 921 millions au trimestre précédent. Un choc immédiat et soutenu constituant une augmentation de 100 p.b. au 31 janvier 2022 aurait eu une incidence négative de 2 162 millions de dollars sur la valeur économique des capitaux propres de la banque, en hausse par rapport à 2 009 millions au trimestre précédent. L'augmentation de la sensibilité du revenu net d'intérêt d'un trimestre à l'autre s'explique en grande partie par la hausse des taux d'intérêt, tandis que l'augmentation de la sensibilité à la valeur économique des capitaux

propres résulte essentiellement de la croissance du bilan. Pendant le premier trimestre de 2022, le risque lié au revenu net d'intérêt et celui lié à la valeur économique des capitaux propres sont demeurés dans les limites approuvées.

### Lien entre le risque de marché et les principales données figurant au bilan

Les tableaux ci-après illustrent le lien entre les principales données figurant au bilan et les positions incluses dans les informations fournies à l'égard du risque de marché lié aux activités de négociation et du risque de marché lié aux activités autres que de négociation, ce qui illustre la façon dont nous gérons le risque de marché lié à nos actifs et passifs à l'aide de différentes évaluations du risque.

	Au 31 janvier 2022			Risque principal lié aux activités autres que de négociation
	Montant figurant au bilan	Évaluation du risque de marché		
(en millions de dollars canadiens)		Risque lié aux activités de négociation (1)	Risque lié aux activités autres que de négociation (2)	
<b>Actifs exposés au risque de marché</b>				
Trésorerie et montants à recevoir de banques	131 163 \$	– \$	131 163 \$	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	63 420	50 222	13 198	Taux d'intérêt
Titres				
Titres détenus à des fins de transaction	149 525	137 203	12 322	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	153 570	–	153 570	Taux d'intérêt, écart de taux, cours des actions
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	312 126	270 142	41 984	Taux d'intérêt
Prêts				
Prêts de détail	513 970	4 538	509 432	Taux d'intérêt
Prêts de gros	230 108	11 348	218 760	Taux d'intérêt
Correction de valeur pour pertes sur prêts	(4 047)	–	(4 047)	Taux d'intérêt
Actif net des fonds distincts	2 730	–	2 730	Taux d'intérêt
Autres				
Dérivés	92 319	90 252	2 067	Taux d'intérêt, écart de change
Autres actifs	95 890	9 101	86 789	Taux d'intérêt
<b>Actifs non exposés au risque de marché (3)</b>	<b>11 695</b>			
<b>Total de l'actif</b>	<b>1 752 469 \$</b>	<b>572 806 \$</b>	<b>1 167 968 \$</b>	
<b>Passifs exposés au risque de marché</b>				
Dépôts	1 142 842 \$	140 180 \$	1 002 662 \$	Taux d'intérêt
Passif des fonds distincts	2 730	–	2 730	Taux d'intérêt
Autres				
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	41 544	41 544	–	
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	265 009	238 833	26 176	Taux d'intérêt
Dérivés	88 102	85 474	2 628	Taux d'intérêt, écart de change
Autres passifs	81 297	9 620	71 677	Taux d'intérêt
Déventures subordonnées	10 561	–	10 561	Taux d'intérêt
<b>Passifs non exposés au risque de marché (4)</b>	<b>18 376</b>			
<b>Total du passif</b>	<b>1 650 461 \$</b>	<b>515 651 \$</b>	<b>1 116 434 \$</b>	
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>102 008</b>			
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>1 752 469 \$</b>			

- (1) Le risque lié aux activités de négociation comprend les positions qui sont classées ou désignées à la juste valeur par le biais du résultat net et les positions pour lesquelles les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les revenus. Les évaluations du risque de marché liées à la VAR et à la VAR en période de tensions, aux exigences supplémentaires liées au risque et aux simulations de crise servent de contrôles des risques pour le risque lié aux activités de négociation.
- (2) Le risque lié aux activités autres que de négociation comprend les positions utilisées aux fins de la gestion du RTIPB et d'autres portefeuilles d'activités autres que de négociation. Les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs comprennent les positions liées à RBC Assurances® et les titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable, non pris en compte dans le RTIPB.
- (3) Les actifs non exposés au risque de marché comprennent des immobilisations corporelles et d'autres actifs.
- (4) Les passifs non exposés au risque de marché comprennent des passifs liés à la paie et d'autres passifs.

Au 31 octobre 2021

(en millions de dollars canadiens)	Évaluation du risque de marché			Risque principal lié aux activités autres que de négociation
	Montant figurant au bilan	Risque lié aux activités de négociation (1)	Risque lié aux activités autres que de négociation (2)	
<b>Actifs exposés au risque de marché</b>				
Trésorerie et montants à recevoir de banques	113 846 \$	– \$	113 846 \$	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	79 638	56 896	22 742	Taux d'intérêt
Titres				
Titres détenus à des fins de transaction	139 240	127 259	11 981	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	145 484	–	145 484	Taux d'intérêt, écart de taux, cours des actions
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	307 903	265 011	42 892	Taux d'intérêt
Prêts				
Prêts de détail	503 598	9 231	494 367	Taux d'intérêt
Prêts de gros	218 066	9 685	208 381	Taux d'intérêt
Correction de valeur pour pertes sur prêts	(4 089)	–	(4 089)	Taux d'intérêt
Actif net des fonds distincts	2 666	–	2 666	Taux d'intérêt
Autres				
Dérivés	95 541	92 829	2 712	Taux d'intérêt, écart de change
Autres actifs	92 157	8 615	83 542	Taux d'intérêt
<b>Actifs non exposés au risque de marché (3)</b>	<b>12 273</b>			
<b>Total de l'actif</b>	<b>1 706 323 \$</b>	<b>569 526 \$</b>	<b>1 124 524 \$</b>	
<b>Passifs exposés au risque de marché</b>				
Dépôts	1 100 831 \$	136 927 \$	963 904 \$	Taux d'intérêt
Passif des fonds distincts	2 666	–	2 666	Taux d'intérêt
Autres				
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	37 841	37 841	–	
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	262 201	236 146	26 055	Taux d'intérêt
Dérivés	91 439	89 290	2 149	Taux d'intérêt, écart de change
Autres passifs	87 084	8 528	78 556	Taux d'intérêt
Déventures subordonnées	9 593	–	9 593	Taux d'intérêt
<b>Passifs non exposés au risque de marché (4)</b>	<b>15 906</b>			
<b>Total du passif</b>	<b>1 607 561 \$</b>	<b>508 732 \$</b>	<b>1 082 923 \$</b>	
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>98 762</b>			
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>1 706 323 \$</b>			

(1) Le risque lié aux activités de négociation comprend les positions qui sont classées ou désignées à la juste valeur par le biais du résultat net et les positions pour lesquelles les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les revenus. Les évaluations du risque de marché liées à la VAR et à la VAR en période de tensions aux exigences supplémentaires liées au risque et aux simulations de crise servent de contrôles des risques pour le risque lié aux activités de négociation.

(2) Le risque lié aux activités autres que de négociation comprend les positions utilisées aux fins de la gestion du RTIPB et d'autres portefeuilles d'activités autres que de négociation. Les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs comprennent les positions liées à RBC Assurances® et les titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable, non pris en compte dans le RTIPB.

(3) Les actifs non exposés au risque de marché comprennent des immobilisations corporelles et d'autres actifs.

(4) Les passifs non exposés au risque de marché comprennent des passifs liés à la paie et d'autres passifs.

## Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement (risque de liquidité) est le risque que nous ne soyons pas en mesure de générer en temps opportun et de façon rentable la trésorerie et les équivalents de trésorerie nécessaires pour satisfaire à nos engagements. Le risque de liquidité résulte de la non-concordance de l'échéancier et de la valeur des flux de trésorerie, en ce qui concerne tant les éléments figurant au bilan que ceux hors bilan.

Notre cadre de gestion du risque de liquidité est structuré de manière à nous procurer les liquidités suffisantes pour satisfaire aux engagements courants et éventuels en temps normal et en période de crise. Il n'y a eu aucun changement significatif touchant notre cadre de gestion du risque de liquidité décrit dans notre rapport annuel 2021.

Nous maintenons toujours une position de liquidité et de financement que nous jugeons appropriée aux fins de l'exécution de notre stratégie. Le risque de liquidité auquel nous sommes exposés demeure largement dans les limites de notre appétit pour le risque.

## Réserve de liquidités

Notre réserve de liquidités est constituée d'actifs liquides non grevés disponibles. Notre capacité inutilisée en matière de financement de gros, laquelle est évaluée régulièrement, pourrait constituer une autre source de liquidités pour atténuer des périodes de tensions, mais nous ne la prenons pas en considération pour le calcul de la réserve de liquidités. De même, sont également exclus du calcul de la réserve de liquidités les facilités de crédit non engagées et inutilisées consenties par des banques centrales auxquelles nous pouvons accéder sous réserve de certaines conditions préalables établies par les diverses banques centrales (p. ex., la Banque du Canada, la Réserve fédérale, la Banque d'Angleterre et la Banque de France), ainsi que les montants admissibles à titre de garanties auprès de la Federal Reserve Bank of New York (FRBNY) et d'une Federal Home Loan Bank (FHLB).

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2022				
	Actifs liquides détenus par la banque	Titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés
Trésorerie et montants à recevoir de banques	131 163 \$	– \$	131 163 \$	3 438 \$	127 725 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	63 420	–	63 420	–	63 420
Titres émis ou garantis par des organismes souverains, des banques centrales ou des banques multilatérales de développement (1)	222 651	323 397	546 048	363 498	182 550
Autres titres	126 888	124 251	251 139	143 135	108 004
Autres actifs liquides (2)	29 604	–	29 604	27 529	2 075
<b>Total des actifs liquides</b>	<b>573 726 \$</b>	<b>447 648 \$</b>	<b>1 021 374 \$</b>	<b>537 600 \$</b>	<b>483 774 \$</b>

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2021				
	Actifs liquides détenus par la banque	Titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés
Trésorerie et montants à recevoir de banques	113 846 \$	– \$	113 846 \$	3 405 \$	110 441 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	79 638	–	79 638	–	79 638
Titres émis ou garantis par des organismes souverains, des banques centrales ou des banques multilatérales de développement (1)	214 326	313 732	528 058	357 927	170 131
Autres titres	114 692	115 396	230 088	132 360	97 728
Autres actifs liquides (2)	27 600	–	27 600	25 981	1 619
<b>Total des actifs liquides</b>	<b>550 102 \$</b>	<b>429 128 \$</b>	<b>979 230 \$</b>	<b>519 673 \$</b>	<b>459 557 \$</b>

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	31 janvier 2022	31 octobre 2021
Banque Royale du Canada	234 654 \$	233 342 \$
Succursales à l'étranger	82 729	68 567
Filiales	166 391	157 648
<b>Total des actifs liquides non grevés</b>	<b>483 774 \$</b>	<b>459 557 \$</b>

(1) Inclut les titres liquides émis par des gouvernements provinciaux et des entités parrainées par le gouvernement américain et dont le gouvernement fédéral des États-Unis est le curateur (p. ex., la Federal National Mortgage Association et la Federal Home Loan Mortgage Corporation).

(2) Le montant des actifs liquides grevés représente les garanties en espèces et les dépôts de garantie obligatoires en espèces qui ont été fournis en lien avec des transactions visant des dérivés négociés hors cote et en Bourse.

D'ordinaire, la réserve de liquidités reflète surtout l'activité bancaire courante des clients, alors que les portefeuilles d'actifs liquides s'ajustent aux fluctuations des soldes de trésorerie, mais elle dépend aussi de l'activité des marchés financiers; en effet, les stratégies d'entreprises et les entrées-sorties de clients peuvent également modifier l'ajout ou la soustraction d'actifs liquides utilisés dans le calcul global de la réserve de liquidités. La réserve de liquidités est également tributaire de la Trésorerie générale puisque, dans le cadre des activités de gestion d'émission de titres d'emprunt, ce sont les réserves qui permettent d'absorber les écarts entre l'émission de titres d'emprunt et le déploiement d'activités.

## Premier trimestre de 2022 par rapport au quatrième trimestre de 2021

Le total des actifs liquides non grevés a augmenté de 24 milliards, ou 5 %, par rapport au trimestre précédent sous l'effet essentiellement de l'augmentation des titres au bilan, ce qui reflète la hausse des niveaux des dépôts et de financement de gros.

## Charges grevant les actifs

Le tableau ci-dessous présente un aperçu des montants figurant au bilan et des montants hors bilan au titre de la trésorerie, des titres et des autres actifs et indique ceux qui sont grevés ainsi que ceux qui sont disponibles à la vente ou qui peuvent être donnés à titre de garantie dans le cadre de transactions de financement garanti. Les autres actifs, tels que les prêts hypothécaires et les créances sur cartes de crédit, peuvent aussi être monétisés, mais cela nécessite un plus long délai d'exécution que pour les titres négociables. Au 31 janvier 2022, nos actifs non grevés et pouvant être donnés en garantie représentaient 26 % du total de l'actif (26 % au 31 octobre 2021).

(en millions de dollars canadiens)	Aux									
	31 janvier 2022					31 octobre 2021				
	Actifs grevés		Actifs non grevés			Actifs grevés		Actifs non grevés		
	Donnés en garantie	Autres (1)	Pouvant être donnés en garantie (2)	Autres (3)	Total	Donnés en garantie	Autres (1)	Pouvant être donnés en garantie (2)	Autres (3)	Total
Trésorerie et montants à recevoir de banques	- \$	3 438 \$	127 725 \$	- \$	131 163 \$	- \$	3 405 \$	110 441 \$	- \$	113 846 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	-	-	63 420	-	63 420	-	-	79 638	-	79 638
Titres										
Titres détenus à des fins de transaction	63 438	-	92 821	3 384	159 643	56 602	-	87 311	3 633	147 546
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	12 020	-	141 550	-	153 570	12 055	-	133 429	-	145 484
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés (4)	447 021	22 711	13 448	3 616	486 796	437 408	18 310	17 436	5 343	478 497
Prêts										
Prêts de détail										
Titres hypothécaires	29 786	-	29 921	-	59 707	29 370	-	30 778	-	60 148
Prêts hypothécaires	49 007	-	31 211	250 176	330 394	46 699	-	29 858	243 627	320 184
Prêts autres qu'hypothécaires	3 297	-	7 290	113 282	123 869	3 213	-	8 110	111 943	123 266
Prêts de gros	-	-	-	230 108	230 108	-	-	-	218 066	218 066
Correction de valeur pour pertes sur prêts	-	-	-	(4 047)	(4 047)	-	-	-	(4 089)	(4 089)
Actif net des fonds distincts	-	-	-	2 730	2 730	-	-	-	2 666	2 666
Autres										
Dérivés	-	-	-	92 319	92 319	-	-	-	95 541	95 541
Autres (5)	27 529	-	2 075	77 981	107 585	25 981	-	1 619	76 830	104 430
<b>Total de l'actif</b>	<b>632 098 \$</b>	<b>26 149 \$</b>	<b>509 461 \$</b>	<b>769 549 \$</b>	<b>1 937 257 \$</b>	<b>611 328 \$</b>	<b>21 715 \$</b>	<b>498 620 \$</b>	<b>753 560 \$</b>	<b>1 885 223 \$</b>

- (1) Inclut les actifs qui ne peuvent pas être utilisés pour obtenir un financement garanti en raison de restrictions juridiques ou d'autre nature.
- (2) Représente les actifs qui peuvent être facilement donnés en garantie, dont les titres adossés à des créances hypothécaires dans le cadre de la *Loi nationale sur l'habitation*, nos prêts hypothécaires non grevés qui sont admissibles à titre de garantie auprès d'une FHLB, ainsi que les prêts qui sont admissibles à titre de garantie au titre de la facilité d'escompte dont nous disposons et que nous avons déposés en garantie auprès de la FRBNY.
- (3) Les autres actifs non grevés ne sont assujettis à aucune restriction en ce qui a trait à leur recours pour obtenir du financement ou à leur utilisation à titre de garantie, mais ils ne seront pas considérés comme facilement disponibles.
- (4) Inclut les actifs liquides détenus par la banque et les titres reçus en garantie dans le cadre de financement de titres hors bilan, de transactions sur dérivés et de prêts sur marges. Comprend des garanties de 23 milliards de dollars (18 milliards au 31 octobre 2021) reçues dans le cadre d'opérations de revente qui ne peuvent pas être redonnées en garantie dans leur forme juridique actuelle.
- (5) Le montant des actifs donnés en garantie représente les garanties en espèces et les dépôts de garantie obligatoires qui ont été fournis en lien avec des transactions visant des dérivés négociés hors cote et en Bourse.

## Financement

### Stratégie de financement

Le financement de base, qui inclut le capital, les passifs liés au financement de gros à long terme et un portefeuille diversifié de dépôts de particuliers et, dans une moindre mesure, de dépôts d'entreprises et de dépôts institutionnels, constitue l'assise de notre position de liquidité structurelle.

### Profil des dépôts et du financement

Au 31 janvier 2022, les dépôts fondés sur les relations, qui constituent la principale source de financement des prêts de détail et des prêts hypothécaires, s'établissaient à 786 milliards de dollars, ou 54 % du total du financement (771 milliards, ou 55 %, au 31 octobre 2021). La tranche restante est composée de financement de gros à court terme et à long terme.

Le financement des actifs très liquides se compose principalement d'un financement de gros à court terme qui reflète la période de monétisation de ces actifs. Le financement de gros à long terme sert principalement à financer les actifs de gros qui sont moins liquides et à soutenir des réserves d'actifs liquides.

La dette à long terme de premier rang émise par la banque depuis le 23 septembre 2018, inclusivement, ayant une échéance initiale supérieure à 400 jours et étant négociable, sous réserve de certaines exceptions, est assujettie au régime de recapitalisation interne des banques canadiennes. Aux termes de ce régime, si le surintendant des institutions financières détermine qu'une banque pourrait ne plus être viable, le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre des Finances, lorsque ce dernier juge qu'il en va de l'intérêt du public, ordonner que la Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC) convertisse une partie ou la totalité de certaines actions et de certains passifs de cette banque en actions ordinaires. Au 31 janvier 2022, la valeur nominale des titres d'emprunt à long terme émis et en cours qui étaient assujettis à la conversion en vertu du régime de recapitalisation interne s'élevait à 60 milliards de dollars (53 milliards au 31 octobre 2021).

Pour plus de détails sur le financement de gros, se reporter au tableau de la composition du financement de gros ci-dessous.

### Émission de titres d'emprunt à long terme

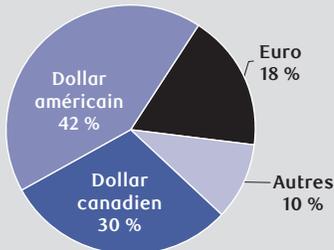
Nos activités de financement de gros sont bien diversifiées tant sur le plan géographique que sur le plan des secteurs d'investissement, des instruments, des devises, de la structure et des échéances. Nous maintenons notre présence dans différents marchés de financement, ce qui nous permet de surveiller continuellement les faits nouveaux et les tendances qui se manifestent, de manière à cibler les opportunités ou les risques et à prendre sans délai les mesures qui s'imposent. Nous avons recours à des programmes enregistrés d'émission de titres d'emprunt à long terme. Le tableau ci-après présente un sommaire de ces programmes et des plafonds autorisés, par secteur géographique.

#### Programmes par secteur géographique

Canada	États-Unis	Europe/Asie
<ul style="list-style-type: none"> <li>Prospectus préalable de base au Canada – 25 milliards de dollars</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Prospectus préalable de base aux États-Unis – 50 milliards de dollars US</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Programme européen d'émission de titres d'emprunt – 40 milliards de dollars US</li> <li>Programme mondial d'obligations sécurisées – 60 milliards d'euros</li> <li>Programmes d'émission au Japon – 1 billion de yens</li> </ul>

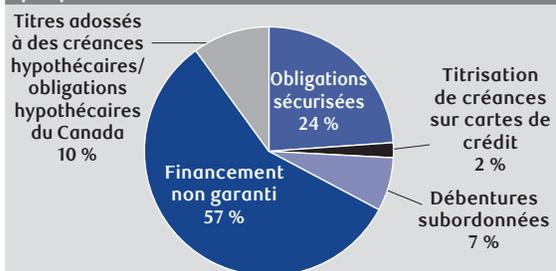
Nous obtenons également du financement à long terme à l'aide de billets de premier rang canadiens, de titres adossés à des créances hypothécaires aux termes du Programme des titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (Canada), d'obligations hypothécaires du Canada, de titres adossés à des créances sur cartes de crédit, d'obligations kangourou (émises sur le marché australien par des firmes étrangères) et de certificats de dépôt Yankee (émis sur le marché américain par des firmes étrangères). Nous évaluons continuellement les possibilités de percer de nouveaux marchés et des secteurs d'investissement inexploités, car la diversification nous donne une plus grande souplesse de financement de gros, elle réduit la concentration du financement et la dépendance envers ce dernier, et donne généralement lieu à des réductions des coûts de financement. Comme l'indiquent les graphiques ci-dessous, notre profil actuel de la dette à long terme est bien diversifié en ce qui concerne chaque monnaie et chaque produit. Le maintien de notations concurrentielles est aussi un élément essentiel du financement rentable.

Composition du financement de la dette à long terme (1) – par monnaie d'émission



(1) Comprend du financement à long terme non garanti et garanti et des débetures subordonnées ayant une durée à l'échéance initiale supérieure à un an.

Composition du financement de la dette à long terme (1) – par produit



(1) Comprend du financement à long terme non garanti et garanti et des débetures subordonnées ayant une durée à l'échéance initiale supérieure à un an.

Les tableaux ci-après montrent la composition de notre financement de gros selon la durée à courir jusqu'à l'échéance.

### Composition du financement de gros <sup>(1)</sup>

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2022							
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Moins de 1 an Sous-total	De 1 à 2 ans	2 ans et plus	Total
Dépôts provenant de banques <sup>(2)</sup>	7 487 \$	69 \$	– \$	51 \$	7 607 \$	– \$	– \$	7 607 \$
Certificats de dépôt et papier commercial	12 238	15 408	22 873	26 854	77 373	–	–	77 373
Papier commercial adossé à des actifs <sup>(3)</sup>	3 114	2 909	3 930	2 616	12 569	–	–	12 569
Billets à moyen terme non garantis de premier rang <sup>(4)</sup>	2 297	6 777	83	8 123	17 280	17 088	38 172	72 540
Obligations structurées non garanties de premier rang <sup>(5)</sup>	622	327	369	613	1 931	3 189	7 224	12 344
Titrisation de prêts hypothécaires	–	1 300	482	1 673	3 455	3 538	9 842	16 835
Obligations sécurisées/titres adossés à des actifs <sup>(6)</sup>	–	508	3 345	3 018	6 871	7 426	28 029	42 326
Passif subordonné	–	–	192	56	248	110	10 292	10 650
Autres <sup>(7)</sup>	7 580	1 032	1 052	1 353	11 017	8 977	491	20 485
<b>Total</b>	<b>33 338 \$</b>	<b>28 330 \$</b>	<b>32 326 \$</b>	<b>44 357 \$</b>	<b>138 351 \$</b>	<b>40 328 \$</b>	<b>94 050 \$</b>	<b>272 729 \$</b>
Comprend :								
– Financement garanti	9 553 \$	4 901 \$	8 083 \$	7 307 \$	29 844 \$	10 964 \$	38 342 \$	79 150 \$
– Financement non garanti	23 785	23 429	24 243	37 050	108 507	29 364	55 708	193 579

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2021							
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Moins de 1 an Sous-total	De 1 à 2 ans	2 ans et plus	Total
Dépôts provenant de banques <sup>(2)</sup>	5 202 \$	– \$	– \$	– \$	5 202 \$	– \$	– \$	5 202 \$
Certificats de dépôt et papier commercial	7 118	17 013	19 046	27 053	70 230	918	–	71 148
Papier commercial adossé à des actifs <sup>(3)</sup>	2 378	2 563	4 076	3 697	12 714	–	–	12 714
Billets à moyen terme non garantis de premier rang <sup>(4)</sup>	27	939	8 944	2 622	12 532	16 296	37 617	66 445
Obligations structurées non garanties de premier rang <sup>(5)</sup>	118	825	817	714	2 474	2 914	5 879	11 267
Titrisation de prêts hypothécaires	–	354	1 302	917	2 573	4 260	9 729	16 562
Obligations sécurisées/titres adossés à des actifs <sup>(6)</sup>	–	847	495	5 189	6 531	6 087	27 521	40 139
Passif subordonné	–	–	–	188	188	165	9 267	9 620
Autres <sup>(7)</sup>	6 637	2 194	1 448	827	11 106	7 531	466	19 103
<b>Total</b>	<b>21 480 \$</b>	<b>24 735 \$</b>	<b>36 128 \$</b>	<b>41 207 \$</b>	<b>123 550 \$</b>	<b>38 171 \$</b>	<b>90 479 \$</b>	<b>252 200 \$</b>
Comprend :								
– Financement garanti	8 467 \$	4 017 \$	6 108 \$	9 803 \$	28 395 \$	10 347 \$	37 695 \$	76 437 \$
– Financement non garanti	13 013	20 718	30 020	31 404	95 155	27 824	52 784	175 763

(1) Ne tient pas compte des acceptations bancaires ni des conventions de rachat.

(2) Ne tient pas compte des dépôts liés aux services que nous fournissons aux banques (p. ex., services de garde, gestion de la trésorerie).

(3) Inclut seulement le passif consolidé, y compris notre programme de papier commercial garanti par des créances.

(4) Inclut les billets de dépôt.

(5) Inclut les billets pour lesquels le résultat est fonction des fluctuations du taux de change, des marchandises et des titres de participation.

(6) Inclut les prêts sur cartes de crédit et les prêts hypothécaires.

(7) Inclut les obligations encaissables par anticipation (garanties) de 7 419 millions de dollars (7 020 millions au 31 octobre 2021), les billets de dépôt au porteur (non garantis) de 3 235 millions (3 798 millions au 31 octobre 2021) et d'autres dépôts structurés à long terme (non garantis) de 9 831 millions (8 285 millions au 31 octobre 2021).

### Notations

Notre capacité à accéder aux marchés du financement non garanti et à mener, de façon rentable, certaines activités de titrisation dépend principalement du maintien de notations concurrentielles. Les notations et les perspectives fournies par les agences de notation reflètent le point de vue de ces dernières et leurs méthodes. Les notations font l'objet de modifications, en raison de facteurs comprenant, notamment, notre solidité financière, notre situation concurrentielle, nos liquidités ainsi que d'autres facteurs qui sont en partie indépendants de notre volonté.

Hormis ce qui est indiqué ci-après, il n'y a eu aucun changement touchant nos principales notations, tel qu'il est indiqué dans notre rapport annuel 2021.

### Notations (1)

	Au 23 février 2022			
	Dettes à court terme	Dettes à long terme de premier rang existante (2)	Dettes à long terme de premier rang (3)	Perspective
Moody's (4)	P-1	Aa1	A1	stable
Standard & Poor's (5)	A-1+	AA-	A	stable
Fitch Ratings (6)	F1+	AA	AA-	stable
DBRS (7)	R-1 (élevée)	AA (élevée)	AA	stable

- (1) Les notations ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ou la détention d'une obligation financière, car elles ne fournissent pas de commentaires sur le cours du marché ni sur la pertinence pour un investisseur en particulier. Les notations sont déterminées par les agences de notation en fonction des critères que celles-ci établissent à l'occasion et elles peuvent faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par une agence de notation en tout temps.
- (2) Comprend la dette à long terme de premier rang émise avant le 23 septembre 2018 ainsi que celle émise à cette date ou par la suite, laquelle est ignorée aux fins du régime de recapitalisation interne.
- (3) Comprend la dette à long terme de premier rang émise le 23 septembre 2018 ou après cette date, laquelle peut être convertie aux termes du régime de recapitalisation interne.
- (4) Le 27 janvier 2022, Moody's a relevé les notations et les évaluations de notre dette à long terme et confirmé les notations de notre dette à court terme. Par suite de ces révisions, notre perspective est stable. Cette dernière révision met fin à l'examen entrepris par Moody's le 7 octobre 2021 en vue de la mise à jour de nos notations.
- (5) Le 16 décembre 2021, Standard & Poor's a confirmé nos notations avec une perspective stable.
- (6) Le 15 juillet 2021, Fitch Ratings a revu à la baisse la notation de notre dette à long terme de premier rang existante, la faisant passer de AA+ à AA, celle de notre dette à long terme de premier rang, de AA à AA- et a rehaussé nos perspectives de négatives à stables.
- (7) Le 14 mai 2021, DBRS a confirmé nos notations avec une perspective stable.

### Obligations contractuelles supplémentaires découlant de révisions à la baisse des notations

Nous sommes tenus de donner des biens en garantie à certaines contreparties dans l'éventualité où nos notations actuelles baisseraient. Le tableau ci-après présente les obligations additionnelles au titre des garanties susceptibles d'être requises à la date de clôture advenant une révision à la baisse d'un cran, de deux crans ou de trois crans de nos notations. Ces obligations additionnelles au titre des garanties constituent des exigences supplémentaires pour chaque révision à la baisse consécutive et elles ne représentent pas l'incidence cumulative de multiples révisions à la baisse. Les montants présentés varient périodiquement en raison de plusieurs facteurs, dont le transfert d'activités de négociation à des infrastructures du marché financier ayant fait l'objet d'une compensation centrale et à des Bourses, l'expiration de transactions mettant en jeu des événements susceptibles de déclencher des révisions à la baisse, l'application de limites internes aux nouveaux accords afin d'exclure les événements susceptibles de déclencher des révisions à la baisse, ainsi que les positions évaluées à la valeur de marché dans le cours normal des activités. Aucun titre d'emprunt de premier rang en circulation sur le marché ne comporte de modalités faisant en sorte qu'une révision des notations déclencherait un remboursement anticipé du capital.

	Aux					
	31 janvier 2022			31 octobre 2021		
(en millions de dollars canadiens)	Révision à la baisse de 1 cran	Révision à la baisse de 2 crans	Révision à la baisse de 3 crans	Révision à la baisse de 1 cran	Révision à la baisse de 2 crans	Révision à la baisse de 3 crans
Exigences contractuelles liées au financement des dérivés ou aux marges	158 \$	76 \$	136 \$	312 \$	112 \$	140 \$
Autres exigences contractuelles liées au financement ou aux marges (1)	169	17	14	157	13	–

(1) Inclut les certificats de placement garanti (CPG) émis dans le cadre de nos activités sur les marchés des obligations municipales à New York.

### Ratio de liquidité à court terme

Le ratio de liquidité à court terme est une mesure prévue par l'accord de Bâle III utilisée pour évaluer la suffisance des actifs liquides de haute qualité disponibles pour satisfaire aux besoins de liquidités sur une période de 30 jours advenant une grave crise de liquidité. Le ratio de liquidité à court terme minimal exigé par le CBCB et le BSIF est de 100 %.

Le BSIF exige que les banques canadiennes communiquent le ratio de liquidité à court terme selon le modèle de déclaration prévu par l'accord de Bâle, calculé à partir de la moyenne des positions quotidiennes liées au ratio de liquidité à court terme enregistrées au cours du trimestre.

## Modèle commun de déclaration du ratio de liquidité à court terme (1)

	Pour les trimestres clos	
	le 31 janvier 2022	
	Valeur non pondérée totale (moyenne) (2)	Valeur pondérée totale (moyenne)
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)		
<b>Actifs liquides de haute qualité</b>		
Total des actifs liquides de haute qualité		366 789 \$
<b>Sorties de trésorerie</b>		
<b>Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises, dont :</b>	376 588 \$	35 367 \$
<i>Dépôts stables</i> (3)	129 322	3 880
<i>Dépôts moins stables</i>	247 266	31 487
<b>Financement de gros non garanti, dont :</b>	450 361	211 539
<i>Dépôts opérationnels (toutes contreparties) et dépôts dans les réseaux de banques   coopératives</i> (4)	198 068	47 052
<i>Dépôts non opérationnels</i>	220 049	132 243
<i>Dettes non garanties</i>	32 244	32 244
<b>Financement de gros garanti</b>		30 507
<b>Exigences supplémentaires, dont :</b>	285 932	68 401
<i>Sorties associées aux expositions sur dérivés et autres sûretés exigées</i>	52 138	20 738
<i>Sorties associées à une perte de financement sur produits de dette</i>	7 621	7 621
<i>Facilités de crédit et de liquidité</i>	226 173	40 042
<b>Autres obligations de financement contractuelles</b> (5)	27 410	27 410
<b>Autres obligations de financement conditionnelles</b> (6)	657 669	10 581
<b>Total des sorties de trésorerie</b>		383 805 \$
<b>Entrées de trésorerie</b>		
Prêts garantis (p. ex., conventions de revente)	284 970 \$	45 614 \$
Entrées liées aux expositions parfaitement productives	15 515	9 915
Autres entrées de trésorerie	31 893	31 893
<b>Total des entrées de trésorerie</b>		87 422 \$
		Total de la valeur ajustée
Total des actifs liquides de haute qualité		366 789 \$
Total des sorties de trésorerie nettes		296 383
<b>Ratio de liquidité à court terme</b>		124 %

le 31 octobre  
2021

	Total de la valeur ajustée
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	
Total des actifs liquides de haute qualité	351 831 \$
Total des sorties de trésorerie nettes	285 314
<b>Ratio de liquidité à court terme</b>	123 %

- (1) Le ratio de liquidité à court terme est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF, laquelle reflète à son tour les normes de liquidité publiées par le CBCB. Le ratio de liquidité à court terme pour le trimestre clos le 31 janvier 2022 correspond à une moyenne de 62 positions quotidiennes.
- (2) À l'exception des autres obligations de financement conditionnelles, les entrées et sorties non pondérées représentent des éléments venant à échéance ou remboursables par anticipation dans 30 jours tout au plus. Les autres obligations de financement conditionnelles comprennent aussi les titres d'emprunt dont la durée restante jusqu'à l'échéance dépasse 30 jours.
- (3) Selon la définition du CBCB, les dépôts stables de détail et de petites entreprises constituent des dépôts qui sont assurés et qui sont soit détenus dans des comptes courants, soit ceux de clients avec lesquels la banque entretient des relations durables, ce qui rend les retraits improbables.
- (4) Les dépôts opérationnels de clients qui ne sont pas des dépôts de détail ou des dépôts de petites ou moyennes entreprises constituent des dépôts que les clients doivent laisser à la banque afin d'y accéder plus aisément et d'être en mesure d'utiliser les systèmes de paiement et de règlement, principalement pour la compensation, la garde et la gestion de trésorerie.
- (5) Les autres obligations de financement contractuelles comprennent principalement les sorties liées aux opérations sur valeur non réglées et les sorties liées aux engagements afférents à des titres vendus à découvert.
- (6) Les autres obligations de financement conditionnelles comprennent les sorties liées à d'autres facilités hors bilan dont le facteur de retrait du ratio de liquidité à court terme est faible (de 0 % à 5 %).

Nous gérons notre position liée au ratio de liquidité à court terme en fonction d'une fourchette cible qui reflète notre tolérance à l'égard du risque de liquidité et qui tient compte de la composition des activités et des actifs ainsi que des capacités en matière de financement. Cette fourchette est revue périodiquement à la lumière des modifications apportées aux exigences internes et des faits nouveaux externes.

Nous détenons des actifs liquides de haute qualité libellés dans les principales monnaies, dont l'étendue du marché et l'envergure sont fiables. Nos pratiques de gestion de la trésorerie permettent de nous assurer que les différents niveaux d'actifs liquides de haute qualité sont gérés activement, de manière à atteindre les objectifs cibles en matière de ratio de liquidité à court terme. Nos actifs de niveau 1, calculés en respectant la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF et les exigences du CBCB concernant le ratio de liquidité à court terme, représentent 88 % du total des actifs liquides de haute qualité. Ces actifs comprennent la trésorerie, les placements auprès de banques centrales et les titres assortis de notations élevées émis ou garantis par des gouvernements, des banques centrales ou des entités supranationales.

Le ratio de liquidité à court terme tient compte des flux de trésorerie provenant des activités au bilan et hors bilan qui sont prévus ou qui pourraient être enregistrés dans un délai de 30 jours advenant une sévère crise de liquidité. Les sorties de trésorerie découlent de l'application de facteurs de retrait et de non-renouvellement aux dépôts à terme et à vue, et sont classées par type de client (prêts de gros, prêts de détail et petites et moyennes entreprises). Les sorties de trésorerie découlent aussi des activités commerciales qui donnent lieu à des exigences en matière de financement conditionnel et de garanties, comme le financement de rachat, les dérivés, la vente de titres à découvert et la prorogation des engagements de crédit et de liquidité consentis aux clients. Les entrées de trésorerie résultent principalement de l'arrivée à échéance de prêts garantis, de prêts interbancaires et de titres qui ne font pas partie des actifs liquides de haute qualité.

Le ratio de liquidité à court terme ne reflète pas la capacité de financement sur le marché qui, à notre avis, pourrait être disponible advenant une crise. Un taux de sortie de 100 % est appliqué à tous les titres d'emprunt de gros arrivant à échéance aux fins du calcul du ratio de liquidité à court terme.

### **Premier trimestre de 2022 par rapport au quatrième trimestre de 2021**

La moyenne du ratio de liquidité à court terme du trimestre clos le 31 janvier 2022 s'est établie à 124 %, ce qui représente un excédent d'environ 70 milliards de dollars, comparativement au taux de 123 % et à un excédent d'environ 67 milliards au trimestre précédent. Le ratio de liquidité à court terme est demeuré relativement stable par rapport au trimestre précédent, la croissance des prêts de détail et de ceux de gros ayant été annulée par des augmentations des dépôts de clients et l'émission de produits de financement à terme. Les augmentations d'actifs liquides de haute qualité ont été neutralisées pour l'essentiel par une hausse des sorties nettes de trésorerie liées aux dépôts secondaires et au financement à court terme additionnels.

### **Ratio de liquidité à long terme**

Le ratio de liquidité à long terme est une mesure prévue par l'accord de Bâle III utilisée pour évaluer la suffisance des liquidités à long terme disponibles par rapport au montant des liquidités à long terme requises. Le ratio de liquidité à long terme minimal exigé par le CBCB et le BSIF est de 100 %.

Le montant du financement stable disponible désigne la part des fonds propres et des passifs censée être fiable à l'horizon temporel pris en compte aux fins du ratio de liquidité à long terme, à savoir un an. Le montant du financement stable requis est fonction des caractéristiques de liquidité et de la durée résiduelle des actifs détenus par la banque et de celles de ses positions hors bilan.

Le BSIF exige que les banques d'importance systémique mondiale présentent leur ratio de liquidité à long terme à l'aide du modèle de déclaration du Comité de Bâle. Les montants indiqués dans ce modèle de déclaration sont déterminés conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF et ne sont pas nécessairement conformes aux exigences de classement des IFRS.

## Modèle de déclaration courant du ratio de liquidité à long terme (1)

	Au 31 janvier 2022				
	Valeur non pondérée par échéance résiduelle (2)				
	Sans échéance	Moins de 6 mois	De 6 mois à moins de 1 an	1 an et plus	Valeur pondérée
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)					
<b>Élément de financement stable disponible</b>					
Fonds propres :	101 893 \$	– \$	– \$	10 009 \$	111 902 \$
Fonds propres réglementaires	101 893	–	–	10 009	111 902
Autres instruments de fonds propres	–	–	–	–	–
Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises :	346 366	59 801	18 367	21 591	412 115
Dépôts stables (3)	112 557	29 266	10 170	8 775	153 169
Dépôts moins stables	233 809	30 535	8 197	12 816	258 946
Financement de gros :	328 305	402 809	45 666	106 618	309 728
Dépôts opérationnels (4)	195 296	–	–	–	97 648
Autres financements de gros	133 009	402 809	45 666	106 618	212 080
Passifs et leurs actifs interdépendants correspondants (5)	–	3 549	3 344	24 179	–
Autres passifs :	40 273	–	204 510	–	13 114
Passifs dérivés du ratio de liquidité à long terme	–	–	10 708	–	–
Tous autres passifs et fonds propres non couverts par les catégories ci-dessus	40 273	180 597	182	13 023	13 114
<b>Total du financement stable disponible</b>					<b>846 859 \$</b>
<b>Élément de financement stable exigé</b>					
Total des actifs liquides de haute qualité du ratio de liquidité à long terme					44 592 \$
Dépôts détenus auprès d'autres institutions financières à des fins opérationnelles	–	2 388	–	–	1 194
Prêts et titres productifs :	179 233	277 223	99 184	445 908	600 974
Prêts productifs à des institutions financières garantis par des actifs liquides de haute qualité de niveau 1	–	97 134	11 561	9	11 600
Prêts productifs à des institutions financières garantis par des actifs liquides de haute qualité autres que de niveau 1 et prêts productifs non garantis à des institutions financières	4 271	65 982	33 142	21 475	49 491
Prêts productifs à des entreprises non financières, prêts de détail et prêts aux petites entreprises, et prêts à des entités souveraines, des banques centrales et des organismes publics, y compris :	105 174	85 352	33 024	130 235	255 300
Prêts présentant un risque pondéré inférieur ou égal à 35 % dans l'approche standard de Bâle II pour le risque de crédit	–	1 145	1 039	4 092	3 752
Prêts hypothécaires résidentiels productifs, dont :	37 305	24 235	20 680	271 846	235 338
Prêts présentant un risque pondéré inférieur ou égal à 35 % dans l'approche standard de Bâle II pour le risque de crédit	37 305	24 204	20 652	270 833	234 447
Titres qui ne sont pas en défaut et qui ne remplissent pas les critères définissant les actifs liquides de haute qualité, y compris les titres de participation négociés en Bourse	32 483	4 520	777	22 343	49 245
Actifs et leurs passifs interdépendants correspondants (5)	–	3 549	3 344	24 179	–
Autres actifs :	2 075	–	252 475	–	78 315
Produits de base physiques, y compris l'or	2 075	–	–	–	1 763
Actifs versés en tant que marge initiale dans le cadre de contrats dérivés et apports aux fonds de garantie de contrepartie centrale	–	–	20 486	–	17 413
Actifs dérivés du ratio de liquidité à long terme	–	–	15 982	–	5 275
Passifs dérivés du ratio de liquidité à long terme avant déduction de la marge de variation versée	–	–	29 381	–	1 469
Tous autres actifs non couverts par les catégories ci-dessus	–	135 953	56	50 617	52 395
Éléments hors bilan	–	–	666 292	–	24 235
<b>Total du financement stable exigé</b>					<b>749 310 \$</b>
<b>Ratio de liquidité à long terme (%)</b>					<b>113 %</b>

Au 31 octobre 2021

	Valeur pondérée
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	
<b>Total du financement stable disponible</b>	<b>827 827 \$</b>
<b>Total du financement stable exigé</b>	<b>713 338</b>
<b>Ratio de liquidité à long terme (%)</b>	<b>116 %</b>

- (1) Le ratio de liquidité à long terme est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF, laquelle reflète à son tour les normes de liquidité publiées par le CBCB.
- (2) Les totaux des rangées suivantes englobent les catégories d'échéances résiduelles de moins de 6 mois, de 6 mois à moins de 1 an et de 1 an et plus, conformément aux exigences du modèle de déclaration courant prescrit par le BSIF : Autres passifs, Passifs d'instruments dérivés du ratio de liquidité à court terme, Autres actifs, Actifs versés en tant que marge initiale dans le cadre de contrats dérivés et apports aux fonds de garantie de contrepartie centrale, Actifs dérivés du ratio de liquidité à long terme et Passifs dérivés du ratio de liquidité à long terme avant déduction de la marge de variation versée et Éléments hors bilan.
- (3) Selon la définition du CBCB, les dépôts stables de détail et de petites entreprises constituent des dépôts qui sont assurés et qui sont soit détenus dans des comptes courants, soit ceux de clients avec lesquels la banque entretient des relations durables, ce qui rend les retraits improbables.
- (4) Les dépôts opérationnels de clients qui ne sont pas des dépôts de détail ou des dépôts de petites ou moyennes entreprises constituent des dépôts que les clients doivent laisser à la banque afin d'y accéder plus aisément et d'être en mesure d'utiliser les systèmes de paiement et de règlement, principalement pour la compensation, la garde et la gestion de trésorerie.
- (5) Les actifs et passifs interdépendants représentent le passif des titres hypothécaires garantis par la Loi nationale sur l'habitation, y compris les passifs découlant des opérations relatives au programme des obligations hypothécaires du Canada et des prêts hypothécaires grevés correspondants.

Le financement stable disponible est composé principalement d'un portefeuille diversifié de dépôts de détail et de dépôts d'entreprises, de fonds propres, ainsi que de passifs liés au financement de gros à long terme. Le financement stable exigé est principalement lié au portefeuille de prêts hypothécaires et de prêts de la banque, aux prêts à des institutions financières garantis et, dans une moindre mesure, à d'autres actifs moins liquides. Le ratio de liquidité à long terme ne tient pas compte de la capacité de financement inutilisée sur le marché présumément disponible pour la banque.

Le volume et la composition du financement stable disponible font l'objet d'une gestion active visant à optimiser notre position de financement structurel et à atteindre les objectifs en matière de ratio de liquidité à long terme. Notre ratio de liquidité à long terme est géré conformément à notre cadre de gestion du risque de liquidité exhaustif.

#### **Premier trimestre de 2022 par rapport au quatrième trimestre de 2021**

Au 31 janvier 2022, le ratio de liquidité à long terme s'établissait à 113 %, ce qui se traduit par un excédent d'environ 98 milliards de dollars, comparativement à 116 % et à un excédent d'environ 114 milliards au trimestre précédent. Le ratio de liquidité à long terme a diminué par rapport au trimestre précédent en raison principalement de la croissance des prêts de détail et de ceux de gros, d'une augmentation des titres au bilan et de variations dans les positions des dérivés, facteurs qui ont été contrebalancés en partie par une augmentation des dépôts des clients et l'émission de produits de financement à long terme.

### Échéances contractuelles des actifs financiers, des passifs financiers et des éléments hors bilan

Les tableaux ci-après présentent le profil des échéances contractuelles résiduelles liées à tous nos actifs, passifs et éléments hors bilan, en fonction de leur valeur comptable (p. ex., le coût amorti ou la juste valeur), à la date de clôture. Les éléments hors bilan sont répartis selon la date d'échéance du contrat.

Les renseignements détaillés sur les échéances contractuelles et les engagements de financement constituent une source d'information aux fins de la gestion du risque de liquidité. Ces renseignements détaillés servent notamment à modéliser un bilan préparé selon l'approche de la comptabilité behavioriste et qui est basé sur les échéances réelles, de manière à calculer les mesures du risque de liquidité. Pour plus de détails, se reporter à la section Évaluation du risque qui se trouve dans la rubrique Risque de liquidité et de financement de notre rapport annuel 2021.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2022									
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De 2 à 5 ans	5 ans et plus	Sans échéance précise	Total
<b>Actif</b>										
Trésorerie et dépôts auprès de banques	192 271 \$	2 \$	– \$	– \$	10 \$	– \$	– \$	– \$	2 300 \$	194 583 \$
Titres										
Titres détenus à des fins de transaction (1)	67 761	2 519	848	6	8	32	174	10 197	67 980	149 525
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	3 059	8 821	5 807	6 364	6 901	19 393	33 100	69 576	549	153 570
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés (2)	122 904	92 846	29 606	27 554	12 936	776	–	–	25 504	312 126
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable	33 606	19 223	29 413	27 831	29 737	140 174	312 950	64 557	82 540	740 031
Autres										
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	13 672	5 280	–	–	2	5	–	–	(83)	18 876
Dérivés	6 098	7 379	5 099	3 262	6 205	8 813	17 098	38 353	12	92 319
Autres actifs financiers	35 028	1 704	959	171	129	266	279	2 103	3 447	44 086
<b>Total des actifs financiers</b>	<b>474 399</b>	<b>137 774</b>	<b>71 732</b>	<b>65 188</b>	<b>55 928</b>	<b>169 459</b>	<b>363 601</b>	<b>184 786</b>	<b>182 249</b>	<b>1 705 116</b>
Autres actifs non financiers	6 821	1 612	267	256	552	2 380	2 314	5 865	27 286	47 353
<b>Total de l'actif</b>	<b>481 220 \$</b>	<b>139 386 \$</b>	<b>71 999 \$</b>	<b>65 444 \$</b>	<b>56 480 \$</b>	<b>171 839 \$</b>	<b>365 915 \$</b>	<b>190 651 \$</b>	<b>209 535 \$</b>	<b>1 752 469 \$</b>
<b>Passif et capitaux propres</b>										
Dépôts (3)										
Emprunts non garantis	100 325 \$	53 231 \$	43 700 \$	36 878 \$	45 970 \$	30 950 \$	49 037 \$	16 702 \$	674 323 \$	1 051 116 \$
Emprunts garantis	2 342	7 803	6 410	3 908	2 783	7 991	15 257	6 174	–	52 668
Obligations sécurisées	–	–	2 686	1 918	1 111	6 687	17 949	8 707	–	39 058
Autres										
Acceptations	13 663	5 280	–	–	2	5	–	–	9	18 959
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	41 544	–	–	–	–	–	–	–	–	41 544
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés (2)	189 351	43 348	6 404	1 347	2	676	–	–	23 881	265 009
Dérivés	6 120	7 296	5 071	3 206	4 949	8 897	17 347	35 216	–	88 102
Autres passifs financiers	32 915	1 592	915	328	479	830	2 272	11 272	841	51 444
Déventures subordonnées	–	–	191	–	–	110	1 924	8 336	–	10 561
<b>Total des passifs financiers</b>	<b>386 260</b>	<b>118 550</b>	<b>65 377</b>	<b>47 585</b>	<b>55 296</b>	<b>56 146</b>	<b>103 786</b>	<b>86 407</b>	<b>699 054</b>	<b>1 618 461</b>
Autres passifs non financiers	1 308	1 080	222	172	3 530	1 053	965	13 561	10 109	32 000
Titres de participation	–	–	–	–	–	–	–	–	102 008	102 008
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>387 568 \$</b>	<b>119 630 \$</b>	<b>65 599 \$</b>	<b>47 757 \$</b>	<b>58 826 \$</b>	<b>57 199 \$</b>	<b>104 751 \$</b>	<b>99 968 \$</b>	<b>811 171 \$</b>	<b>1 752 469 \$</b>
<b>Éléments hors bilan</b>										
Garanties financières	1 072 \$	1 863 \$	2 739 \$	2 561 \$	2 735 \$	1 312 \$	3 972 \$	1 121 \$	29 \$	17 404 \$
Engagements de crédit	2 081	9 097	13 303	9 424	16 780	52 011	172 026	16 153	3 833	294 708
Autres engagements liés au crédit	970	1 102	1 473	1 386	1 576	323	698	36	99 991	107 555
Autres engagements	27	11	17	17	20	70	164	303	605	1 234
<b>Total des éléments hors bilan</b>	<b>4 150 \$</b>	<b>12 073 \$</b>	<b>17 532 \$</b>	<b>13 388 \$</b>	<b>21 111 \$</b>	<b>53 716 \$</b>	<b>176 860 \$</b>	<b>17 613 \$</b>	<b>104 458 \$</b>	<b>420 901 \$</b>

- (1) Les titres d'emprunt détenus à des fins de transaction et classés à la juste valeur par le biais du résultat net sont pris en compte dans la catégorie Moins de 1 mois, car nous ne prévoyons pas détenir ces actifs jusqu'à leur échéance contractuelle.
- (2) Les conventions de revente et les transactions de mise en pension de titre en cours, qui n'ont pas de date d'échéance établie et qui sont généralement à court terme, ont été incluses dans la catégorie Sans échéance précise.
- (3) Une grande partie des dépôts basés sur les relations sont remboursables à vue ou moyennant un court préavis selon les conditions du contrat; toutefois, dans les faits, ces soldes de clients procurent les fonds de base nous permettant de répondre à nos besoins en matière d'exploitation et de liquidité comme il est expliqué à la section Profil des dépôts et du financement plus haut.

Au 31 octobre 2021										
(en millions de dollars canadiens)	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De 2 à 5 ans	5 ans et plus	Sans échéance précise	Total
<b>Actif</b>										
Trésorerie et dépôts auprès de banques	190 995 \$	2 \$	1 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	2 486 \$	193 484 \$
Titres										
Titres détenus à des fins de transaction (1)	67 655	46	87	41	6	20	169	9 845	61 371	139 240
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	7 220	4 811	5 546	5 832	5 514	22 368	31 393	62 289	511	145 484
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés (2)	104 301	89 612	51 664	22 982	16 987	98	–	–	22 259	307 903
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable	28 517	21 630	26 094	31 910	26 921	139 050	298 659	62 215	82 579	717 575
Autres										
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	12 654	7 209	5	–	–	5	–	–	(75)	19 798
Dérivés	5 325	10 788	4 318	4 334	3 005	10 139	17 890	39 733	9	95 541
Autres actifs financiers	33 149	1 523	1 942	145	135	270	277	2 044	3 351	42 836
<b>Total des actifs financiers</b>	<b>449 816</b>	<b>135 621</b>	<b>89 657</b>	<b>65 244</b>	<b>52 568</b>	<b>171 950</b>	<b>348 388</b>	<b>176 126</b>	<b>172 491</b>	<b>1 661 861</b>
Autres actifs non financiers	6 079	1 681	164	217	185	1 957	2 377	5 898	25 904	44 462
<b>Total de l'actif</b>	<b>455 895 \$</b>	<b>137 302 \$</b>	<b>89 821 \$</b>	<b>65 461 \$</b>	<b>52 753 \$</b>	<b>173 907 \$</b>	<b>350 765 \$</b>	<b>182 024 \$</b>	<b>198 395 \$</b>	<b>1 706 323 \$</b>
<b>Passif et capitaux propres</b>										
Dépôts (3)										
Emprunts non garantis	82 183 \$	44 058 \$	56 519 \$	36 342 \$	35 792 \$	30 625 \$	45 745 \$	18 320 \$	661 924 \$	1 011 508 \$
Emprunts garantis	2 442	4 244	7 543	4 362	2 804	9 557	15 040	6 118	–	52 110
Obligations sécurisées	1	848	–	2 693	1 878	5 350	18 321	8 122	–	37 213
Autres										
Acceptations	12 653	7 207	5	2	–	5	–	–	1	19 873
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	37 841	–	–	–	–	–	–	–	–	37 841
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés (2)	168 763	62 338	5 610	4 742	848	668	–	–	19 232	262 201
Dérivés	5 456	9 903	4 938	3 747	2 723	9 211	18 727	36 733	1	91 439
Autres passifs financiers	33 489	1 299	1 048	439	373	1 000	2 115	10 226	795	50 784
Débitures subordonnées	–	–	–	–	188	110	1 912	7 383	–	9 593
<b>Total des passifs financiers</b>	<b>342 828</b>	<b>129 897</b>	<b>75 663</b>	<b>52 327</b>	<b>44 606</b>	<b>56 526</b>	<b>101 860</b>	<b>86 902</b>	<b>681 953</b>	<b>1 572 562</b>
Autres passifs non financiers	1 663	6 907	434	290	155	1 108	1 172	13 360	9 910	34 999
Titres de participation	–	–	–	–	–	–	–	–	98 762	98 762
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>344 491 \$</b>	<b>136 804 \$</b>	<b>76 097 \$</b>	<b>52 617 \$</b>	<b>44 761 \$</b>	<b>57 634 \$</b>	<b>103 032 \$</b>	<b>100 262 \$</b>	<b>790 625 \$</b>	<b>1 706 323 \$</b>
<b>Éléments hors bilan</b>										
Garanties financières	387 \$	1 950 \$	2 999 \$	2 928 \$	2 206 \$	1 829 \$	3 326 \$	1 181 \$	61 \$	16 867 \$
Engagements de crédit	5 964	5 538	11 400	16 231	12 024	56 688	160 789	16 733	4 544	289 911
Autres engagements liés au crédit	966	1 064	1 569	1 536	1 376	370	726	38	99 815	107 460
Autres engagements	101	11	20	21	21	64	144	278	618	1 278
<b>Total des éléments hors bilan</b>	<b>7 418 \$</b>	<b>8 563 \$</b>	<b>15 988 \$</b>	<b>20 716 \$</b>	<b>15 627 \$</b>	<b>58 951 \$</b>	<b>164 985 \$</b>	<b>18 230 \$</b>	<b>105 038 \$</b>	<b>415 516 \$</b>

(1) Les titres d'emprunt détenus à des fins de transaction et classés à la juste valeur par le biais du résultat net sont pris en compte dans la catégorie Moins de 1 mois, car nous ne prévoyons pas détenir ces actifs jusqu'à leur échéance contractuelle.

(2) Les conventions de revente et les transactions de mise en pension de titre en cours, qui n'ont pas de date d'échéance établie et qui sont généralement à court terme, ont été incluses dans la catégorie Sans échéance précise.

(3) Une grande partie des dépôts basés sur les relations sont remboursables à vue ou moyennant un court préavis selon les conditions du contrat; toutefois, dans les faits, ces soldes de clients procurent les fonds de base nous permettant de répondre à nos besoins en matière d'exploitation et de liquidité comme il est expliqué à la section Profil des dépôts et du financement plus haut.

## Gestion des fonds propres

Nous continuons de gérer nos fonds propres conformément à notre cadre de gestion des fonds propres tel qu'il est décrit dans notre rapport annuel 2021. En outre, nous continuons de surveiller les faits nouveaux en matière de fonds propres réglementaires, notamment les lignes directrices du BSIF liées aux réformes de Bâle III du CBCB et les lignes directrices publiées en réponse à la pandémie de COVID-19, afin d'assurer le respect intégral et opportun de ces exigences, tel qu'il est présenté à la rubrique Gestion des fonds propres de notre rapport annuel 2021, mise à jour ci-après.

Le BSIF s'attend à ce que les banques canadiennes se conforment aux ratios cibles de Bâle III en ce qui concerne le ratio CET1, le ratio de fonds propres de première catégorie et le ratio du total des fonds propres. En vertu de l'accord de Bâle III, les banques doivent choisir l'une des deux approches principales suivantes pour calculer les fonds propres réglementaires minimaux nécessaires pour couvrir le risque de crédit, le risque de marché et le risque opérationnel : l'approche standard et l'approche fondée sur les notations internes.

Le Conseil de stabilité financière (CSF) nous a désignés de nouveau en tant que banque d'importance systémique mondiale. Cette désignation exige que nous respections une exigence plus élevée en matière d'absorption des pertes (capitaux propres attribuables aux actionnaires en pourcentage de l'actif pondéré en fonction des risques), soit 1 %, conformément à l'exigence applicable aux banques d'importance systémique intérieure.

Les exigences relatives à la capacité totale d'absorption des pertes du BSIF établissent deux normes minimales qui doivent être appliquées depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2021, à savoir le ratio de la capacité totale d'absorption des pertes fondé sur

les risques, qui s'appuie sur les ratios de fonds propres fondés sur les risques décrits dans la ligne directrice sur les normes de fonds propres, et le ratio de levier TLAC, qui s'appuie sur le ratio de levier décrit dans la ligne directrice sur les exigences de levier du BSIF. L'exigence TLAC vise à assurer une capacité suffisante d'absorption des pertes d'une banque d'importance systémique intérieure de manière à permettre sa recapitalisation interne dans l'éventualité d'une défaillance. On entend par « capacité totale d'absorption des pertes » ou « TLAC » l'ensemble des fonds propres de première catégorie, des fonds propres de deuxième catégorie et des autres instruments TLAC, qui permettent leur conversion, en tout ou en partie, en actions ordinaires en vertu de la *Loi sur la SADC* et moyennant satisfaction de tous les critères d'admissibilité de la directive.

Au deuxième trimestre de 2020, le BSIF a annoncé une série d'ajustements réglementaires et de directives visant à soutenir la résilience financière et opérationnelle du secteur bancaire dans le contexte actuel de la pandémie de COVID-19, et continue, lorsque nécessaire, de publier des directives visant à mettre en œuvre, à clarifier, à réviser ou à abolir certains aspects ou exigences. Bien que certaines mesures et directives publiées en réponse à la pandémie de COVID-19 aient été abolies, d'autres demeurent en place, notamment :

- Modifications pour les augmentations de dotations à la provision pour pertes de crédit attendues liées aux fonds propres CET1 consistant à appliquer un montant majoré, ajusté en fonction des incidences fiscales et multiplié par un taux d'exclusion de 25 % pour les provisions de stade 1 et de stade 2 entre le premier trimestre de 2020 et les trimestres correspondants de l'exercice 2022. Le taux d'exclusion a été ramené de 50 % pour l'exercice 2021 à 25 % pour l'exercice 2022, et cessera de s'appliquer à compter de l'exercice 2023. Ces modifications ne s'appliquent pas aux portefeuilles d'une institution financière qui sont calculés selon l'approche fondée sur les notations internes pour les trimestres au cours desquels l'institution affiche un déficit au titre des provisions.
- Exclusion des montants de l'exposition du ratio de levier des réserves auprès de la banque centrale qui sont admissibles en tant qu'actifs liquides de haute qualité.
- Abaissement du plancher de fonds propres réglementaire actuel pour les institutions financières qui utilisent l'approche fondée sur les notations internes, ce plancher étant ramené à 70 % de l'actif pondéré en fonction des risques aux termes de l'approche standard. Le plancher réduit restera en vigueur jusqu'à l'adoption des réformes de Bâle III.
- Clarification du traitement des ratios de fonds propres et de levier applicables à certains programmes d'aide publique.

Pour plus de détails, se reporter à la rubrique portant sur la gestion des fonds propres de notre rapport annuel 2021. Le BSIF a évalué la nécessité de ces mesures et continuera de le faire. Au besoin, nous avons tenu compte des ajustements et directives en vigueur dans nos résultats et nos activités continues de planification des fonds propres.

Le tableau ci-après présente un sommaire des ratios cibles réglementaires actuels établis par le BSIF au titre de Bâle III ainsi que des exigences relatives au deuxième pilier. Nous respectons toutes les exigences en matière de fonds propres, de levier et de capacité totale d'absorption des pertes que nous impose le BSIF.

Ratios de fonds propres, de levier et TLAC au titre de Bâle III	Exigences de ratios cibles des fonds propres réglementaires du BSIF applicables aux grandes banques au titre de Bâle III					Ratios de fonds propres, de levier et TLAC de RBC au 31 janvier 2022	Réserve pour stabilité intérieure <sup>(3)</sup>	Ratio minimal, y compris les réserves de fonds propres, le supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure et mondiale et la réserve pour stabilité intérieure au 31 janvier 2022
	Ratio minimal	Réserves de fonds propres <sup>(1)</sup>	Ratio minimal, y compris les réserves de fonds propres	Supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure et mondiale <sup>(2)</sup>	Ratio minimal, y compris les réserves de fonds propres et le supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure et mondiale <sup>(2)</sup>			
Fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires	4,5 %	2,5 %	7,0 %	1,0 %	8,0 %	13,5 %	2,5 %	10,5 %
Fonds propres de première catégorie	6,0 %	2,5 %	8,5 %	1,0 %	9,5 %	14,8 %	2,5 %	12,0 %
Total des fonds propres	8,0 %	2,5 %	10,5 %	1,0 %	11,5 %	16,6 %	2,5 %	14,0 %
Ratio de levier	3,0 %	s.o.	3,0 %	s.o.	3,0 %	4,8 %	s.o.	3,0 %
Ratio TLAC <sup>(4)</sup>	21,5 %	s.o.	21,5 %	s.o.	21,5 %	26,4 %	2,5 %	24,0 %
Ratio de levier TLAC <sup>(4)</sup>	6,75 %	s.o.	6,75 %	s.o.	6,75 %	8,5 %	s.o.	6,75 %

(1) Les réserves de fonds propres comprennent la réserve de conservation des fonds propres et la réserve de fonds propres anticyclique, comme le BSIF le prescrit.

(2) Un supplément de fonds propres équivalant à notre supplément applicable aux banques d'importance systémique intérieure et au supplément du CBCB applicable aux banques d'importance systémique mondiale, selon le plus élevé des deux montants, s'applique aux fonds propres pondérés en fonction des risques.

(3) Le 10 décembre 2021, le BSIF a confirmé que la réserve pour stabilité intérieure serait maintenue à 2,50 % du total de l'actif pondéré en fonction des risques.

(4) Avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> novembre 2021, le BSIF exige que les banques canadiennes d'importance systémique intérieure respectent les exigences minimales en matière de ratio TLAC fondé sur le risque et de ratio de levier TLAC, lesquelles sont calculées au moyen de la ligne directrice sur la capacité totale d'absorption des pertes (Total Loss Absorbing Capacity [TLAC]) du BSIF.

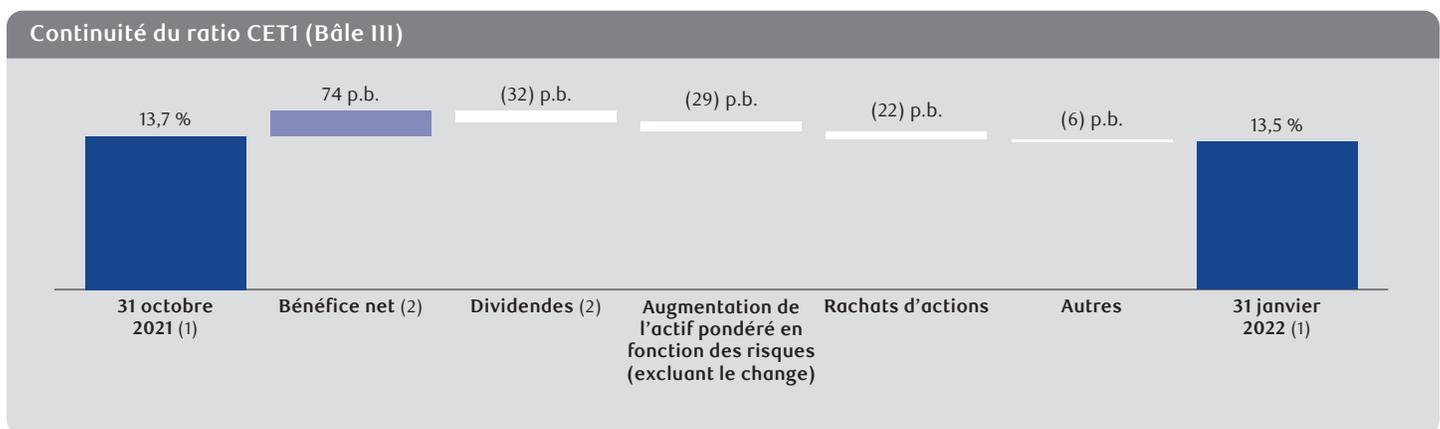
s.o. sans objet

Le tableau qui suit présente des informations détaillées sur nos fonds propres réglementaires, notre actif pondéré en fonction des risques et nos ratios de fonds propres, de levier et TLAC. Notre position de capital demeure solide, et nos ratios de fonds propres, de levier et TLAC restent bien supérieurs aux cibles de fonds propres réglementaires fixées par le BSIF.

	Aux		
	31 janvier 2022	31 octobre 2021	31 janvier 2021
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)			
<b>Fonds propres (1)</b>			
Fonds propres CET1	77 080 \$	75 583 \$	69 555 \$
Fonds propres de première catégorie	84 493	82 246	76 733
Total des fonds propres	94 502	92 026	86 543
<b>Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul des ratios de fonds propres (1)</b>			
Risque de crédit	452 697 \$	444 142 \$	458 162 \$
Risque de marché	41 812	34 806	28 449
Risque opérationnel	74 776	73 593	70 908
<b>Total de l'actif pondéré en fonction des risques</b>	<b>569 285 \$</b>	<b>552 541 \$</b>	<b>557 519 \$</b>
<b>Ratios de fonds propres et ratio de levier (1)</b>			
Ratio CET1	13,5 %	13,7 %	12,5 %
Ratio de fonds propres de première catégorie	14,8 %	14,9 %	13,8 %
Ratio du total des fonds propres	16,6 %	16,7 %	15,5 %
Ratio de levier	4,8 %	4,9 %	4,8 %
Exposition du ratio de levier (en milliards)	1 761 \$	1 662 \$	1 585 \$
<b>TLAC disponible et ratio (2), (3)</b>			
Capacité totale d'absorption des pertes disponible	150 136 \$	S.O.	S.O.
Ratio TLAC	26,4 %	S.O.	S.O.
Ratio de levier TLAC	8,5 %	S.O.	S.O.

- (1) Les fonds propres, l'actif pondéré en fonction des risques et les ratios de fonds propres sont calculés conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF et le ratio de levier est calculé conformément à la ligne directrice sur les exigences de levier du BSIF, révisées pour tenir compte des lignes directrices publiées par le BSIF en réponse à la pandémie de COVID-19. Les lignes directrices sur les normes de fonds propres et les exigences de levier sont établies d'après le cadre de l'accord de Bâle III.
- (2) Avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> novembre 2021, le BSIF exige que les banques canadiennes d'importance systémique intérieure respectent les exigences minimales en matière de ratio TLAC fondé sur le risque et de ratio de levier TLAC, lesquelles sont calculées au moyen de la ligne directrice sur la capacité totale d'absorption des pertes (Total Loss Absorbing Capacity [TLAC]) du BSIF.
- (3) La norme TLAC s'applique aux entités de résolution pour lesquelles nous sommes réputés être la Banque Royale du Canada et à ses filiales. Une entité de résolution et ses filiales sont collectivement appelées groupe de résolution. Le ratio TLAC et le ratio de levier TLAC sont calculés au moyen de la TLAC disponible, en pourcentage de l'actif pondéré en fonction des risques et de l'exposition aux fins du ratio de levier, respectivement.
- s.o. sans objet

## Premier trimestre de 2022 par rapport au quatrième trimestre de 2021



- (1) Représente des chiffres arrondis.
- (2) Représente des capitaux autogénérés d'un montant de 2,3 milliards de dollars se composant du bénéfice net disponible pour les actionnaires, moins les dividendes sur les actions ordinaires et privilégiées et les distributions sur les autres instruments de capitaux propres.

Notre ratio CET1 s'est établi à 13,5 %, en baisse de 20 p.b. par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de l'augmentation de l'actif pondéré en fonction des risques (excluant le change) et des rachats d'actions, ce qui a été contrebalancé en partie par les capitaux autogénérés.

L'actif pondéré en fonction des risques a augmenté de 17 milliards de dollars, du fait surtout de l'expansion des activités en ce qui concerne les prêts de gros, notamment les engagements de souscription de prêts, le risque de marché et les prêts hypothécaires résidentiels, facteurs qui ont été contrebalancés en partie par une diminution des dérivés. L'incidence du change a également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la variation nette de notation, principalement dans nos portefeuilles de gros. L'incidence du change sur l'actif pondéré en fonction des risques a été en grande partie compensée par les couvertures économiques de notre ratio CET1.

Notre ratio de fonds propres de première catégorie, soit 14,8 %, a reculé de 10 p.b., en raison des facteurs susmentionnés en ce qui concerne le ratio CET1 et de l'incidence favorable de l'émission d'actions privilégiées.

Notre ratio du total des fonds propres s'est chiffré à 16,6 %, en baisse de 10 p.b., en raison des facteurs susmentionnés en ce qui concerne le ratio de fonds propres de première catégorie et de l'incidence favorable de l'émission de débetures subordonnées.

Notre ratio de levier s'est établi à 4,8 %, en baisse de 10 p.b., en raison principalement de l'annulation des modifications réglementaires concernant les titres d'émetteurs souverains en tant qu'actifs liquides de haute qualité annoncées par le BSIF. La progression des positions de levier attribuable à l'expansion des activités et les rachats d'actions ont également contribué à la diminution. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par les capitaux autogénérés et l'émission d'actions privilégiées.

L'augmentation de 99 milliards de dollars des positions de levier est principalement attribuable à l'annulation des modifications réglementaires susmentionnée, à l'expansion des activités de prêts et de titres et à l'incidence du change.

### Principales activités de gestion des fonds propres

Le tableau suivant présente nos principales activités de gestion des fonds propres.

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2022		
	Date d'émission ou de rachat	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
<b>Fonds propres de première catégorie</b>			
Activités liées aux actions ordinaires			
Actions émises dans le cadre des régimes de rémunération fondée sur des actions (1)		407	34 \$
Rachat pour annulation (2)		(8 871)	(111)
Émission d'actions privilégiées de série BT (2), (3)	5 novembre 2021	750	750
<b>Fonds propres de deuxième catégorie</b>			
Émission de débetures subordonnées échéant le 3 mai 2032 (2), (3)	25 janvier 2022		1 000 \$

(1) Les montants comprennent la trésorerie reçue au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.

(2) Pour plus de détails, se reporter à la note 8 de nos états financiers résumés.

(3) Instruments de fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV).

Le 6 décembre 2021, nous avons annoncé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant le rachat d'au plus 45 millions de nos actions ordinaires. Les rachats ont débuté le 8 décembre 2021 et se poursuivront jusqu'au 7 décembre 2022, ou jusqu'à une date antérieure si nous terminons plus tôt le rachat de toutes les actions autorisées en vertu de cette offre. Depuis le lancement de cette offre, environ 9 millions d'actions ordinaires ont été rachetées et annulées au total, pour un prix d'environ 1 214 millions de dollars.

Nous déterminons le montant et le calendrier des rachats dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités après consultation du BSIF. Les rachats peuvent être effectués par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto, de la Bourse de New York et d'autres Bourses ou systèmes canadiens de négociation désignés. Le prix payé pour les actions rachetées correspond au cours en vigueur à la date du rachat.

Le 5 novembre 2021, nous avons émis 750 000 actions privilégiées de premier rang à taux fixe rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de série BT à des investisseurs institutionnels au prix de 1 000 \$ l'action.

Le 25 janvier 2022, nous avons émis 1 000 millions de dollars de débetures subordonnées relatives aux FPUNV. Ces débetures portent intérêt au taux fixe de 2,94 % par année jusqu'au 3 mai 2027, puis au taux Canadian Dollar Offered Rate à trois mois majoré de 0,76 % jusqu'à leur échéance, le 3 mai 2032.

Au cours du trimestre, nous avons également annoncé notre intention de racheter la totalité des 6 millions d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de série B) au prix de 25,75 \$ l'action. Les actions seront rachetées le 24 février 2022.

## Principales données concernant les actions (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et sauf indication contraire)	Au 31 janvier 2022		
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Dividendes déclarés par action
Actions ordinaires émises	1 416 723	17 651 \$	1,20 \$
Actions propres – actions ordinaires (2)	(703)	(79)	
Actions ordinaires en circulation	1 416 020	17 572 \$	
Options sur actions et attribution d'actions			
En cours	8 418		
Exercçables	3 788		
Actions privilégiées de premier rang émises			
À dividende non cumulatif, série AZ (3), (4)	20 000	500 \$	0,23 \$
À dividende non cumulatif, série BB (3), (4)	20 000	500	0,23
À dividende non cumulatif, série BD (3), (4)	24 000	600	0,20
À dividende non cumulatif, série BF (3), (4)	12 000	300	0,19
À dividende non cumulatif, série BH (4)	6 000	150	0,31
À dividende non cumulatif, série BI (4)	6 000	150	0,31
À dividende non cumulatif, série BJ (4)	6 000	150	0,33
À dividende non cumulatif, série BO (3), (4)	14 000	350	0,30
À dividende non cumulatif, série BT (3), (4)	750	750	12,77
À dividende non cumulatif, série C-2 (5)	15	23	16,88 \$ US
Autres instruments de capitaux propres émises			
Billets de capital à recours limité de série 1 (3), (4), (6), (7)	1 750	1 750	4,50 %
Billets de capital à recours limité de série 2 (3), (4), (6), (7)	1 250	1 250	4,00 %
Billets de capital à recours limité de série 3 (3), (4), (6), (7)	1 000	1 000	3,65 %
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres émis	1 12 765	7 473	
Instruments en propre – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres (2)	(35)	(32)	
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres en circulation	1 12 730	7 441 \$	
Dividendes sur actions ordinaires		1 702 \$	
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres (8)		54	

- (1) Pour plus de détails au sujet de nos activités de gestion des fonds propres, se reporter à la note 8 de nos états financiers résumés.
- (2) Les montants positifs représentent une position vendeur, et les montants négatifs représentent une position acheteur.
- (3) Le taux de dividende est révisé tous les cinq ans.
- (4) Instruments relatifs aux FPUNV.
- (5) Représente 615 400 actions représentatives d'actions étrangères relatives aux actions privilégiées de série C-2. Chaque action représentative d'action étrangère représente un quarantième de droit sur une action de série C-2.
- (6) En ce qui concerne les billets LRCN, le nombre d'actions correspond au nombre de billets émis, et les dividendes déclarés par action correspondent au taux d'intérêt annuel applicable aux billets émis à la date de clôture.
- (7) Dans le cadre de l'émission des billets LRCN de série 1, le 28 juillet 2020, nous avons émis 1 750 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang de série BQ (série BQ). En lien avec l'émission des billets LRCN de série 2, le 2 novembre 2020, nous avons émis 1 250 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang de série BR (série BR). Aux termes de l'émission des billets LRCN de série 3, le 8 juin 2021, nous avons émis 1 000 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang de série BS (série BS). Les actions privilégiées des séries BQ, BR et BS ont été émises au prix de 1 000 \$ chacune et en faveur d'une fiducie consolidée afin d'y être détenues en tant qu'actifs en fiducie en lien avec la structure des billets LRCN. Pour plus de détails, se reporter à la note 19 de nos états financiers consolidés annuels de 2021.
- (8) Compte non tenu des distributions versées aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle.

Au 18 février 2022, le nombre d'actions ordinaires en circulation s'établissait à 1 416 620 149, déduction faite des 150 487 actions propres détenues, et le nombre d'options sur actions et d'attributions d'actions en cours était de 8 370 739.

Les clauses relatives aux FPUNV exigent la conversion des instruments de fonds propres en un nombre variable d'actions ordinaires dès lors que le BSIF considère une banque comme non viable ou que le gouvernement fédéral ou un gouvernement provincial au Canada annonce publiquement qu'une banque a accepté ou a convenu d'accepter une injection de capitaux. Si un événement déclencheur faisant intervenir les FPUNV devait se produire, les actions privilégiées de séries AZ, BB, BD, BF, BH, BI, BJ, BO et BT, les billets LRCN de séries 1, 2 et 3 et les débentures subordonnées échéant le 27 janvier 2026, le 25 juillet 2029, le 23 décembre 2029, le 30 juin 2030, le 28 janvier 2033, le 3 novembre 2031 et le 3 mai 2032, qui sont des instruments de fonds propres relatifs aux FPUNV au 31 janvier 2022, seraient convertis en actions ordinaires selon une formule de conversion automatique, à un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) un prix plancher contractuel de 5,00 \$; et ii) le cours de nos actions ordinaires à la date de l'événement déclencheur (cours moyen pondéré sur 10 jours). Selon un prix plancher de 5,00 \$ et en tenant compte des dividendes et intérêts cumulés estimés, ces instruments de fonds propres relatifs aux FPUNV se convertiraient au total en un maximum de 4 529 millions d'actions ordinaires, d'où un effet dilutif de 76,18 % selon le nombre d'actions ordinaires en circulation au 31 janvier 2022.

**Banques d'importance systémique mondiale selon 13 indicateurs d'évaluation** (1)

Le CBCB et le CSF se servent de 13 indicateurs de la méthodologie d'évaluation pour déterminer l'importance systémique des grandes banques mondiales. Comme il a été indiqué précédemment, nous avons été désignés comme banque d'importance systémique mondiale. Le tableau ci-après présente les 13 indicateurs (12 indicateurs en 2020) à partir desquels est faite cette détermination.

(en millions de dollars canadiens)	31 octobre 2021	31 octobre 2020
<b>Activité transfrontalière</b> (2)		
Créances transfrontalières (3)	864 580 \$	723 906 \$
Passifs transfrontaliers	682 547	570 311
<b>Taille</b> (4)		
Expositions totales telles que définies par le ratio de levier de Bâle III (5)	1 927 048	1 774 946
<b>Interdépendance</b> (6)		
Actifs dans le système financier (5)	211 054	187 039
Passifs dans le système financier (5)	175 554	163 705
Titres en circulation (5)	415 329	335 640
<b>Substituabilité/infrastructure financière</b> (7)		
Activité de paiement	53 048 298	48 993 443
Actifs sous garde	4 909 994	4 473 237
Valeurs des transactions placées sur les marchés obligataires et boursiers	321 168	374 919
Volume de transactions (8)		
Titres à revenu fixe	6 341 568	s.o.
Titres de capitaux propres et autres titres	5 187 311	s.o.
<b>Complexité</b> (9)		
Valeur nominale des dérivés hors cote (5)	22 271 423	22 713 363
Titres détenus à des fins de transaction et titres de placement	77 693	59 664
Actifs de niveau 3 (5)	3 594	2 857

(1) Les indicateurs d'importance systémique mondiale des banques reposent sur la méthodologie prescrite dans les lignes directrices publiées par le CBCB en juillet 2013 et mises à jour en juillet 2018, et sont présentés conformément au préavis du BSIF intitulé Banques d'importance systémique mondiale – Obligations redditionnelles. Les indicateurs s'appuient sur les principes de consolidation prescrits par la réglementation, ce qui exclut les filiales RBC Assurances®, sauf indication contraire dans la méthodologie d'évaluation. Pour obtenir nos informations indépendantes sur les banques d'importance systémique mondiale pour 2021, se reporter à la section Information réglementaire à l'adresse [rbc.com/investisseurs](http://rbc.com/investisseurs).

(2) Représente le niveau d'interaction d'une banque hors de son territoire.

(3) Aux fins de la présentation de nos informations sur les banques d'importance systémique mondiale à compter de 2021, les créances transfrontalières comprennent les créances sur dérivés étrangères établies sur la base du risque ultime. Ce changement a été reflété prospectivement.

(4) Représente le total des expositions au bilan et hors bilan de la banque selon les règles de ratio de levier du BSIF en vertu de l'accord de Bâle III, avant ajustements réglementaires.

(5) Aux fins de la présentation de nos informations sur les banques d'importance systémique mondiale à compter de 2021, le BSIF a étendu la portée de la consolidation pour ces indicateurs de manière à inclure les activités d'assurance. Ce changement a été reflété prospectivement.

(6) Représente les transactions avec d'autres institutions financières.

(7) Représente la mesure dans laquelle les services de la banque pourraient être remplacés par ceux d'autres institutions.

(8) Aux fins de la présentation de nos informations sur les banques d'importance systémique mondiale à compter de 2021, l'indicateur relatif au volume de transactions a été ajouté à titre d'indicateur principal.

(9) Tient compte du degré de complexité et du volume des activités de négociation de la banque visant les dérivés, les titres détenus à des fins de transaction, les titres de placement et les actifs de niveau 3.

s.o. sans objet

**2021 par rapport à 2020**

En 2021, la valeur nominale des dérivés hors cote a diminué, principalement pour les contrats de taux d'intérêt, sous l'effet du ralentissement des activités de négociation et des exigences de couverture. Les actifs sous garde ont augmenté en raison principalement d'une augmentation des rendements du marché. L'augmentation de l'exposition totale liée au ratio de levier en vertu de l'accord de Bâle III est principalement attribuable à l'expansion des activités en ce qui concerne les prêts, les dépôts productifs d'intérêts auprès de banques, les titres, les engagements inutilisés, les mises en pension de titres et les dérivés, facteurs en partie annulés par l'incidence du change. Les autres différences par rapport à l'exercice précédent résultent essentiellement des fluctuations normales des activités commerciales, ainsi que des conséquences de la pandémie de COVID-19, y compris les paiements supplémentaires liés aux programmes d'aide du gouvernement et l'accroissement des niveaux de liquidités découlant de l'augmentation des dépôts des clients attribuable aux effets de la pandémie, et aux mesures prises par les banques centrales à cet égard, qui se sont fait sentir dans tous les secteurs.

## Questions en matière de comptabilité et de contrôle

### Résumé des méthodes comptables et estimations

Nos états financiers résumés sont présentés conformément à la Norme comptable internationale (IAS) 34 *Information financière intermédiaire*. Nos principales méthodes comptables sont décrites à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2021.

#### Mise en application des méthodes, jugements, estimations et hypothèses comptables critiques

Les perspectives économiques demeurent incertaines en raison de l'évolution imprévisible de la pandémie de COVID-19, ce qui pourrait continuer d'avoir une incidence sur nos résultats financiers. Nous continuons de surveiller et d'évaluer les effets de la pandémie de COVID-19 sur nos jugements, estimations et hypothèses comptables critiques, qui sont décrits dans la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2021.

#### Changements futurs de méthodes comptables et d'informations à fournir

Les changements futurs de méthodes comptables et d'informations à fournir qui, en ce qui nous concerne, ne sont pas encore en vigueur, sont également décrits à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2021.

## Contrôles et procédures

#### Contrôles et procédures de présentation de l'information

Au 31 janvier 2022, la direction a évalué l'efficacité de nos contrôles et procédures de présentation de l'information conformément aux règles adoptées par la SEC des États-Unis. Cette évaluation a été faite sous la supervision et avec le concours du président et chef de la direction et du chef des finances, qui ont conclu que nos contrôles et procédures de présentation de l'information étaient efficaces au 31 janvier 2022.

#### Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2022, nous n'avons effectué aucune modification de notre contrôle interne à l'égard de l'information financière ayant eu une incidence significative, ou étant raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

## Transactions entre parties liées

Dans le cours normal de nos activités, nous offrons des services bancaires et des services d'exploitation habituels, et concluons d'autres transactions avec des sociétés affiliées ou avec d'autres sociétés liées, y compris avec nos coentreprises, selon des modalités semblables à celles des parties non liées. Nous consentons des prêts à des administrateurs, à des dirigeants et à d'autres employés à des taux normalement consentis à nos clients privilégiés. Nous offrons en outre des régimes d'attribution d'actions différées et d'autres régimes aux administrateurs qui ne sont pas nos employés, aux dirigeants et à certains autres employés clés. Pour plus de détails, se reporter aux notes 11 et 25 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2021.

## Glossaire

**Acceptations**

Lettre de change ou instrument négociable tiré sur une banque par un emprunteur qui s'engage à effectuer le paiement à l'échéance. L'acceptation représente une garantie de paiement par la Banque et est négociable sur le marché monétaire. En contrepartie de cette garantie, la Banque reçoit une commission d'acceptation.

**Correction de valeur pour pertes de crédit**

Montant jugé adéquat par la direction pour absorber les pertes de crédit attendues à la date de clôture. La correction de valeur est déterminée pour tous les actifs financiers soumis à des tests de dépréciation, y compris certains prêts, titres de créance, engagements de clients en contrepartie d'acceptations, garanties financières et engagements inutilisés. La correction de valeur est modifiée du montant de la dotation à la provision pour pertes de crédit comptabilisée, laquelle est imputée au résultat et réduite en fonction du montant des radiations, après déduction des recouvrements au cours de la période.

**Titres adossés à des actifs**

Titres créés au moyen de la titrisation d'un groupe d'actifs, par exemple des prêts automobiles ou des prêts sur cartes de crédit.

**Biens administrés**

Biens que nous administrons et qui sont la propriété effective de nos clients au 31 octobre, à moins d'indication contraire. Les services fournis relativement aux biens administrés sont de nature administrative et comprennent notamment les services de garde, le recouvrement des revenus de placement, le règlement des opérations de vente et d'achat et la tenue de registres.

**Biens sous gestion**

Biens que nous gérons et qui sont la propriété effective de nos clients au 31 octobre, à moins d'indication contraire. Les services fournis relativement aux biens sous gestion comprennent le choix des placements et les services-conseils en matière d'investissement. Nous détenons des biens sous gestion que nous administrons également et qui sont inclus dans les biens administrés.

**Capital attribué**

Le capital attribué repose sur les exigences en matière de fonds propres réglementaires et de capital économique de Bâle III.

**Titres à enchères**

Titres d'emprunt dont les taux d'intérêt sont régulièrement réévalués à la suite d'un processus d'enchères.

**Moyenne des actifs productifs, montant net**

La moyenne des actifs productifs tient compte des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques, des titres, déduction faite de la correction de valeur applicable, des actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés et des prêts, déduction faite de la correction de valeur, des garanties en espèces et des dépôts de garantie en espèces. Les actifs liés aux assurances et tous les autres actifs non spécifiés sont exclus. Les moyennes sont fondées sur les soldes quotidiens pour la période.

**Point de base (p.b.)**

Un centième pour cent (0,01 %).

**Sûretés**

Sûretés pour un prêt ou toute autre obligation. Les sûretés peuvent être des espèces, des titres assortis de notations élevées, des propriétés, des stocks, du matériel et des créances.

**Titres garantis par des créances (TGC)**

Titres comportant plusieurs tranches qui sont émis par des entités structurées et garantis par des créances, y compris des obligations et des prêts. Chaque tranche offre un degré différent de risque et de rendement pouvant répondre à la demande des investisseurs.

**Titres adossés à des créances hypothécaires commerciales**

Titres créés au moyen de la titrisation de créances hypothécaires commerciales.

**Engagements de crédit**

Montants inutilisés de facilités de crédit offertes aux clients, sous la forme de prêts, d'acceptations bancaires ou d'autres types de financement au bilan, ou encore d'instruments hors bilan tels que les garanties et les lettres de crédit.

**Fonds propres CET1**

Mesure de fonds propres prévue par l'accord de Bâle III se composant principalement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, moins les déductions et ajustements réglementaires pour le goodwill et les immobilisations incorporelles, les actifs des régimes de retraite à prestations définies, le déficit au titre des provisions et d'autres éléments définis.

**Ratio CET1**

Mesure de fonds propres basée sur le risque correspondant aux fonds propres CET1 divisés par l'actif pondéré en fonction des risques.

**Obligations sécurisées**

Obligations avec plein recours figurant au bilan émises par les banques et les établissements de crédit qui sont également entièrement garanties par des actifs sur lesquels les investisseurs ont priorité en cas d'insolvabilité de l'émetteur.

**Swaps sur défaillance**

Contrat dérivé qui offre à l'acquéreur un paiement non récurrent en cas de défaillance de l'entité ou des entités (ou si un événement déclencheur semblable survient).

**Dérivé**

Contrat conclu entre deux parties qui ne nécessite que peu ou pas d'investissements initiaux et en vertu duquel les paiements faits de part et d'autre sont tributaires de la variation du prix d'un instrument, d'un indice boursier ou d'un taux financier sous-jacent. Les dérivés comprennent notamment les swaps, les options, les contrats de garantie de taux d'intérêt et les contrats à terme standardisés. Le capital nominal du dérivé est le montant de référence en fonction duquel les paiements effectués entre les parties sont calculés. Le capital nominal lui-même ne fait habituellement pas l'objet d'un versement.

**Ratio de distribution**

Dividendes sur actions ordinaires exprimés en pourcentage du bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires.

**Rendement de l'action**

Dividende par action ordinaire divisé par la moyenne des cours extrêmes pour la période visée.

**Bénéfice par action – de base**

Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires, divisé par le nombre moyen d'actions en circulation.

**Bénéfice par action – dilué**

Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires, divisé par le nombre moyen d'actions en circulation ajusté pour tenir compte de l'effet de dilution des options sur actions et des autres titres convertibles.

**Pertes de crédit attendues**

Différence entre les flux de trésorerie contractuels qui nous sont dus conformément aux conditions du contrat et les flux de trésorerie que nous nous attendons à recevoir, actualisée à la date de clôture.

**Juste valeur**

La juste valeur d'un instrument financier correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

**Ajustement de l'évaluation lié au financement**

Les ajustements de l'évaluation liés au financement sont calculés afin de tenir compte du coût et de l'avantage du financement dans l'évaluation des dérivés hors cote sous-garantis ou non garantis. Les flux de trésorerie futurs prévus de ces dérivés sont actualisés de manière à refléter le coût et l'avantage du financement des dérivés en utilisant comme données une courbe de financement, les volatilités implicites et les corrélations.

**Garanties et lettres de crédit**

Représentent principalement des garanties de paiement irrévocables par une banque dans le cas où un client serait incapable d'honorer ses obligations financières envers des tiers. Certaines autres garanties (comme les cautionnements de soumission et les garanties de bonne exécution) sont de nature non financière.

**Couverture**

Technique de gestion du risque visant à réduire l'exposition aux risques de marché, de taux d'intérêt ou de change liés aux transactions bancaires courantes. L'élimination ou la réduction du risque est obtenue au moyen de la prise de positions compensatoires. Par exemple, des actifs libellés dans une devise peuvent être couverts au moyen de passifs libellés dans cette même devise ou au moyen de divers instruments de couverture de change (comme les contrats à terme standardisés, les options sur devises et les contrats de change à terme).

**Fonds de couverture**

Fonds d'investissement offert aux investisseurs accrédités disposant d'un avoir net élevé, qui est assujéti à une réglementation et à des restrictions limitées à l'égard de ses placements comparativement aux fonds communs de placement de détail et qui a souvent recours à des stratégies audacieuses comme la vente à découvert, l'endettement, la négociation informatisée, les swaps, l'arbitrage et les dérivés.

**Actifs liquides de haute qualité**

Les actifs sont considérés comme des actifs liquides de haute qualité s'ils peuvent être facilement et immédiatement convertis en espèces durant une période de tensions, et ce, en perdant peu ou pas de valeur.

**Prêts douteux**

Un prêt est classé comme prêt douteux si la qualité de crédit s'est détériorée de telle sorte que la direction juge que le plein recouvrement des intérêts et du capital aux dates prévues conformément aux modalités du contrat de prêt n'est plus raisonnablement assuré. Les soldes de cartes de crédit ne sont pas classés comme douteux étant donné qu'ils sont directement sortis du bilan après 180 jours de retard.

**Normes internationales d'information financière (IFRS)**

Les IFRS comprennent les normes, les interprétations et le cadre fondés sur des principes adoptés par l'International Accounting Standards Board.

**Ratio de levier**

Mesure réglementaire prévue par l'accord de Bâle III consistant à diviser les fonds propres de première catégorie par la somme du total de l'actif et d'éléments hors bilan particuliers.

**Ratio de liquidité à court terme**

Le ratio de liquidité à court terme est une mesure prévue par l'accord de Bâle III utilisée pour évaluer la suffisance des actifs liquides de haute qualité disponibles pour satisfaire aux obligations financières à court terme nettes sur une période de 30 jours advenant une sévère crise de liquidité.

**Ratio prêt-valeur**

Calculé en fonction du montant total de la facilité aux fins des prêts hypothécaires résidentiels et des produits de la gamme Marge Proprio RBC® divisé par la valeur des propriétés résidentielles connexes.

**Convention-cadre de compensation**

Accord conclu entre la Banque et une contrepartie et conçu afin de réduire le risque de crédit lié à de multiples transactions sur dérivés au moyen de la création d'un droit juridique de contrebalancer l'exposition au risque dans le cas d'une défaillance.

**Revenu net d'intérêt**

Écart entre le montant gagné sur les actifs (tels que les prêts et les titres) et le montant versé au titre des passifs (tels que les dépôts et les débiteures subordonnées).

**Marge nette d'intérêt (selon la moyenne des actifs productifs, montant net)**

Représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne des actifs productifs, montant net.

**Ratio de liquidité à long terme**

Le ratio de liquidité à long terme est une mesure prévue par l'accord de Bâle III utilisée pour évaluer la suffisance des liquidités à long terme disponibles eu égard au respect du niveau de couverture minimal de financement stable exigé.

**Offre publique de rachat dans le cours normal des activités**

Programme visant le rachat de nos propres actions aux fins d'annulation, par l'intermédiaire d'une Bourse, assujéti aux divers règlements de la Bourse et de la commission des valeurs mobilières pertinentes.

**Capital nominal**

Montant contractuel de référence utilisé pour calculer les paiements relatifs aux dérivés.

**Instruments financiers hors bilan**

Divers types d'ententes offertes aux clients, qui comprennent les dérivés de crédit, les ventes d'options de vente, les facilités de garantie de liquidités, les produits à valeur stable, les lettres de garantie financière, les garanties de bonne fin, les rehaussements de crédit, les prêts hypothécaires vendus avec recours, les engagements de crédit, les prêts de titres, les lettres de crédit documentaire et commerciales, les facilités d'émission de billets ou les facilités de prise ferme renouvelables, les garanties pour prêt de titres et les indemnisations.

**Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF)**

Principale autorité de réglementation des institutions financières constituées sous le régime d'une loi fédérale canadienne et des régimes de retraite administrés par le gouvernement fédéral canadien. Le BSIF a pour mission de protéger les titulaires de police, les déposants et les participants aux régimes de retraite contre les pertes indues.

**Levier d'exploitation**

Écart entre le taux de croissance de nos revenus et le taux de croissance des frais autres que d'intérêt.

**Options**

Contrat ou disposition d'un contrat qui donne à une partie (le porteur de l'option) le droit, et non l'obligation, d'effectuer une opération déterminée avec une autre partie (l'émetteur ou le vendeur de l'option) selon des conditions établies.

**Dotation à la provision pour pertes de crédit (DPPC)**

Montant imputé au résultat en vue de porter la correction de valeur pour pertes de crédit au niveau jugé approprié par la direction. Elle se compose des dotations liées aux actifs financiers productifs et dépréciés.

**Ratio de la DPPC liée aux prêts**

Le ratio de la DPPC liée aux prêts représente la DPPC liée aux prêts exprimée en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations.

**Produits de la gamme Marge Proprio RBC®**

Comprennent les prêts hypothécaires résidentiels et les prêts aux particuliers garantis aux termes desquels l'emprunteur fournit des biens immobiliers en garantie.

**Convention de rachat**

Prévoit à la fois la vente de titres contre espèces et le rachat de ces titres contre valeur à une date ultérieure. Ces transactions ne constituent habituellement pas des ventes économiques et, par conséquent, sont traitées comme des transactions de financement garanties.

**Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires**

Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires exprimé en pourcentage de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.

**Convention de revente**

Prévoit à la fois l'achat de titres contre espèces et la vente de ces titres contre valeur à une date ultérieure. Ces transactions ne constituent habituellement pas des ventes économiques et, par conséquent, sont traitées comme des transactions de financement garanties.

**Actif pondéré en fonction des risques**

Actif ajusté en fonction d'un facteur de pondération du risque prévu par règlement afin de refléter le degré de risque lié aux éléments présentés au bilan et aux éléments hors bilan. Certains actifs ne sont pas pondérés en fonction des risques, mais déduits des fonds propres. Le calcul est défini dans les lignes directrices du BSIF. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Gestion des fonds propres.

**Prêt de titres**

Opération dans le cadre de laquelle le propriétaire de titres accepte le prêt en contrepartie d'une commission aux termes d'un contrat négocié au préalable avec l'emprunteur. La garantie pour le prêt est constituée soit de titres de grande qualité, soit de trésorerie, et la valeur de la garantie doit être au moins égale à la valeur de marché des titres prêtés. Lorsque les prêts sont garantis par des titres, l'emprunteur paie une commission négociée. Inversement, lorsque les prêts sont garantis en espèces, le prêteur verse des intérêts à l'emprunteur à un taux négocié et réinvestit la garantie en espèces pour réaliser un rendement. Un intermédiaire, comme une banque, agit souvent à titre de mandataire d'opérations de prêt pour le compte du propriétaire des titres en échange d'une partie des revenus touchés par le propriétaire sur le prêt de titres. La plupart du temps, le mandataire indemnise le propriétaire relativement au risque lié à l'incapacité de l'emprunteur de remettre les titres prêtés, notamment au risque de contrepartie en cas de défaillance de l'emprunteur et au risque de marché si la valeur des garanties autres qu'en espèces diminue. Le mandataire n'indemnise pas le propriétaire des titres relativement au risque lié au réinvestissement de la garantie en espèces; ce risque est entièrement assumé par le propriétaire.

**Titres vendus à découvert**

Transaction dans le cadre de laquelle une partie vend des titres pour ensuite emprunter afin de les céder à l'acheteur au moment du règlement. À une date ultérieure, le vendeur achète des titres identiques sur le marché pour remplacer les titres empruntés.

**Titrisation**

Opération dans le cadre de laquelle divers actifs financiers sont regroupés en titres nouvellement émis adossés à ces actifs.

**Approche standard**

La pondération des risques prescrite par le BSIF permet de calculer l'actif pondéré en fonction des risques pour déterminer l'exposition au risque de crédit. L'évaluation du crédit par les agences de notation externes reconnues par le BSIF, soit Standard & Poor's, Moody's, Fitch, DBRS et Kroll Bond Rating Agency, sert à pondérer notre exposition au risque lié aux organismes souverains et aux banques en fonction des normes et des lignes directrices formulées par le BSIF. Quant au calcul de notre exposition au risque lié aux entreprises et au secteur du détail, nous avons recours à la pondération du risque standard prescrite par le BSIF.

**Entités structurées**

Une entité structurée est une entité pour laquelle les droits de vote ou autres droits similaires ne sont pas les principaux facteurs permettant de déterminer qui contrôle l'entité, comme lorsque les activités qui ont une incidence importante sur le rendement de l'entité sont dirigées au moyen d'accords contractuels. Souvent, les entités structurées exercent des activités restreintes, ont des objectifs précis et bien définis, ont des capitaux propres insuffisants pour financer leurs activités et disposent de financement

sous forme de multiples instruments liés entre eux par contrat.

#### **Majoration au montant imposable équivalent**

Augmentation du revenu provenant de certaines sources présentant des avantages fiscaux (dividendes imposables de sociétés canadiennes admissibles) à un niveau permettant de le rendre comparable aux revenus provenant de sources imposables. Il y a un ajustement correspondant de la charge d'impôt qui permet d'obtenir le même bénéfice net après impôt.

#### **Fonds propres de première catégorie**

Les fonds propres de première catégorie comprennent essentiellement les fonds propres CET1 et d'autres éléments additionnels de fonds propres de première catégorie, comme les actions privilégiées, les billets de capital à recours limité et les participations ne donnant pas le contrôle dans des instruments de fonds propres de première catégorie de filiales.

#### **Fonds propres de deuxième catégorie**

Les fonds propres de deuxième catégorie comprennent principalement des débetures subordonnées qui répondent à certains critères, certaines provisions pour pertes sur prêts ainsi que les participations ne donnant pas le contrôle dans des instruments de fonds propres de deuxième catégorie de filiales.

#### **Total des fonds propres et ratio du total des fonds propres**

Le total des fonds propres se définit comme le total des fonds propres de première et de deuxième catégorie. On obtient le ratio du total des fonds propres en divisant le total des fonds propres par l'actif pondéré en fonction des risques.

#### **Capacité totale d'absorption des pertes (TLAC)**

Ensemble des fonds propres de première catégorie, des fonds propres de deuxième catégorie et des autres instruments TLAC, qui permet la conversion, en tout ou en partie, en actions ordinaires en vertu de la *Loi sur la SADC* et qui satisfait à tous les critères d'admissibilité de la ligne directrice.

#### **Ratio TLAC**

Le ratio TLAC fondé sur le risque correspond à la capacité totale d'absorption des pertes divisée par le total de l'actif pondéré en fonction des risques.

#### **Ratio de levier TLAC**

Le ratio de levier TLAC correspond à la capacité totale d'absorption des pertes divisée par le ratio de levier.

#### **Tranche**

Type de titre créé de façon à ce que les risques et le rendement liés à un groupe d'actifs soient regroupés en plusieurs catégories de titres assortis de niveaux de risque et de rendement différents de ceux du groupe d'actifs sous-jacent. Les tranches sont habituellement notées par des agences de notation et reflètent à la fois la qualité de crédit de la garantie sous-jacente et le niveau de protection en fonction de la subordination intrinsèque de la tranche.

#### **Capital non attribué**

Le capital non attribué représente l'excédent des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sur les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires attribués à notre secteur d'exploitation et est présenté dans le secteur Services de soutien généraux.

#### **Valeur à risque (VAR)**

Mesure du risque généralement reconnue qui utilise des modèles statistiques fondés sur des informations historiques pour estimer, selon un degré de confiance déterminé, la perte de valeur de marché maximale que subirait les portefeuilles de négociation de la Banque en cas de changement défavorable des taux et des cours du marché au cours d'une séance.

## Index des recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements

La publication de notre rapport annuel 2021, de notre rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2022, du document d'information financière complémentaire (IFC) et du rapport portant sur le troisième pilier a pour objectif la présentation de renseignements transparents et de grande qualité concernant les risques, conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements du conseil de la stabilité financière (CSF). L'information figurant dans l'IFC et le rapport portant sur le troisième pilier n'est pas et ne doit pas être considérée comme étant intégrée par renvoi à notre rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2022.

L'index qui suit présente un sommaire de nos renseignements à fournir selon les recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements.

Catégorie de risque	Recommandation	Information à fournir	Référence		
			Page du rapport aux actionnaires	Page du rapport annuel	Page de l'IFC
Généralités	1	Table des matières sur les informations relatives aux risques à fournir conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements	55	137	1
	2	Définir la terminologie et les mesures relatives aux risques		59-66, 135-136	-
	3	Risques connus et risques émergents		56-59	-
	4	Nouveaux ratios réglementaires	45-48	111-118	-
Gouvernance, gestion du risque et modèle d'affaires	5	Structure de gestion des risques		59-66	-
	6	Culture à l'égard du risque		61-66	-
	7	Risques relatifs au contexte dans lequel nous exerçons nos activités		121	-
	8	Simulation de crise		63, 81	-
Adéquation des fonds propres et actif pondéré en fonction des risques	9	Ratios de fonds propres minimaux en vertu de l'accord de Bâle III et supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure	46	111-118	-
	10	Composition des fonds propres et rapprochement du bilan comptable et du bilan réglementaire		-	*
	11	État de l'évolution des fonds propres réglementaires		-	20
	12	Planification stratégique en matière de fonds propres		111-118	-
	13	Actif pondéré en fonction des risques par secteur d'activité		-	21
	14	Analyse des exigences en matière de fonds propres et renseignements sur le modèle d'évaluation connexe		67-70	*
	15	Information relative au risque de crédit lié à l'actif pondéré en fonction des risques et mesures de risque connexes		-	*
	16	Évolution de l'actif pondéré en fonction des risques par catégorie de risque		-	21
Liquidités	17	Information relative au contrôle ex post en vertu de l'accord de Bâle		63, 67	32
	18	Analyse quantitative et qualitative de notre réserve de liquidités	35	89, 95-96	-
Financement	19	Actifs grevés et non grevés par catégorie du bilan, et obligations contractuelles découlant de révisions des notations	36, 39	90, 94	-
	20	Analyse de l'ensemble des actifs, passifs et engagements hors bilan consolidés en fonction de la durée contractuelle résiduelle à la date du bilan	44-45	98-99	-
	21	Sources de financement et stratégie de financement	36-38	91-93	-
Risque de marché	22	Liens entre les postes du bilan et les mesures de risque de marché relatives aux portefeuilles de négociation et aux portefeuilles autres que de négociation	33-34	85-86	-
	23	Ventilation des facteurs de risque de marché	31-33	80-84	-
	24	Informations relatives à la validation et au contrôle ex post des mesures de risque de marché		81	-
	25	Principales techniques de gestion des risques au-delà des mesures et paramètres de risque présentés		80-84	-
Risque de crédit	26	Profil de risque de crédit de la Banque	23-30	66-79, 192-199	22-23,*
		Sommaire quantitatif de l'ensemble des expositions au risque de crédit en rapprochement avec le bilan	69-75	129-134	*
	27	Politiques de détermination des prêts douteux		68-71, 124, 159-163	-
	28	Rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des prêts douteux et des provisions pour dépréciation au cours de l'exercice		-	24, 29
	29	Quantification de l'exposition notionnelle brute aux dérivés négociés hors cote ou en Bourse		72	33
	30	Mesures d'atténuation du risque de crédit, y compris les garanties détenues pour toutes les sources de risque de crédit		70-71	*
Autres	31	Autres types de risque		101-111	-
	32	Événements publics comportant des risques		104-106, 244-246	-

\* Ces exigences de communication sont remplies en totalité ou en partie grâce aux informations incluses dans le rapport portant sur le troisième pilier pour le trimestre clos le 31 janvier 2022 et l'exercice clos le 31 octobre 2021.

## États financiers consolidés intermédiaires résumés (non audité)

### Bilans consolidés intermédiaires résumés (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	31 janvier 2022	31 octobre 2021
<b>Actif</b>		
<b>Trésorerie et montants à recevoir de banques</b>	131 163 \$	113 846 \$
<b>Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques</b>	63 420	79 638
<b>Titres</b>		
Titres détenus à des fins de transaction	149 525	139 240
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable (note 4)	153 570	145 484
	303 095	284 724
<b>Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés</b>	312 126	307 903
<b>Prêts (note 5)</b>		
Prêts de détail	513 970	503 598
Prêts de gros	230 108	218 066
	744 078	721 664
Correction de valeur pour pertes sur prêts (note 5)	(4 047)	(4 089)
	740 031	717 575
<b>Actif net des fonds distincts</b>	2 730	2 666
<b>Autres</b>		
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	18 876	19 798
Dérivés	92 319	95 541
Locaux et matériel	7 406	7 424
Goodwill	11 010	10 854
Autres immobilisations incorporelles	4 459	4 471
Autres actifs	65 834	61 883
	199 904	199 971
<b>Total de l'actif</b>	1 752 469 \$	1 706 323 \$
<b>Passif et capitaux propres</b>		
<b>Dépôts (note 6)</b>		
Particuliers	375 606 \$	362 488 \$
Entreprises et gouvernements	720 089	696 353
Banques	47 147	41 990
	1 142 842	1 100 831
<b>Passif net des fonds distincts</b>	2 730	2 666
<b>Autres</b>		
Acceptations	18 959	19 873
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	41 544	37 841
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	265 009	262 201
Dérivés	88 102	91 439
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	12 973	12 816
Autres passifs	67 741	70 301
	494 328	494 471
<b>Débiteures subordonnées (note 8)</b>	10 561	9 593
<b>Total du passif</b>	1 650 461	1 607 561
<b>Capitaux propres attribuables aux actionnaires</b>		
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres (note 8)	7 441	6 684
Actions ordinaires (note 8)	17 572	17 655
Bénéfices non distribués	73 542	71 795
Autres composantes des capitaux propres	3 355	2 533
	101 910	98 667
<b>Participations ne donnant pas le contrôle</b>	98	95
<b>Total des capitaux propres</b>	102 008	98 762
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	1 752 469 \$	1 706 323 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

## États consolidés intermédiaires résumés du résultat net (non audité)

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Pour les trimestres clos	
	le 31 janvier 2022	le 31 janvier 2021
<b>Revenu d'intérêt et de dividende</b> (note 3)		
Prêts	5 557 \$	5 507 \$
Titres	1 379	1 276
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	349	389
Dépôts et autres	93	64
	<b>7 378</b>	<b>7 236</b>
<b>Charge d'intérêt</b> (note 3)		
Dépôts et autres	1 295	1 508
Autres passifs	770	641
Débitures subordonnées	42	52
	<b>2 107</b>	<b>2 201</b>
<b>Revenu net d'intérêt</b>	<b>5 271</b>	<b>5 035</b>
<b>Revenus autres que d'intérêt</b>		
Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires	1 399	1 809
Revenus tirés des activités de négociation	314	524
Commissions de gestion de placements et de services de garde	1 961	1 703
Revenus tirés des fonds communs de placement	1 165	1 000
Commissions de courtage en valeurs mobilières	399	401
Frais bancaires	485	458
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	701	590
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	271	289
Revenus sur cartes	291	272
Commissions de crédit	476	332
Profits nets sur les titres de placement	15	35
Quote-part des bénéfices des coentreprises et des entreprises associées	29	25
Autres	289	470
	<b>7 795</b>	<b>7 908</b>
<b>Total des revenus</b>	<b>13 066</b>	<b>12 943</b>
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit</b> (notes 4 et 5)	<b>105</b>	<b>110</b>
<b>Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance</b>	<b>997</b>	<b>1 406</b>
<b>Frais autres que d'intérêt</b>		
Ressources humaines (note 7)	4 285	4 288
Matériel	501	493
Frais d'occupation	386	404
Communications	228	213
Honoraires	319	291
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	337	319
Autres	524	534
	<b>6 580</b>	<b>6 542</b>
<b>Bénéfice avant impôt</b>	<b>5 384</b>	<b>4 885</b>
Impôt sur le résultat	1 289	1 038
<b>Bénéfice net</b>	<b>4 095 \$</b>	<b>3 847 \$</b>
<b>Bénéfice net attribuable aux :</b>		
Actionnaires	4 093 \$	3 845 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	2	2
	<b>4 095 \$</b>	<b>3 847 \$</b>
<b>Bénéfice de base par action</b> (en dollars) (note 9)	<b>2,84 \$</b>	<b>2,66 \$</b>
<b>Bénéfice dilué par action</b> (en dollars) (note 9)	<b>2,84</b>	<b>2,66</b>
<b>Dividendes par action ordinaire</b> (en dollars)	<b>1,20</b>	<b>1,08</b>

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

## États consolidés intermédiaires résumés du résultat global (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos	
	le 31 janvier 2022	le 31 janvier 2021
<b>Bénéfice net</b>	<b>4 095 \$</b>	<b>3 847 \$</b>
<b>Autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt</b>		
<b>Éléments qui seront reclassés en résultat dans une période future :</b>		
<b>Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global</b>		
Profits nets (pertes nettes) latents sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(253)	369
Dotation à la provision pour pertes de crédit comptabilisée en résultat	(7)	(2)
Reclassement en résultat de pertes nettes (profits nets) sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(11)	(36)
	(271)	331
<b>Écarts de change</b>		
Profits (pertes) de change latents	1 474	(2 168)
Profits nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	(507)	792
Reclassement en résultat de pertes (profits) de change	(18)	-
Reclassement en résultat de pertes (profits) liés aux activités de couverture de l'investissement net	17	-
	966	(1 376)
<b>Variation nette des couvertures de flux de trésorerie</b>		
Profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	98	127
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	31	45
	129	172
<b>Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat dans une période future :</b>		
Réévaluations des régimes d'avantages du personnel (note 7)	283	781
Variation nette de la juste valeur attribuable au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	180	(124)
Profits nets (pertes nettes) sur les titres de participation désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	39	4
	502	661
<b>Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt</b>	<b>1 326</b>	<b>(212)</b>
<b>Total du résultat global</b>	<b>5 421 \$</b>	<b>3 635 \$</b>
<b>Total du résultat global attribuable aux :</b>		
Actionnaires	5 417 \$	3 637 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	4	(2)
	5 421 \$	3 635 \$

L'incidence de l'impôt sur le résultat sur les états consolidés intermédiaires résumés du résultat global est présentée dans le tableau suivant.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos	
	le 31 janvier 2022	le 31 janvier 2021
<b>Impôt sur les autres éléments du résultat global</b>		
Profits nets (pertes nettes) latents sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(77)\$	47 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit comptabilisée en résultat	(1)	-
Reclassement en résultat de pertes nettes (profits nets) sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(1)	(13)
Profits (pertes) de change latents	-	2
Profits nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	(170)	266
Reclassement en résultat de pertes (profits) liés aux activités de couverture de l'investissement net	6	-
Profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	34	45
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	11	16
Réévaluations des régimes d'avantages du personnel	100	277
Variation nette de la juste valeur attribuable au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	64	(44)
Profits nets (pertes nettes) sur les titres de participation désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	4	-
<b>Total de la charge (l'économie) d'impôt</b>	<b>(30)\$</b>	<b>596 \$</b>

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

**États consolidés intermédiaires résumés des variations des capitaux propres (non audité)**

	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2022											
	Autres composantes des capitaux propres					Autres composantes des capitaux propres						
	Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Actions ordinaires	Actions propres – ordinaires	Bénéfices non distribués	Titres et prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Écart de change	Couverture de flux de trésorerie	Total des composantes des capitaux propres	Capitaux propres attribuables aux actionnaires	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres	
(en millions de dollars canadiens)	6 723 \$	17 728 \$	(39)\$	(73)\$	71 795 \$	(88)\$	2 055 \$	566 \$	2 533 \$	98 667 \$	95 \$	98 762 \$
<b>Solde au début de la période</b>												
Variation des capitaux propres												
Capital social et autres instruments de capitaux propres émis	750	34	-	-	(1)	-	-	-	-	783	-	783
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	-	(111)	-	-	(1 103)	-	-	-	-	(1 214)	-	(1 214)
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – vente	-	-	156	1 516	-	-	-	-	-	1 672	-	1 672
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat	-	-	(149)	(1 522)	-	-	-	-	-	(1 671)	-	(1 671)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	-	-	-	-	2	-	-	-	-	2	-	2
Dividendes sur actions ordinaires	-	-	-	-	(1 702)	-	-	-	-	(1 702)	-	(1 702)
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	-	-	-	-	(54)	-	-	-	-	(54)	(1)	(55)
Autres	-	-	-	-	10	-	-	-	-	10	-	10
Bénéfice net	-	-	-	-	4 093	-	-	-	-	4 093	2	4 095
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	-	-	-	-	502	(271)	964	129	822	1 324	2	1 326
<b>Solde à la fin de la période</b>	<b>7 473 \$</b>	<b>17 651 \$</b>	<b>(32)\$</b>	<b>(79)\$</b>	<b>73 542 \$</b>	<b>(359)\$</b>	<b>3 019 \$</b>	<b>695 \$</b>	<b>3 355 \$</b>	<b>101 910 \$</b>	<b>98 \$</b>	<b>102 008 \$</b>

	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2021											
	Autres composantes des capitaux propres					Autres composantes des capitaux propres						
	Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Actions ordinaires	Actions propres – ordinaires	Bénéfices non distribués	Titres et prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Écart de change	Couverture de flux de trésorerie	Total des autres composantes des capitaux propres	Capitaux propres attribuables aux actionnaires	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres	
(en millions de dollars canadiens)	5 948 \$	17 628 \$	(3)\$	(129)\$	59 806 \$	(139)\$	4 632 \$	(1 079)\$	3 414 \$	86 664 \$	103 \$	86 767 \$
<b>Solde au début de la période</b>												
Variation des capitaux propres												
Capital social et autres instruments de capitaux propres émis	1 250	36	-	-	(3)	-	-	-	-	1 283	-	1 283
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – vente	-	-	46	903	-	-	-	-	-	949	-	949
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat	-	-	(26)	(800)	-	-	-	-	-	(826)	-	(826)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	-	-	-	-	(2)	-	-	-	-	(2)	-	(2)
Dividendes sur actions ordinaires	-	-	-	-	(1 539)	-	-	-	-	(1 539)	-	(1 539)
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	-	-	-	-	(58)	-	-	-	-	(58)	(1)	(59)
Autres	-	-	-	-	41	-	-	-	-	41	-	41
Bénéfice net	-	-	-	-	3 845	-	-	-	-	3 845	2	3 847
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	-	-	-	-	661	331	(1 372)	172	(869)	(208)	(4)	(212)
<b>Solde à la fin de la période</b>	<b>7 198 \$</b>	<b>17 664 \$</b>	<b>17 \$</b>	<b>(26)\$</b>	<b>62 751 \$</b>	<b>192 \$</b>	<b>3 260 \$</b>	<b>(907)\$</b>	<b>2 545 \$</b>	<b>90 149 \$</b>	<b>100 \$</b>	<b>90 249 \$</b>

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

## Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos	
	le 31 janvier 2022	le 31 janvier 2021
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>		
Bénéfice net	4 095 \$	3 847 \$
Ajustements liés aux éléments sans effet sur la trésorerie et autres		
Dotation à la provision pour pertes de crédit	105	110
Amortissement	313	314
Impôt différé	227	332
Amortissement et perte de valeur des autres immobilisations incorporelles	339	320
Variations nettes des participations dans des coentreprises et des entreprises associées	(28)	(24)
Pertes (profits) sur les titres de placement	(15)	(41)
Ajustements liés à la variation nette des actifs et passifs d'exploitation		
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	157	539
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	(11)	(221)
Impôt exigible	(2 718)	279
Actifs dérivés	3 222	2 571
Passifs dérivés	(3 337)	(3 856)
Titres détenus à des fins de transaction	(10 285)	(11 952)
Prêts, déduction faite de la titrisation	(22 864)	(11 375)
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	(4 223)	1 982
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	2 808	676
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	3 703	3 284
Dépôts, déduction faite de la titrisation	42 011	42 664
Montants à payer aux courtiers ou à recevoir de courtiers	2 013	(1 138)
Autres	(7 078)	2 502
<b>Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation</b>	<b>8 434</b>	<b>30 813</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>		
Variation des dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	16 218	5 282
Produit de la vente et de l'arrivée à échéance de titres de placement	23 101	29 673
Achat de titres de placement	(28 664)	(33 181)
Acquisitions nettes de locaux, de matériel et d'autres immobilisations incorporelles	(590)	(429)
<b>Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement</b>	<b>10 065</b>	<b>1 345</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>		
Émission de débentures subordonnées	1 000	1 000
Remboursement de débentures subordonnées	–	(1 500)
Émission d'actions ordinaires, déduction faite des frais d'émission	31	31
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	(1 214)	–
Émission d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres, déduction faite des frais d'émission	749	1 247
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – vente	1 672	949
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat	(1 671)	(826)
Dividendes versés sur les actions et distributions versées sur les autres instruments de capitaux propres	(1 608)	(1 613)
Dividendes/distributions versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	(1)	(1)
Variation des emprunts à court terme des filiales	–	(7)
Remboursement d'obligations locatives	(163)	(146)
<b>Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement</b>	<b>(1 205)</b>	<b>(866)</b>
Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie et les montants à recevoir de banques	23	(592)
<b>Variation nette de la trésorerie et des montants à recevoir de banques</b>	<b>17 317</b>	<b>30 700</b>
Trésorerie et montants à recevoir de banques au début de la période (1)	113 846	118 888
<b>Trésorerie et montants à recevoir de banques à la fin de la période (1)</b>	<b>131 163 \$</b>	<b>149 588 \$</b>
<b>Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation comprennent les éléments suivants :</b>		
Intérêts versés	1 771 \$	2 134 \$
Intérêts reçus	6 826	6 779
Dividendes reçus	867	655
Impôt sur le résultat payé	3 679	1 026

(1) Nous sommes tenus de maintenir des soldes auprès des banques centrales et d'autres organismes de réglementation. Le total des soldes était de 2 milliards de dollars au 31 janvier 2022 (2 milliards au 31 octobre 2021; 3 milliards au 31 janvier 2021; 3 milliards au 31 octobre 2020).

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

## Note 1 Informations générales

Nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités (les états financiers résumés) sont préparés conformément à la Norme comptable internationale (IAS) 34 *Information financière intermédiaire*. Les états financiers résumés ne comprennent pas toutes les informations qui doivent être fournies dans les états financiers annuels et ils doivent être lus en parallèle avec nos états financiers consolidés annuels audités de 2021 et les notes annexes présentés aux pages 148 à 256 de notre rapport annuel 2021. Sauf indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens. L'information présentée dans les tableaux est en millions de dollars, sauf indication contraire. Le 23 février 2022, le Conseil d'administration a autorisé la publication des états financiers résumés.

## Note 2 Sommaire des principales méthodes comptables, estimations et jugements

Les états financiers résumés ont été préparés selon les mêmes méthodes comptables que celles utilisées pour préparer nos états financiers consolidés annuels audités de 2021. Nos principales méthodes comptables et les changements futurs de méthodes comptables et d'informations à fournir non encore entrés en vigueur pour nous sont décrits à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2021.

### Réforme des taux d'intérêt de référence

Dans le cadre de la réforme des taux d'intérêt de référence, tous les taux London Interbank Offered Rate (LIBOR) dans une autre devise que le dollar américain ont cessé d'être publiés en date du 31 décembre 2021. Au 31 janvier 2022, et conformément à notre plan de transition, notre exposition aux instruments financiers indexés aux taux LIBOR qui sont libellés dans une autre devise que le dollar américain ne revêtait plus d'importance dans le cadre de nos états financiers.

### Note 3 Juste valeur des instruments financiers

#### Valeur comptable et juste valeur des instruments financiers

Les tableaux suivants présentent une comparaison de la valeur comptable et de la juste valeur des instruments financiers classés ou désignés à la juste valeur par le biais du résultat net avec la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Les dérivés incorporés sont présentés sur une base combinée avec les contrats hôtes. Pour une description des techniques d'évaluation et des données utilisées pour déterminer la juste valeur de nos instruments financiers, se reporter aux notes 2 et 3 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2021. Aucun changement important n'a été apporté à nos méthodes d'évaluation de la juste valeur au cours du trimestre.

	Au 31 janvier 2022							
	Valeur comptable et juste valeur				Valeur comptable		Juste valeur	
	Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers évalués au coût amorti	Instruments financiers évalués au coût amorti	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
(en millions de dollars canadiens)								
<b>Actifs financiers</b>								
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	– \$	50 175 \$	– \$	– \$	13 245 \$	13 245 \$	63 420 \$	63 420 \$
Titres								
Titres détenus à des fins de transaction	135 190	14 335	–	–	–	–	149 525	149 525
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	–	–	81 092	549	71 929	70 796	153 570	152 437
	135 190	14 335	81 092	549	71 929	70 796	303 095	301 962
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	270 142	–	–	–	41 984	41 984	312 126	312 126
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable								
Prêts de détail	–	240	157	–	511 220	508 971	511 617	509 368
Prêts de gros	9 873	3 283	532	–	214 726	214 501	228 414	228 189
	9 873	3 523	689	–	725 946	723 472	740 031	737 557
Autres								
Dérivés	92 319	–	–	–	–	–	92 319	92 319
Autres actifs (1)	2 663	–	–	–	60 259	60 259	62 922	62 922
<b>Passifs financiers</b>								
Dépôts								
Particuliers	348 \$	19 709 \$			355 549 \$	355 434 \$	375 606 \$	375 491 \$
Entreprises et gouvernements (2)	615	140 682			578 792	579 325	720 089	720 622
Banques (3)	–	17 473			29 674	29 674	47 147	47 147
	963	177 864			964 015	964 433	1 142 842	1 143 260
Autres								
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	41 544	–			–	–	41 544	41 544
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	238 833			26 176	26 176	265 009	265 009
Dérivés	88 102	–			–	–	88 102	88 102
Autres passifs (4)	445	107			64 743	64 724	65 295	65 276
Déventures subordonnées	–	–			10 561	10 661	10 561	10 661

	Au 31 octobre 2021							
	Valeur comptable et juste valeur				Valeur comptable		Juste valeur	
	Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers évalués au coût amorti	Instruments financiers évalués au coût amorti	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
(en millions de dollars canadiens)								
<b>Actifs financiers</b>								
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	- \$	56 896 \$	- \$	- \$	22 742 \$	22 742 \$	79 638 \$	79 638 \$
<b>Titres</b>								
Titres détenus à des fins de transaction	125 801	13 439	-	-	-	-	139 240	139 240
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	-	-	77 802	533	67 149	66 823	145 484	145 158
	125 801	13 439	77 802	533	67 149	66 823	284 724	284 398
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	265 011	-	-	-	42 892	42 892	307 903	307 903
<b>Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable</b>								
Prêts de détail	-	241	327	-	500 621	502 277	501 189	502 845
Prêts de gros	8 428	2 769	813	-	204 376	204 683	216 386	216 693
	8 428	3 010	1 140	-	704 997	706 960	717 575	719 538
<b>Autres</b>								
Dérivés	95 541	-	-	-	-	-	95 541	95 541
Autres actifs (1)	4 109	-	-	-	58 483	58 483	62 592	62 592
<b>Passifs financiers</b>								
<b>Dépôts</b>								
Particuliers	321 \$	18 328 \$			343 839 \$	344 040 \$	362 488 \$	362 689 \$
Entreprises et gouvernements (2)	739	131 630			563 984	565 106	696 353	697 475
Banques (3)	-	17 251			24 739	24 743	41 990	41 994
	1 060	167 209			932 562	933 889	1 100 831	1 102 158
<b>Autres</b>								
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	37 841	-			-	-	37 841	37 841
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	-	236 147			26 054	26 054	262 201	262 201
Dérivés	91 439	-			-	-	91 439	91 439
Autres passifs (4)	654	171			64 746	64 749	65 571	65 574
Débiteures subordonnées	-	-			9 593	9 601	9 593	9 601

(1) Comprend les engagements de clients en contrepartie d'acceptations et les instruments financiers comptabilisés dans les autres actifs.

(2) Les dépôts des entreprises et des gouvernements comprennent les dépôts provenant d'institutions de dépôt réglementées qui ne sont pas des banques.

(3) Les dépôts de banques correspondent aux dépôts venant de banques réglementées et de banques centrales.

(4) Comprend les acceptations et les instruments financiers comptabilisés dans les autres passifs.

### Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

#### Juste valeur des actifs et des passifs évalués à la juste valeur de façon récurrente et classés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2022					31 octobre 2021				
	Évaluation à la juste valeur selon le			Ajustements de compensation	Juste valeur	Évaluation à la juste valeur selon le			Ajustements de compensation	Juste valeur
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3			Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3		
<b>Actifs financiers</b>										
<b>Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques</b>	– \$	50 175 \$	– \$		50 175 \$	– \$	56 896 \$	– \$		56 896 \$
<b>Titres</b>										
<b>Titres détenus à des fins de transaction</b>										
Titres d'emprunt émis ou garantis par :										
Gouvernement canadien (1)										
Gouvernement fédéral	6 131	1 775	–		7 906	8 977	2 380	–		11 357
Provinces et municipalités	–	9 785	–		9 785	–	11 068	–		11 068
Gouvernement fédéral, États, municipalités et organismes américains (1)	1 101	26 673	22		27 796	215	22 738	25		22 978
Entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE (2)	3 741	7 037	–		10 778	2 729	5 730	–		8 459
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	–	13	–		13	–	4	–		4
Titres adossés à des actifs										
Titres non garantis par des créances	–	1 062	2		1 064	–	891	2		893
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	–	24 188	15		24 203	–	23 085	25		23 110
Titres de participation	62 988	3 303	1 689		67 980	56 826	3 015	1 530		61 371
	73 961	73 836	1 728		149 525	68 747	68 911	1 582		139 240
<b>Titres de placement</b>										
Titres d'emprunt émis ou garantis par :										
Gouvernement canadien (1)										
Gouvernement fédéral	2 068	2 033	–		4 101	1 973	1 730	–		3 703
Provinces et municipalités	–	3 098	–		3 098	–	3 132	–		3 132
Gouvernement fédéral, États, municipalités et organismes américains (1)	–	35 333	–		35 333	12	34 815	–		34 827
Entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	5 948	–		5 948	–	5 956	–		5 956
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	–	2 720	20		2 740	–	2 727	20		2 747
Titres adossés à des actifs										
TGC (3)	–	7 157	–		7 157	–	7 074	–		7 074
Titres non garantis par des créances	–	559	–		559	–	586	–		586
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	–	22 001	155		22 156	–	19 625	152		19 777
Titres de participation	46	154	349		549	46	153	334		533
	2 114	79 003	524		81 641	2 031	75 798	506		78 335
<b>Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés</b>										
Prêts	–	270 142	–		270 142	–	265 011	–		265 011
Autres	–	13 406	679		14 085	–	11 501	1 077		12 578
<b>Dérivés</b>										
Contrats de taux d'intérêt	–	31 858	322		32 180	–	33 857	320		34 177
Contrats de change	–	42 922	49		42 971	–	41 224	74		41 298
Dérivés de crédit	–	82	–		82	–	34	–		34
Autres contrats	2 690	16 003	43		18 736	3 175	17 955	26		21 156
Ajustements d'évaluation	–	(961)	27		(934)	–	(819)	9		(810)
Total des dérivés, montant brut	2 690	89 904	441		93 035	3 175	92 251	429		95 855
Ajustements de compensation					(716)					(314)
Total des dérivés					92 319					95 541
Autres actifs	1 568	1 095	–		2 663	1 474	2 635	–		4 109
	80 333 \$	577 561 \$	3 372 \$		(716) \$ 660 550 \$	75 427 \$	573 003 \$	3 594 \$		(314) \$ 651 710 \$
<b>Passifs financiers</b>										
<b>Dépôts</b>										
Particuliers	– \$	19 935 \$	122 \$		20 057 \$	– \$	18 498 \$	151 \$		18 649 \$
Entreprises et gouvernements	–	141 297	–		141 297	–	132 369	–		132 369
Banques	–	17 473	–		17 473	–	17 251	–		17 251
<b>Autres</b>										
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	18 789	22 755	–		41 544	18 345	19 496	–		37 841
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	238 833	–		238 833	–	236 147	–		236 147
<b>Dérivés</b>										
Contrats de taux d'intérêt	–	26 818	877		27 695	–	28 566	955		29 521
Contrats de change	–	41 824	42		41 866	–	40 484	27		40 511
Dérivés de crédit	–	100	–		100	–	120	–		120
Autres contrats	3 103	15 566	491		19 160	3 699	17 456	419		21 574
Ajustements d'évaluation	–	9	(12)		(3)	–	38	(11)		27
Total des dérivés, montant brut	3 103	84 317	1 398		88 818	3 699	86 664	1 390		91 753
Ajustements de compensation					(716)					(314)
Total des dérivés					88 102					91 439
Autres passifs	332	213	7		552	258	560	7		825
	22 224 \$	524 823 \$	1 527 \$		(716) \$ 547 858 \$	22 302 \$	510 985 \$	1 548 \$		(314) \$ 534 521 \$

- (1) Au 31 janvier 2022, la valeur des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles et commerciales inclus dans tous les niveaux de la juste valeur des titres détenus à des fins de transaction s'établissait respectivement à 12 029 millions de dollars et à néant (13 124 millions et néant au 31 octobre 2021), et la valeur de ceux inclus dans tous les niveaux de la juste valeur des titres de placement se chiffrait respectivement à 13 389 millions et à 2 594 millions (13 542 millions et 2 592 millions au 31 octobre 2021).
- (2) Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).
- (3) Titres garantis par des créances (TGC).

### Évaluations de la juste valeur à l'aide de données non observables importantes (instruments de niveau 3)

Un instrument financier est classé au niveau 3 de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur si une ou plusieurs de ses données non observables peuvent avoir une incidence importante sur l'évaluation de sa juste valeur. Dans le cadre de l'établissement des états financiers, les niveaux appropriés de ces données non observables sont choisis de manière à tenir compte des indications actuelles du marché et du jugement de la direction. En raison de la nature non observable des cours ou des taux, il peut y avoir une incertitude quant à l'évaluation de ces instruments financiers de niveau 3.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2022, aucun changement important n'est intervenu dans les techniques et fourchettes d'évaluation et les moyennes pondérées des données non observables utilisées pour déterminer la juste valeur des instruments financiers de niveau 3. Au 31 janvier 2022, l'incidence de l'ajustement d'une ou plusieurs données non observables par d'autres hypothèses raisonnablement possibles n'a pas varié de façon importante par rapport à l'incidence indiquée dans nos états financiers consolidés annuels audités de 2021.

### Variations de l'évaluation de la juste valeur des instruments évalués de façon récurrente et classés au niveau 3

	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2022								
	Juste valeur au début de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat	Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs (émissions de passifs)	Règlements de passifs (ventes d'actifs) et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
(en millions de dollars canadiens)									
<b>Actif</b>									
<b>Titres</b>									
<b>Titres détenus à des fins de transaction</b>									
Titres d'emprunt émis ou garantis par :									
États, municipalités et organismes américains	25 \$	– \$	1 \$	– \$	(4)\$	– \$	– \$	22 \$	– \$
Titres adossés à des actifs									
Titres non garantis par des créances	2	–	–	–	–	–	–	2	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	25	(1)	–	–	(5)	–	(4)	15	(1)
Titres de participation	1 530	74	23	82	(20)	–	–	1 689	94
	1 582	73	24	82	(29)	–	(4)	1 728	93
<b>Titres de placement</b>									
Titres adossés à des créances hypothécaires	20	–	–	–	–	–	–	20	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	152	–	3	–	–	–	–	155	s.o.
Titres de participation	334	–	45	6	(1)	–	(35)	349	s.o.
	506	–	48	6	(1)	–	(35)	524	s.o.
<b>Prêts</b>	1 077	10	(8)	56	(461)	7	(2)	679	10
<b>Autres</b>									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(635)	(11)	1	1	82	–	7	(555)	(8)
Contrats de change	47	(30)	1	–	(4)	–	(7)	7	(32)
Autres contrats	(393)	61	(8)	(103)	42	(76)	29	(448)	70
Ajustements d'évaluation	20	–	–	–	–	19	–	39	–
Autres actifs	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2 204 \$	103 \$	58 \$	42 \$	(371)\$	(50)\$	(12)\$	1 974 \$	133 \$
<b>Passif</b>									
<b>Dépôts</b>	(151)\$	(6)\$	(1)\$	(27)\$	5 \$	(20)\$	78 \$	(122)\$	6 \$
<b>Autres</b>									
Autres passifs	(7)	–	–	–	–	–	–	(7)	–
	(158)\$	(6)\$	(1)\$	(27)\$	5 \$	(20)\$	78 \$	(129)\$	6 \$

## Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2021								Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
	Juste valeur au début de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat	Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs (émissions de passifs)	Règlements de passifs (ventes d'actifs) et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	
<b>Actif</b>									
<b>Titres</b>									
<b>Titres détenus à des fins de transaction</b>									
Titres d'emprunt émis ou garantis par :									
États, municipalités et organismes américains	44 \$	– \$	(1)\$	– \$	(4)\$	– \$	– \$	39 \$	– \$
Titres adossés à des actifs									
Titres non garantis par des créances	2	–	–	–	–	–	–	2	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	30	–	–	3	–	14	(11)	36	–
Titres de participation	1 261	18	(33)	109	(23)	–	–	1 332	25
	1 337	18	(34)	112	(27)	14	(11)	1 409	25
<b>Titres de placement</b>									
Titres adossés à des créances hypothécaires	27	–	(6)	–	–	–	–	21	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	160	–	(7)	–	1	–	–	154	s.o.
Titres de participation	335	–	(1)	–	2	–	–	336	s.o.
	522	–	(14)	–	3	–	–	511	s.o.
<b>Prêts</b>	1 070	(5)	7	82	3	16	(60)	1 113	18
<b>Autres</b>									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(588)	1	(1)	(3)	(39)	(3)	(10)	(643)	2
Contrats de change	22	13	3	5	(6)	1	4	42	10
Autres contrats	(301)	(11)	11	(17)	47	8	163	(100)	13
Ajustements d'évaluation	40	–	–	–	(4)	–	–	36	–
Autres actifs	53	(39)	(2)	–	(3)	–	–	9	(39)
	2 155 \$	(23)\$	(30)\$	179 \$	(26)\$	36 \$	86 \$	2 377 \$	29 \$
<b>Passif</b>									
<b>Dépôts</b>	(139)\$	(29)\$	3 \$	(45)\$	13 \$	(72)\$	100 \$	(169)\$	(25)\$
<b>Autres</b>									
Autres passifs	(38)	22	1	–	2	–	–	(13)	22
	(177)\$	(7)\$	4 \$	(45)\$	15 \$	(72)\$	100 \$	(182)\$	(3)\$

(1) Ces montants comprennent les profits et les pertes de change découlant de la consolidation des filiales étrangères à l'égard des instruments de niveau 3, s'il y a lieu. Les profits latents sur les titres de placement comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ont été de 45 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 janvier 2022 (pertes de 3 millions au 31 janvier 2021), exclusion faite des profits ou des pertes de change découlant de la consolidation.

(2) Comprend l'amortissement des primes ou des escomptes comptabilisés dans le bénéfice net.

(3) Le montant net des dérivés au 31 janvier 2022 comprenait des actifs dérivés de 441 millions de dollars (508 millions au 31 janvier 2021) et des passifs dérivés de 1 398 millions (1 173 millions au 31 janvier 2021).

s.o. sans objet

### Transferts entre les niveaux de la hiérarchie des évaluations de la juste valeur pour les instruments inscrits à la juste valeur de façon récurrente

Les transferts entre les niveaux 1 et 2 et les transferts d'instruments vers le niveau 3 et hors de ce niveau sont présumés avoir eu lieu à la fin de la période. Pour un actif ou un passif transféré vers le niveau 3 au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est exclue de la colonne Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus du tableau de rapprochement ci-dessus, alors que pour les transferts hors du niveau 3 effectués au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est comprise dans cette même colonne.

Les transferts entre les niveaux 1 et 2 sont effectués selon que la juste valeur est obtenue au moyen des cours des marchés actifs (niveau 1).

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2022, aucun transfert important n'a été effectué depuis le niveau 1 vers le niveau 2, ni depuis le niveau 2 vers le niveau 1.

Les transferts entre le niveau 2 et le niveau 3 sont principalement attribuables à un changement dans l'observabilité d'une donnée sur le marché ou à un changement dans l'importance de l'incidence d'une donnée non observable sur la juste valeur d'un instrument financier.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2022, aucun transfert important n'a été effectué depuis le niveau 3 vers le niveau 2 ni depuis le niveau 2 vers le niveau 3.

### Revenu net d'intérêt tiré des instruments financiers

Le revenu d'intérêt et le revenu de dividende découlant des actifs financiers et passifs financiers et les coûts de financement connexes sont inclus dans le revenu net d'intérêt.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos	
	le 31 janvier 2022	le 31 janvier 2021
<b>Revenu d'intérêt et de dividende</b> (1), (2)		
Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	1 419 \$	1 172 \$
Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	77	102
Instruments financiers évalués au coût amorti	5 882	5 962
	<b>7 378</b>	<b>7 236</b>
<b>Charge d'intérêt</b> (1)		
Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	861	737
Instruments financiers évalués au coût amorti	1 246	1 464
	<b>2 107</b>	<b>2 201</b>
<b>Revenu net d'intérêt</b>	<b>5 271 \$</b>	<b>5 035 \$</b>

- (1) Exclut les montants suivants qui ont trait à nos activités d'assurance et qui sont inscrits au poste Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires de l'état consolidé intermédiaire du résultat net : pour le trimestre clos le 31 janvier 2022, revenu d'intérêt de 196 millions de dollars (149 millions au 31 janvier 2021) et charge d'intérêt de 1 million (1 million au 31 janvier 2021).
- (2) Inclut un revenu de dividende de 750 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 janvier 2022 (608 millions au 31 janvier 2021), présenté à titre de revenu d'intérêt et de dividende dans l'état consolidé intermédiaire du résultat net.

## Note 4 Titres

### Profits et pertes latents sur les titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (1), (2)

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	31 janvier 2022				31 octobre 2021			
	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
<b>Titres d'emprunt émis ou garantis par :</b>								
Gouvernement canadien								
Gouvernement fédéral (3)	4 245 \$	– \$	(144)\$	4 101 \$	3 841 \$	1 \$	(139)\$	3 703 \$
Provinces et municipalités	3 343	1	(246)	3 098	3 328	3	(199)	3 132
Gouvernement fédéral, États, municipalités et organismes américains (3)	35 427	233	(327)	35 333	34 678	353	(204)	34 827
Entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	5 948	2	(2)	5 948	5 949	8	(1)	5 956
Titres adossés à des créances hypothécaires (3)	2 755	1	(16)	2 740	2 757	2	(12)	2 747
Titres adossés à des actifs								
TGC	7 157	1	(1)	7 157	7 074	1	(1)	7 074
Titres non garantis par des créances	555	5	(1)	559	580	6	–	586
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	22 128	47	(19)	22 156	19 731	57	(11)	19 777
Titres de participation	245	305	(1)	549	242	292	(1)	533
	<b>81 803 \$</b>	<b>595 \$</b>	<b>(757)\$</b>	<b>81 641 \$</b>	<b>78 180 \$</b>	<b>723 \$</b>	<b>(568)\$</b>	<b>78 335 \$</b>

- (1) Compte non tenu de titres détenus afin d'en percevoir les flux de trésorerie de 71 929 millions de dollars au 31 janvier 2022 qui sont comptabilisés au coût amorti, déduction faite d'une correction de valeur pour pertes de crédit (67 149 millions au 31 octobre 2021).
- (2) Les profits et les pertes bruts latents comprennent une correction de valeur pour pertes de crédit de (11) millions de dollars liée à des titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global au 31 janvier 2022 ((9) millions au 31 octobre 2021) comptabilisée en résultat et dans les autres composantes des capitaux propres.
- (3) La plupart des titres adossés à des créances hypothécaires se rapportent à des prêts hypothécaires résidentiels. Le coût/coût amorti, les profits bruts latents, les pertes brutes latentes et la juste valeur liés aux titres adossés à des créances hypothécaires commerciales se chiffraient respectivement à 2 610 millions de dollars, néant, 16 millions et 2 594 millions au 31 janvier 2022 (2 603 millions, 1 million, 12 millions et 2 592 millions au 31 octobre 2021, respectivement).

## Note 4 Titres (suite)

**Correction de valeur pour pertes de crédit sur les titres de placement**

Les tableaux qui suivent présentent le rapprochement du solde d'ouverture et du solde de clôture de la correction de valeur, par stade, pour les titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et au coût amorti. Les éléments de rapprochement sont les suivants :

- Transferts entre les stades – On présume qu'ils surviennent avant toute réévaluation correspondante de la correction de valeur.
- Achats – Ils reflètent la correction de valeur établie pour les actifs nouvellement comptabilisés durant la période, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Ventes et arrivées à échéance – Elles reflètent la correction de valeur établie pour les actifs décomptabilisés durant la période sans qu'une perte de crédit ait été subie, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition – Ils reflètent les faits suivants : l'incidence des variations des données ou hypothèses relatives aux modèles, y compris les changements dans les conditions macroéconomiques prospectives, les remboursements partiels, les changements d'évaluation à la suite d'un transfert entre les stades et la désactualisation de la valeur temps de l'argent du fait du passage du temps.

**Correction de valeur pour pertes de crédit – titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global <sup>(1)</sup>**

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos							
	le 31 janvier 2022				le 31 janvier 2021			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (2)	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (2)	Total
Solde au début de la période	2 \$	1 \$	(12)\$	(9)\$	12 \$	– \$	(4)\$	8 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 2	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 3	–	–	–	–	–	–	–	–
Achats	–	–	–	–	2	–	–	2
Ventes et arrivées à échéance	–	–	–	–	(4)	–	–	(4)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	–	–	(2)	(2)	(2)	3	(2)	(1)
Écart de change et autres	–	–	–	–	(1)	–	1	–
Solde à la fin de la période	2 \$	1 \$	(14)\$	(11)\$	7 \$	3 \$	(5)\$	5 \$

(1) Les pertes de crédit attendues sur les titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ne sont pas comptabilisées séparément dans le bilan, car les titres visés sont inscrits à la juste valeur. Le cumul des pertes de crédit comptabilisé en résultat est présenté dans les autres composantes des capitaux propres.

(2) Comprend les variations de la correction de valeur sur les titres dépréciés acquis.

**Correction de valeur pour pertes de crédit – titres au coût amorti**

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos							
	le 31 janvier 2022				le 31 janvier 2021			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Solde au début de la période	5 \$	18 \$	– \$	23 \$	10 \$	19 \$	– \$	29 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 2	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 3	–	–	–	–	–	–	–	–
Achats	6	–	–	6	3	–	–	3
Ventes et arrivées à échéance	(1)	–	–	(1)	–	–	–	–
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(1)	(1)	–	(2)	(5)	1	–	(4)
Écart de change et autres	–	–	–	–	–	(2)	–	(2)
Solde à la fin de la période	9 \$	17 \$	– \$	26 \$	8 \$	18 \$	– \$	26 \$

**Exposition au risque de crédit selon la notation interne du risque**

Le tableau suivant présente la juste valeur des titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ainsi que la valeur comptable brute des titres évalués au coût amorti. Les notations du risque sont basées sur les évaluations internes utilisées pour l'évaluation des pertes de crédit attendues à la date de clôture, telles qu'elles figurent dans les grilles de notations internes de la rubrique Risque de crédit de notre rapport annuel 2021.

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	31 janvier 2022				31 octobre 2021			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
Stade 1	Stade 2	Stade 3 (1)	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (1)	Total	
<b>Titres de placement</b>								
<b>Titres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global</b>								
Qualité investissement	80 373 \$	74 \$	–	80 447 \$	77 147 \$	82 \$	–	77 229 \$
Qualité inférieure	476	16	–	492	423	–	–	423
Titres dépréciés	–	–	153	153	–	–	150	150
	<b>80 849</b>	<b>90</b>	<b>153</b>	<b>81 092</b>	<b>77 570</b>	<b>82</b>	<b>150</b>	<b>77 802</b>
Éléments non soumis à des tests de dépréciation (2)				549				533
				<b>81 641 \$</b>				<b>78 335 \$</b>
<b>Titres au coût amorti</b>								
Qualité investissement	70 799 \$	– \$	–	70 799 \$	66 033 \$	– \$	–	66 033 \$
Qualité inférieure	943	213	–	1 156	928	211	–	1 139
Titres dépréciés	–	–	–	–	–	–	–	–
	<b>71 742</b>	<b>213</b>	<b>–</b>	<b>71 955</b>	<b>66 961</b>	<b>211</b>	<b>–</b>	<b>67 172</b>
Correction de valeur pour pertes de crédit	9	17	–	26	5	18	–	23
<b>Coût amorti</b>	<b>71 733 \$</b>	<b>196 \$</b>	<b>–</b>	<b>71 929 \$</b>	<b>66 956 \$</b>	<b>193 \$</b>	<b>–</b>	<b>67 149 \$</b>

(1) Rend compte des titres dépréciés acquis de 153 millions de dollars (150 millions au 31 octobre 2021).

(2) Les titres de placement évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global qui ne sont pas soumis à des tests de dépréciation sont des titres de participation désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

**Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit****Correction de valeur pour pertes de crédit**

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos									
	le 31 janvier 2022					le 31 janvier 2021				
	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes de crédit	Sorties du bilan, montant net	Écart de change et autres	Solde à la fin de la période	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes de crédit	Sorties du bilan, montant net	Écart de change et autres	Solde à la fin de la période
<b>Prêts de détail</b>										
Prêts hypothécaires résidentiels	416 \$	(6)\$	(5)\$	4 \$	409 \$	518 \$	15 \$	(7)\$	(14)\$	512 \$
Prêts aux particuliers	1 079	18	(56)	(3)	1 038	1 309	69	(59)	(4)	1 315
Prêts sur cartes de crédit	875	65	(71)	1	870	1 246	25	(69)	(1)	1 201
Prêts aux petites entreprises	177	3	(4)	2	178	140	8	(5)	–	143
Prêts de gros	1 797	12	(6)	8	1 811	2 795	(11)	(86)	(76)	2 622
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	75	8	–	–	83	107	15	–	(1)	121
	<b>4 419 \$</b>	<b>100 \$</b>	<b>(142)\$</b>	<b>12 \$</b>	<b>4 389 \$</b>	<b>6 115 \$</b>	<b>121 \$</b>	<b>(226)\$</b>	<b>(96)\$</b>	<b>5 914 \$</b>
<b>Présentation ventilée :</b>										
Correction de valeur pour pertes sur prêts	4 089 \$				4 047 \$	5 639 \$				5 478 \$
Autres passifs – Dotations	241				251	363				309
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	75				83	107				121
Autres composantes des capitaux propres	14				8	6				6

**Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit** (suite)

Le tableau qui suit présente le rapprochement du solde d'ouverture et du solde de clôture pour chaque grande catégorie de produits de prêts et d'engagements tels qu'ils ont été déterminés dans notre modèle de correction de valeur pondéré en fonction des scénarios et de l'application d'un jugement expert en matière de crédit, le cas échéant. Les éléments de rapprochement sont les suivants :

- Transferts entre les stades – On présume qu'ils surviennent avant toute réévaluation correspondante de la correction de valeur.
- Originations – Elles reflètent la correction de valeur établie pour les actifs nouvellement comptabilisés durant la période, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Arrivées à échéance – Elles reflètent la correction de valeur établie pour les actifs décomptabilisés durant la période sans qu'une perte de crédit ait été subie, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition – Ils reflètent les faits suivants : l'incidence des variations des données ou hypothèses relatives aux modèles, y compris les changements dans les conditions macroéconomiques prospectives; les remboursements partiels et les prélèvements supplémentaires sur les facilités existantes; les changements d'évaluation à la suite d'un transfert entre les stades et la désactualisation de la valeur temps de l'argent du fait du passage du temps au stade 1 et au stade 2.

## Correction de valeur pour pertes de crédit – prêts de détail et prêts de gros

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos							
	le 31 janvier 2022				le 31 janvier 2021			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	
<b>Prêts hypothécaires résidentiels</b>								
Solde au début de la période	186 \$	92 \$	138 \$	416 \$	206 \$	160 \$	152 \$	518 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	24	(19)	(5)	–	74	(69)	(5)	–
Transferts vers le stade 2	(2)	2	–	–	(6)	8	(2)	–
Transferts vers le stade 3	(1)	(7)	8	–	–	(13)	13	–
Originations	30	–	–	30	30	–	–	30
Arrivées à échéance	(7)	(3)	–	(10)	(6)	(4)	–	(10)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(44)	19	(1)	(26)	(104)	86	13	(5)
Sorties du bilan	–	–	(10)	(10)	–	–	(9)	(9)
Recouvrements	–	–	5	5	–	–	2	2
Écart de change et autres	1	1	2	4	(2)	(6)	(6)	(14)
Solde à la fin de la période	187 \$	85 \$	137 \$	409 \$	192 \$	162 \$	158 \$	512 \$
<b>Prêts aux particuliers</b>								
Solde au début de la période	422 \$	569 \$	88 \$	1 079 \$	480 \$	733 \$	96 \$	1 309 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	170	(169)	(1)	–	197	(196)	(1)	–
Transferts vers le stade 2	(22)	22	–	–	(27)	27	–	–
Transferts vers le stade 3	(1)	(12)	13	–	(1)	(14)	15	–
Originations	26	–	–	26	33	–	–	33
Arrivées à échéance	(21)	(25)	–	(46)	(22)	(27)	–	(49)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(171)	162	47	38	(182)	198	69	85
Sorties du bilan	–	–	(86)	(86)	–	–	(94)	(94)
Recouvrements	–	–	30	30	–	–	35	35
Écart de change et autres	1	–	(4)	(3)	(2)	–	(2)	(4)
Solde à la fin de la période	404 \$	547 \$	87 \$	1 038 \$	476 \$	721 \$	118 \$	1 315 \$
<b>Prêts sur cartes de crédit</b>								
Solde au début de la période	233 \$	642 \$	– \$	875 \$	364 \$	882 \$	– \$	1 246 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	146	(146)	–	–	226	(226)	–	–
Transferts vers le stade 2	(23)	23	–	–	(30)	30	–	–
Transferts vers le stade 3	(1)	(70)	71	–	(2)	(60)	62	–
Originations	4	–	–	4	2	–	–	2
Arrivées à échéance	(1)	(7)	–	(8)	(2)	(8)	–	(10)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(132)	201	–	69	(205)	231	7	33
Sorties du bilan	–	–	(112)	(112)	–	–	(106)	(106)
Recouvrements	–	–	41	41	–	–	37	37
Écart de change et autres	–	1	–	1	–	(1)	–	(1)
Solde à la fin de la période	226 \$	644 \$	– \$	870 \$	353 \$	848 \$	– \$	1 201 \$
<b>Prêts aux petites entreprises</b>								
Solde au début de la période	88 \$	55 \$	34 \$	177 \$	78 \$	29 \$	33 \$	140 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	5	(5)	–	–	13	(13)	–	–
Transferts vers le stade 2	(2)	2	–	–	(1)	1	–	–
Transferts vers le stade 3	–	(1)	1	–	–	(1)	1	–
Originations	9	–	–	9	9	–	–	9
Arrivées à échéance	(5)	(7)	–	(12)	(6)	(3)	–	(9)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(10)	11	5	6	(20)	20	8	8
Sorties du bilan	–	–	(6)	(6)	–	–	(7)	(7)
Recouvrements	–	–	2	2	–	–	2	2
Écart de change et autres	2	1	(1)	2	1	–	(1)	–
Solde à la fin de la période	87 \$	56 \$	35 \$	178 \$	74 \$	33 \$	36 \$	143 \$
<b>Prêts de gros</b>								
Solde au début de la période	566 \$	794 \$	437 \$	1 797 \$	995 \$	1 132 \$	668 \$	2 795 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	108	(107)	(1)	–	129	(129)	–	–
Transferts vers le stade 2	(18)	18	–	–	(47)	61	(14)	–
Transferts vers le stade 3	(1)	(4)	5	–	(1)	(15)	16	–
Originations	156	–	–	156	207	–	–	207
Arrivées à échéance	(106)	(107)	–	(213)	(165)	(139)	–	(304)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(129)	160	38	69	(207)	257	36	86
Sorties du bilan	–	–	(23)	(23)	–	–	(98)	(98)
Recouvrements	–	–	17	17	–	–	12	12
Écart de change et autres	4	11	(7)	8	(16)	(22)	(38)	(76)
Solde à la fin de la période	580 \$	765 \$	466 \$	1 811 \$	895 \$	1 145 \$	582 \$	2 622 \$

**Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit (suite)****Données et hypothèses clés**

Les paragraphes qui suivent font le point sur les données et hypothèses clés utilisées pour faire l'évaluation des pertes de crédit attendues. Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 2 et 5 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2021.

Bien que la propagation fulgurante du variant de la COVID-19, Omicron, vers la fin de l'année civile 2021 ait forcé la réinstauration de diverses mesures de confinement dans certaines régions, cette dernière vague devrait avoir des conséquences moins graves que les précédentes et se résorber plus rapidement, certaines mesures de confinement ayant déjà été assouplies, voire entièrement levées. Or, les perspectives économiques sont toujours incertaines en raison des préoccupations grandissantes concernant l'inflation, de même que les interruptions des chaînes d'approvisionnement, la hausse des coûts de production et les pénuries de main-d'œuvre viennent freiner la reprise. Ainsi, l'évolution et l'imprévisibilité de la pandémie de COVID-19 nous obligent à continuer d'appliquer un jugement accru dans le cadre de l'établissement de nos provisions.

Pour refléter tous les facteurs de risque pertinents qui ne sont pas pris en compte dans nos résultats du modèle, nous avons eu recours à un jugement expert en matière de crédit pour déterminer les augmentations importantes du risque de crédit depuis l'origination et notre correction de valeur pour pertes de crédit pondérée. L'effet du jugement expert en matière de crédit sur notre correction de valeur demeure important par rapport au niveau d'avant la crise. Nous avons eu recours à des ajustements quantitatifs et qualitatifs pour tenir compte des effets de l'environnement macroéconomique sans précédent, notamment l'incidence continue des programmes d'aide de l'État pour atténuer l'incidence du chômage attribuable à la COVID-19 sur l'économie et pour limiter les pertes des secteurs plus vulnérables aux conséquences économiques de la pandémie de COVID-19.

Tous les scénarios établis aux termes d'IFRS 9 sont conçus pour tenir compte des conséquences de la pandémie de COVID-19. La possibilité d'une reprise plus longue, en raison des perturbations temporaires de l'économie liées à Omicron, les pénuries de main-d'œuvre, les pressions inflationnistes à la hausse, ainsi que les rehaussements des taux d'intérêt de la banque centrale ont été pris en compte dans l'élaboration et la pondération de nos scénarios.

Notre scénario de base tient compte des économies qui, pour l'essentiel, se remettront du repli marqué de l'activité économique au deuxième trimestre civil de 2020. Le retour des mesures de confinement dans certaines régions au premier trimestre civil de 2022 devrait ralentir la croissance du PIB au Canada, cependant ces perturbations sont censées être temporaires, et il est attendu que le PIB reprenne son ascension au cours des deuxième et troisième trimestres civils. Par ailleurs, les pénuries de main-d'œuvre à court terme causées par le variant Omicron et le resserrement des marchés de l'emploi devraient aussi limiter la croissance au Canada pendant toute l'année civile 2022.

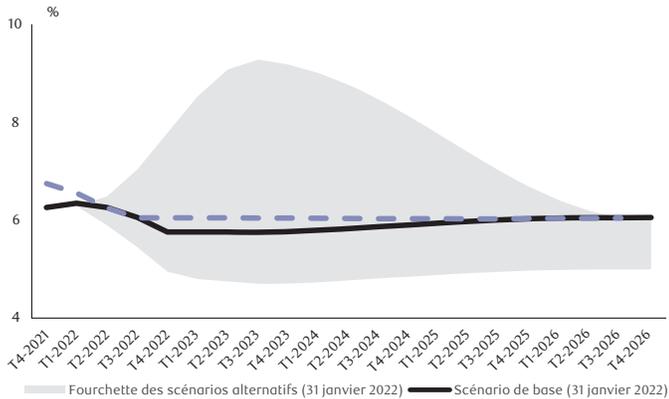
Les scénarios de fluctuation à la baisse, y compris deux scénarios supplémentaires plus pessimistes conçus pour les secteurs de l'énergie et de l'immobilier, reflètent la possibilité d'un choc macroéconomique à compter du deuxième trimestre civil de 2022. Les conditions devraient se détériorer par rapport à ce qu'elles étaient au premier trimestre de 2022 pour une période d'au plus 18 mois, suivie par une reprise pour le reste de la période. Ces scénarios tablent sur une politique monétaire qui, en réponse, ramènera l'économie à un rythme de croissance durable au cours de la période de prévision. Notre scénario de fluctuation à la baisse général tient compte de la possibilité d'une période de reprise prolongée, y compris des mesures monétaires supplémentaires pour contrer la hausse des taux d'inflation qui pourrait accroître le risque de crédit par rapport à notre scénario de base.

Le scénario de fluctuation à la hausse reflète une reprise économique légèrement plus rapide et plus importante que celle du scénario de base, et ce, sans autre intervention de la politique monétaire pour la freiner, comparativement à notre scénario de base, suivi d'un retour à un rythme de croissance durable au cours de la période de prévision.

La section qui suit présente des renseignements supplémentaires sur nos prévisions concernant les principales variables macroéconomiques utilisées dans les modèles servant à estimer les corrections de valeur pour pertes de crédit :

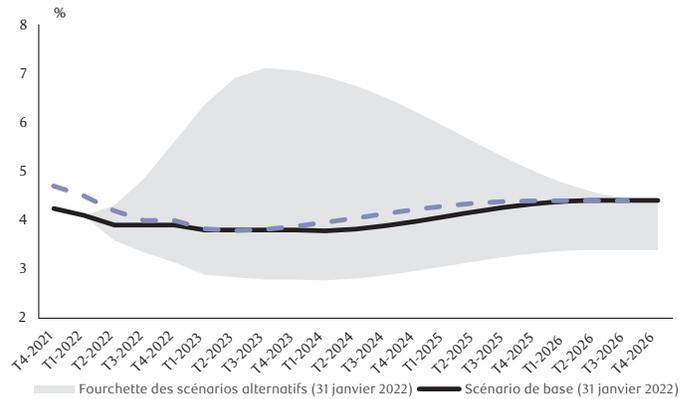
- **Taux de chômage** – Les prévisions selon notre scénario de base pour le premier trimestre civil de 2022 laissent entrevoir une dégradation au Canada et une amélioration aux États-Unis, avec des taux de chômage respectifs de 6,3 % et de 4,1 %. Nous prévoyons que le taux de chômage au Canada s'améliorera au cours du deuxième trimestre civil de 2022, et s'établira sous l'équilibre à long terme d'ici la fin de 2022 et jusqu'à la fin de 2025, alors qu'il se stabilisera autour de l'équilibre à long terme. Le taux de chômage aux États-Unis s'est amélioré pour redescendre sous l'équilibre à long terme et devrait rejoindre l'équilibre vers la fin de notre horizon prévisionnel.

**Taux de chômage au Canada (1)**



(1) Correspond au niveau trimestriel moyen du chômage pendant les trimestres civils présentés.

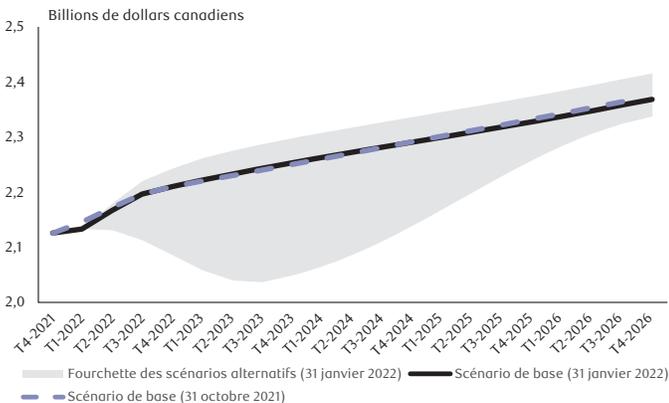
**Taux de chômage aux États-Unis (1)**



(1) Correspond au niveau trimestriel moyen du chômage pendant les trimestres civils présentés.

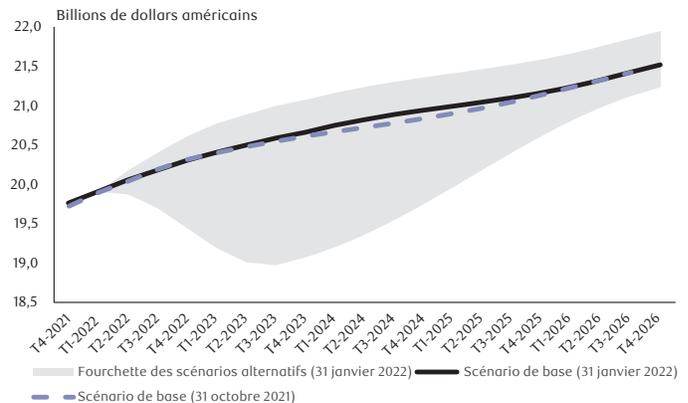
- **Produit intérieur brut (PIB)** – Selon notre scénario de base, le PIB canadien et américain devrait poursuivre sa croissance pour le premier trimestre civil de 2022 et les suivants. Le PIB du quatrième trimestre civil de 2022 sera, selon les prévisions, supérieur de 4 %, pour le Canada, et de 2,7 %, pour les États-Unis, au PIB du quatrième trimestre civil de 2021.

**PIB réel du Canada (1)**



(1) Représente le taux annuel désaisonnalisé indexé au cours du dollar canadien de 2012 pour les trimestres civils présentés.

**PIB réel des États-Unis (1)**



(1) Représente le taux annuel désaisonnalisé indexé au cours du dollar américain de 2012 pour les trimestres civils présentés.

- **Prix du pétrole (West Texas Intermediate en \$ US)** – Selon notre scénario de base, les prix du pétrole devraient s'établir en moyenne à 76 \$ le baril pour les 12 prochains mois et à 58 \$ le baril pour les 2 à 5 années suivantes. Les prix moyens figurant dans nos scénarios de fluctuation à la hausse et à la baisse varient de 27 \$ à 90 \$ le baril pour les 12 prochains mois et de 37 \$ à 62 \$ le baril pour les 2 à 5 années suivantes. Au 31 octobre 2021, notre scénario de base prévoyait un prix moyen de 71 \$ le baril pour les 12 prochains mois et de 56 \$ le baril pour les 2 à 5 années suivantes.
- **Indice des prix des maisons au Canada** – Selon notre scénario de base, les prix des maisons devraient augmenter de 0,5 % au cours des 12 prochains mois et afficher un taux de croissance annuel composé de 4,2 % pour les 2 à 5 années suivantes. Dans nos scénarios de fluctuation à la hausse et à la baisse, le taux de croissance (contraction) annuel composé des prix des maisons varie de (30,0) % à 10,9 % pour les 12 prochains mois et de 4,2 % à 9,6 % pour les 2 à 5 années suivantes. Au 31 octobre 2021, notre scénario de base prévoyait une hausse des prix des maisons de 0,1 % pour les 12 prochains mois et de 4,1 % pour les 2 à 5 années suivantes.

## Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit (suite)

### Exposition au risque de crédit selon la notation interne du risque

Le tableau qui suit présente la valeur comptable brute des prêts évalués au coût amorti et le montant contractuel total des engagements de prêt inutilisés soumis aux dispositions d'IFRS 9 relatives à la dépréciation. Les notations du risque sont basées sur les évaluations internes utilisées pour l'évaluation des pertes de crédit attendues à la date de clôture telles qu'elles figurent dans les grilles de notations internes relatives aux prêts de gros et de détail de la rubrique Risque de crédit de notre rapport annuel 2021.

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	31 janvier 2022				31 octobre 2021			
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
<b>Prêts de détail</b>								
<b>Prêts en cours – Prêts hypothécaires résidentiels</b>								
Risque faible	320 587 \$	1 413 \$	–	322 000 \$	310 334 \$	1 507 \$	–	311 841 \$
Risque moyen	13 924	2 031	–	15 955	15 152	2 051	–	17 203
Risque élevé	3 163	589	–	3 752	3 343	634	–	3 977
Non notés (1)	46 587	945	–	47 532	45 512	913	–	46 425
Dépréciés	–	–	622	622	–	–	645	645
<b>Total</b>	<b>384 261</b>	<b>4 978</b>	<b>622</b>	<b>389 861</b>	<b>374 341</b>	<b>5 105</b>	<b>645</b>	<b>380 091</b>
Éléments non soumis à des tests de dépréciation (2)				240				241
<b>Total</b>				<b>390 101 \$</b>				<b>380 332 \$</b>
<b>Prêts en cours – Prêts aux particuliers</b>								
Risque faible	73 068 \$	681 \$	–	73 749 \$	72 267 \$	698 \$	–	72 965 \$
Risque moyen	5 047	4 308	–	9 355	4 974	4 551	–	9 525
Risque élevé	638	1 037	–	1 675	687	1 045	–	1 732
Non notés (1)	9 553	98	–	9 651	8 934	88	–	9 022
Dépréciés	–	–	197	197	–	–	197	197
<b>Total</b>	<b>88 306 \$</b>	<b>6 124 \$</b>	<b>197 \$</b>	<b>94 627 \$</b>	<b>86 862 \$</b>	<b>6 382 \$</b>	<b>197 \$</b>	<b>93 441 \$</b>
<b>Prêts en cours – Prêts sur cartes de crédit</b>								
Risque faible	12 621 \$	17 \$	–	12 638 \$	12 864 \$	24 \$	–	12 888 \$
Risque moyen	1 497	1 525	–	3 022	1 646	1 645	–	3 291
Risque élevé	123	916	–	1 039	136	937	–	1 073
Non notés (1)	593	40	–	633	527	43	–	570
<b>Total</b>	<b>14 834 \$</b>	<b>2 498 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>17 332 \$</b>	<b>15 173 \$</b>	<b>2 649 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>17 822 \$</b>
<b>Prêts en cours – Prêts aux petites entreprises</b>								
Risque faible	8 570 \$	279 \$	–	8 849 \$	8 609 \$	274 \$	–	8 883 \$
Risque moyen	1 555	971	–	2 526	1 583	979	–	2 562
Risque élevé	203	221	–	424	227	218	–	445
Non notés (1)	4	–	–	4	4	–	–	4
Dépréciés	–	–	107	107	–	–	109	109
<b>Total</b>	<b>10 332 \$</b>	<b>1 471 \$</b>	<b>107 \$</b>	<b>11 910 \$</b>	<b>10 423 \$</b>	<b>1 471 \$</b>	<b>109 \$</b>	<b>12 003 \$</b>
<b>Engagements inutilisés – Prêts de détail</b>								
Risque faible	236 149 \$	545 \$	–	236 694 \$	229 516 \$	574 \$	–	230 090 \$
Risque moyen	8 684	133	–	8 817	9 475	133	–	9 608
Risque élevé	1 171	97	–	1 268	1 205	97	–	1 302
Non notés (1)	5 211	101	–	5 312	4 854	90	–	4 944
<b>Total</b>	<b>251 215 \$</b>	<b>876 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>252 091 \$</b>	<b>245 050 \$</b>	<b>894 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>245 944 \$</b>
<b>Prêts de gros – Prêts en cours</b>								
Qualité investissement	67 171 \$	230 \$	–	67 401 \$	62 975 \$	226 \$	–	63 201 \$
Qualité inférieure	122 997	14 886	–	137 883	117 396	15 146	–	132 542
Non notés (1)	10 074	379	–	10 453	9 339	430	–	9 769
Dépréciés	–	–	1 215	1 215	–	–	1 357	1 357
<b>Total</b>	<b>200 242</b>	<b>15 495</b>	<b>1 215</b>	<b>216 952</b>	<b>189 710</b>	<b>15 802</b>	<b>1 357</b>	<b>206 869</b>
Éléments non soumis à des tests de dépréciation (2)				13 156				11 197
<b>Total</b>				<b>230 108 \$</b>				<b>218 066 \$</b>
<b>Engagements inutilisés – Prêts de gros</b>								
Qualité investissement	253 133 \$	1 107 \$	–	254 240 \$	246 539 \$	1 122 \$	–	247 661 \$
Qualité inférieure	110 095	11 880	–	121 975	108 063	12 377	–	120 440
Non notés (1)	3 358	–	–	3 358	3 476	1	–	3 477
<b>Total</b>	<b>366 586 \$</b>	<b>12 987 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>379 573 \$</b>	<b>358 078 \$</b>	<b>13 500 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>371 578 \$</b>

(1) Il arrive qu'aucune note interne du risque ne soit attribuée. Dans ce cas, nous utilisons d'autres méthodes, politiques et outils approuvés afin de gérer notre risque de crédit.

(2) Les éléments qui ne sont pas soumis à des tests de dépréciation sont des prêts détenus à la juste valeur par le biais du résultat net.

## Prêts en souffrance mais non douteux (1), (2)

(en millions de dollars canadiens)	Aux					
	31 janvier 2022			31 octobre 2021		
	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total
Prêts de détail	1 130 \$	160 \$	1 290 \$	1 105 \$	137 \$	1 242 \$
Prêts de gros	983	2	985	1 230	–	1 230
	<b>2 113 \$</b>	<b>162 \$</b>	<b>2 275 \$</b>	<b>2 335 \$</b>	<b>137 \$</b>	<b>2 472 \$</b>

- (1) Exclut les prêts en souffrance depuis moins de 30 jours, car ils ne sont généralement pas représentatifs de la capacité des emprunteurs à respecter leurs obligations de paiement.
- (2) Les montants présentés peuvent inclure les prêts qui sont en souffrance en raison de procédures administratives, comme les prêts hypothécaires dont les paiements sont retenus dans l'attente des sommes reçues à la suite de la vente ou du refinancement, qui peuvent fluctuer en fonction du volume des transactions. Les prêts en souffrance en raison de procédures administratives ne sont pas représentatifs de la capacité des emprunteurs à respecter leurs obligations de paiement.

## Note 6 Dépôts

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	31 janvier 2022				31 octobre 2021			
	À vue (1)	À préavis (2)	À terme (3)	Total	À vue (1)	À préavis (2)	À terme (3)	Total
Particuliers	213 953 \$	67 961 \$	93 692 \$	375 606 \$	207 493 \$	64 613 \$	90 382 \$	362 488 \$
Entreprises et gouvernements	358 903	20 770	340 416	720 089	356 020	20 800	319 533	696 353
Banques	12 262	474	34 411	47 147	12 549	449	28 992	41 990
	<b>585 118 \$</b>	<b>89 205 \$</b>	<b>468 519 \$</b>	<b>1 142 842 \$</b>	<b>576 062 \$</b>	<b>85 862 \$</b>	<b>438 907 \$</b>	<b>1 100 831 \$</b>
<b>Dépôts non productifs d'intérêts (4)</b>								
Canada	153 989 \$	8 091 \$	537 \$	162 617 \$	151 475 \$	8 051 \$	713 \$	160 239 \$
États-Unis	54 996	–	–	54 996	54 021	–	–	54 021
Europe (5)	786	–	–	786	632	–	–	632
Autres pays	8 491	–	–	8 491	8 002	–	–	8 002
<b>Dépôts productifs d'intérêts (4)</b>								
Canada	323 534	20 208	327 939	671 681	315 464	19 857	312 987	648 308
États-Unis	7 179	60 140	84 202	151 521	6 978	57 260	77 597	141 835
Europe (5)	30 916	766	44 351	76 033	34 278	693	36 788	71 759
Autres pays	5 227	–	11 490	16 717	5 212	1	10 822	16 035
	<b>585 118 \$</b>	<b>89 205 \$</b>	<b>468 519 \$</b>	<b>1 142 842 \$</b>	<b>576 062 \$</b>	<b>85 862 \$</b>	<b>438 907 \$</b>	<b>1 100 831 \$</b>

- (1) Les dépôts à vue comprennent tous les dépôts pour lesquels nous n'avons pas le droit d'exiger un avis de retrait, dont les comptes d'épargne et les comptes-chèques.
- (2) Les dépôts à préavis comprennent tous les dépôts pour lesquels nous pouvons exiger légalement un avis de retrait. Ces dépôts sont principalement des comptes d'épargne.
- (3) Les dépôts à terme sont remboursables à une date fixe et comprennent aussi les certificats de placement garanti et d'autres instruments semblables.
- (4) La répartition géographique des dépôts est fondée sur l'origine des dépôts et le pays où les revenus sont comptabilisés. Au 31 janvier 2022, les dépôts libellés en dollars américains, en livres sterling, en euros et en autres devises s'élevaient respectivement à 431 milliards de dollars, 34 milliards, 44 milliards et 27 milliards (399 milliards, 35 milliards, 43 milliards et 27 milliards au 31 octobre 2021, respectivement).
- (5) Comprend le Royaume-Uni, le Luxembourg, les îles Anglo-Normandes et la France.

## Échéances contractuelles des dépôts à terme

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	31 janvier 2022	31 octobre 2021
Moins de 1 an :		
Moins de 3 mois	163 701 \$	133 776 \$
De 3 à 6 mois	52 796	64 062
De 6 à 12 mois	92 568	83 871
De 1 à 2 ans	45 628	45 532
De 2 à 3 ans	32 555	29 204
De 3 à 4 ans	20 287	24 573
De 4 à 5 ans	29 401	25 329
Plus de 5 ans	31 583	32 560
	<b>468 519 \$</b>	<b>438 907 \$</b>
Montant global des dépôts à terme en coupures de 100 000 \$ ou plus	<b>440 000 \$</b>	<b>416 000 \$</b>

**Note 7 Avantages du personnel – Régime de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi**

Nous offrons un certain nombre de régimes à cotisations définies et à prestations définies, lesquels fournissent des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi aux employés admissibles. Les tableaux qui suivent présentent la composition de notre charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi et l'incidence des réévaluations comptabilisées dans les autres éléments du résultat global.

**Charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi**

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			
	Régimes de retraite		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 31 janvier 2022	le 31 janvier 2021	le 31 janvier 2022	le 31 janvier 2021
Coûts des services rendus au cours de la période	77 \$	90 \$	10 \$	11 \$
Coûts des services passés	–	–	2	–
Charge (revenu) d'intérêt, montant net	(21)	2	16	14
Réévaluation des autres avantages à long terme	–	–	1	1
Frais administratifs	3	3	–	–
Charge au titre des régimes à prestations définies	59	95	29	26
Charge au titre des régimes à cotisations définies	74	66	–	–
	133 \$	161 \$	29 \$	26 \$

**Réévaluations des régimes de retraite et des autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi (1)**

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			
	Régimes de retraite à prestations définies		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 31 janvier 2022	le 31 janvier 2021	le 31 janvier 2022	le 31 janvier 2021
(Gains) pertes actuariels :				
Modifications des hypothèses financières (2)	(661)\$	(12)\$	(40)\$	(22)\$
Rendement de l'actif des régimes (excluant les intérêts en fonction du taux d'actualisation)	318	(1 024)	–	–
	(343)\$	(1 036)\$	(40)\$	(22)\$

- (1) Les hypothèses fondées sur le marché, y compris les modifications des hypothèses financières et le rendement de l'actif des régimes, sont revues chaque trimestre. Toutes les autres hypothèses sont mises à jour à l'occasion de notre examen annuel des hypothèses des régimes.
- (2) Les modifications des hypothèses financières liées à nos régimes de retraite à prestations définies portent principalement sur les changements de taux d'actualisation.

**Note 8 Transactions importantes portant sur les capitaux propres et le financement****Actions privilégiées**

Le 5 novembre 2021, nous avons émis, à l'intention de certains investisseurs institutionnels, 750 000 actions privilégiées de premier rang à taux fixe rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de série BT au prix de 1 000 \$ l'action, pour un produit brut totalisant 750 millions de dollars. Pour les cinq premières années, jusqu'à la date de rachat la plus rapprochée, le 24 février 2027, les actions généreront, s'ils sont déclarés, des dividendes en trésorerie semestriels à un taux annuel de 4,2 %. Le taux de dividende sera rajusté à la date de rachat la plus rapprochée, et tous les cinq ans par la suite, à un taux équivalant au rendement des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans, majoré d'une prime de 2,71 %. Sous réserve du consentement du BSIF et des exigences de la *Loi sur les banques* (Canada), nous pouvons racheter, en tout ou en partie, les actions privilégiées de série BT, à un prix de 1 000 \$ par action, à la date de rachat la plus rapprochée, et tous les cinq ans par la suite. Les actions comportent des clauses relatives aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV) qui sont nécessaires à leur admissibilité à titre de fonds propres réglementaires de première catégorie en vertu de l'accord de Bâle III.

**Débetures subordonnées**

Le 25 janvier 2022, nous avons émis 1 000 millions de dollars de débetures subordonnées relatives aux FPUNV. Ces débetures portent intérêt au taux fixe de 2,94 % par année jusqu'au 3 mai 2027, puis au taux Canadian Dollar Offered Rate à trois mois majoré de 0,76 % jusqu'à leur échéance, le 3 mai 2032.

**Actions ordinaires émises (1)**

	Pour les trimestres clos			
	le 31 janvier 2022		le 31 janvier 2021	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)				
Actions émises dans le cadre des régimes de rémunération fondée sur des actions (2)	407	34 \$	496	36 \$
Actions rachetées aux fins d'annulation (3)	(8 871)	(111)	–	–
	<b>(8 464)</b>	<b>(77)\$</b>	496	36 \$

- (1) Les exigences de notre régime de réinvestissement des dividendes sont remplies soit au moyen d'achats d'actions sur le marché libre, soit au moyen d'actions propres. Au cours des trimestres clos les 31 janvier 2022 et 2021, les exigences de notre régime de réinvestissement de dividendes ont été remplies au moyen d'achats d'actions sur le marché libre.
- (2) Les montants comprennent la trésorerie reçue au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.
- (3) Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2022, nous avons racheté, aux fins d'annulation, des actions ordinaires dont la juste valeur totalisait 1 214 millions de dollars (prix moyen de 136,84 \$ l'action) et la valeur comptable, 111 millions (valeur comptable de 12,45 \$ l'action). Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2021, nous n'avons pas racheté d'actions ordinaires aux fins d'annulation.

**Note 9 Bénéfice par action**

	Pour les trimestres clos	
	le 31 janvier 2022	le 31 janvier 2021
(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les montants par action)		
<b>Bénéfice de base par action</b>		
Bénéfice net	4 095 \$	3 847 \$
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	(54)	(58)
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(2)	(2)
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	4 039 \$	3 787 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 421 807	1 423 350
Bénéfice de base par action (en dollars)	2,84 \$	2,66 \$
<b>Bénéfice dilué par action</b>		
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	4 039 \$	3 787 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 421 807	1 423 350
Options sur actions (1)	2 195	1 188
Actions pouvant être émises en vertu d'autres régimes de rémunération fondée sur des actions	600	742
Nombre moyen d'actions ordinaires diluées (en milliers)	1 424 602	1 425 280
Bénéfice dilué par action (en dollars)	2,84 \$	2,66 \$

- (1) L'effet de dilution des options sur actions a été établi au moyen de la méthode des actions propres. Lorsque le prix d'exercice des options en cours excède le cours moyen de nos actions ordinaires, les options sont exclues du calcul du bénéfice dilué par action. Pour le trimestre clos le 31 janvier 2022, aucune option en cours n'a été exclue du calcul du bénéfice dilué par action. Pour le trimestre clos le 31 janvier 2021, une moyenne de 1 690 512 options en cours au prix d'exercice moyen de 105,17 \$ ont été exclues du calcul du bénéfice dilué par action.

**Note 10 Actions en justice et questions de réglementation**

Nous sommes une importante institution mondiale qui est assujettie à de nombreuses exigences juridiques et réglementaires complexes en constante évolution. Nous sommes et avons été partie à diverses procédures judiciaires, y compris des poursuites en responsabilité, des vérifications réglementaires, des enquêtes, des audits et des demandes de renseignements de la part de divers organismes de réglementation gouvernementaux et autorités chargées de l'exécution de la loi, dans divers territoires. Certaines de ces procédures pourraient faire intervenir de nouvelles théories et interprétations juridiques et pourraient être entendues tant en droit criminel que civil, et certaines procédures pourraient donner lieu à des sanctions civiles, réglementaires ou pénales. Nous revoyons régulièrement l'état d'avancement de toutes les procédures et exercerons notre jugement afin de les résoudre au mieux de nos intérêts. Ces procédures judiciaires font largement appel à l'exercice du jugement important et soulèvent beaucoup d'incertitudes; le risque financier et les autres risques qui y sont associés, compte tenu des charges à payer courantes, pourraient avoir une incidence significative sur nos résultats d'exploitation d'une période donnée.

Nos procédures judiciaires et questions de réglementation principales sont décrites à la note 24 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2021, rubrique mise à jour ci-dessous.

**Litiges relativement au taux London Interbank Offered Rate**

Dans le cadre d'un recours collectif consolidé intenté à New York, le 30 décembre 2021, la cour d'appel des États-Unis pour le second circuit a publié un avis confirmant partiellement ou infirmant partiellement certaines décisions du tribunal de district ayant rejeté un nombre important de poursuites intentées dans le cadre du recours collectif consolidé pour des motifs de compétence personnelle et d'absence de qualité pour agir. La cour d'appel des États-Unis pour le second circuit a renvoyé l'affaire au tribunal de district pour des procédures supplémentaires, conformément à sa décision. À la lumière des faits connus à ce jour, il n'est pas possible à l'heure actuelle de prédire l'issue de ces procédures ni le moment de leur règlement.

**Note 10 Actions en justice et questions de réglementation (suite)**

Dans le cadre du recours collectif intenté à New York relatif à la fixation du LIBOR après qu'Intercontinental Exchange en a repris la gestion, par suite du retrait des plaignants désignés et du remplacement des plaignants en 2021, la cour d'appel des États-Unis pour le second circuit a rejeté l'appel des plaignants le 14 février 2022 pour des motifs de manque de compétence.

**Litige portant sur les frais d'interchange**

Les tribunaux des cinq provinces ont entériné le règlement global de toutes les banques canadiennes, dont RBC, et cela met un terme à tous les recours collectifs portant sur les frais d'interchange en instance au Canada.

**Note 11 Résultats par secteur d'exploitation**

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2022							Total
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux (1)	Services de soutien généraux (1)		
Revenu net d'intérêt (2)	3 229 \$	745 \$	– \$	163 \$	1 241 \$	(107) \$	5 271 \$	
Revenus autres que d'intérêt	1 574	2 868	1 399	424	1 569	(39)	7 795	
Total des revenus	4 803	3 613	1 399	587	2 810	(146)	13 066	
Dotation à la provision pour pertes de crédit	129	(12)	–	–	(12)	–	105	
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	997	–	–	–	997	
Frais autres que d'intérêt	2 022	2 581	147	420	1 472	(62)	6 580	
Bénéfice (perte) avant impôt	2 652	1 044	255	167	1 350	(84)	5 384	
Charge (économie) d'impôt	678	249	58	49	320	(65)	1 289	
<b>Bénéfice net</b>	<b>1 974 \$</b>	<b>795 \$</b>	<b>197 \$</b>	<b>118 \$</b>	<b>1 030 \$</b>	<b>(19) \$</b>	<b>4 095 \$</b>	
Les frais autres que d'intérêt comprennent :								
Amortissements	233 \$	228 \$	15 \$	49 \$	123 \$	2 \$	650 \$	

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2021							Total
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine (3)	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux (1)	Services de soutien généraux (1), (3)		
Revenu net d'intérêt (2)	3 161 \$	666 \$	– \$	91 \$	1 199 \$	(82) \$	5 035 \$	
Revenus autres que d'intérêt	1 402	2 553	1 809	474	1 509	161	7 908	
Total des revenus	4 563	3 219	1 809	565	2 708	79	12 943	
Dotation à la provision pour pertes de crédit	165	(29)	–	(2)	(23)	(1)	110	
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	1 406	–	–	–	1 406	
Frais autres que d'intérêt	1 978	2 406	149	401	1 441	167	6 542	
Bénéfice (perte) avant impôt	2 420	842	254	166	1 290	(87)	4 885	
Charge (économie) d'impôt	627	201	53	43	223	(109)	1 038	
<b>Bénéfice net</b>	<b>1 793 \$</b>	<b>641 \$</b>	<b>201 \$</b>	<b>123 \$</b>	<b>1 067 \$</b>	<b>22 \$</b>	<b>3 847 \$</b>	
Les frais autres que d'intérêt comprennent :								
Amortissements	224 \$	220 \$	14 \$	49 \$	125 \$	1 \$	633 \$	

(1) Majoration au montant imposable équivalent.

(2) Le revenu d'intérêt est présenté déduction faite des charges d'intérêt, puisque nous nous fions essentiellement au revenu net d'intérêt comme mesure du rendement.

(3) Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2021, les profits (pertes) sur les couvertures économiques liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, lesquels sont pris en compte dans les revenus, ainsi que la variabilité connexe de la charge de rémunération fondée sur des actions que causent des variations de la juste valeur des passifs liés à ces régimes ont été reclassés du secteur Gestion de patrimoine au secteur Services de soutien généraux. Les montants correspondants ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation actuelle.

## Total de l'actif et total du passif par secteur d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2022						Total
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	
Total de l'actif	560 865 \$	155 336 \$	23 352 \$	251 514 \$	710 070 \$	51 332 \$	1 752 469 \$
Total du passif	560 794	155 547	23 633	251 420	709 481	(50 414)	1 650 461

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2021						Total
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	
Total de l'actif	549 702 \$	148 990 \$	22 724 \$	240 055 \$	692 278 \$	52 574 \$	1 706 323 \$
Total du passif	549 619	149 096	22 966	239 960	691 767	(45 847)	1 607 561

## Note 12 Gestion des fonds propres

## Fonds propres réglementaires et ratios

Le BSIF établit des seuils précis en ce qui concerne les fonds propres requis au titre des risques, les ratios de levier et les ratios TLAC à l'intention des institutions de dépôt du Canada. Au premier trimestre de 2022, nous nous sommes conformés à toutes les exigences de fonds propres, de levier et de TLAC, y compris la réserve pour stabilité intérieure, imposées par le BSIF.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux	
	31 janvier 2022	31 octobre 2021
<b>Fonds propres (1)</b>		
Fonds propres CET1	77 080 \$	75 583 \$
Fonds propres de première catégorie	84 493	82 246
Total des fonds propres	94 502	92 026
<b>Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul des ratios de fonds propres (1)</b>		
Risque de crédit	452 697 \$	444 142 \$
Risque de marché	41 812	34 806
Risque opérationnel	74 776	73 593
<b>Total de l'actif pondéré en fonction des risques</b>	<b>569 285 \$</b>	<b>552 541 \$</b>
<b>Ratios de fonds propres et ratio de levier (1)</b>		
Ratio CET1	13,5 %	13,7 %
Ratio de fonds propres de première catégorie	14,8 %	14,9 %
Ratio du total des fonds propres	16,6 %	16,7 %
Ratio de levier	4,8 %	4,9 %
Exposition du ratio de levier (en milliards)	1 761 \$	1 662 \$
<b>TLAC disponible et ratios (2), (3)</b>		
TLAC disponible	150 136 \$	S.O.
Ratio TLAC	26,4 %	S.O.
Ratio de levier TLAC	8,5 %	S.O.

(1) Les fonds propres, l'actif pondéré en fonction des risques et les ratios de fonds propres sont calculés conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF et le ratio de levier est calculé conformément à la ligne directrice sur les exigences de levier du BSIF, révisées pour tenir compte des lignes directrices publiées par le BSIF en réponse à la pandémie de COVID-19. Les lignes directrices sur les normes de fonds propres et les exigences de levier sont établies d'après le cadre de l'accord de Bâle III.

(2) Avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> novembre 2021, le BSIF exige que les banques canadiennes d'importance systémique intérieure respectent les exigences minimales en matière de ratio TLAC fondé sur le risque et de ratio de levier TLAC, lesquelles sont calculées au moyen de la ligne directrice sur la capacité totale d'absorption des pertes (Total Loss Absorbing Capacity [TLAC]) du BSIF.

(3) La norme TLAC s'applique aux entités de résolution pour lesquelles nous sommes réputés être la Banque Royale du Canada et à ses filiales. Une entité de résolution et ses filiales sont collectivement appelées groupe de résolution. Le ratio TLAC et le ratio de levier TLAC sont calculés au moyen de la TLAC disponible, en pourcentage de l'actif pondéré en fonction des risques et de l'exposition aux fins du ratio de levier, respectivement.

s.o. sans objet

## Renseignements à l'intention des actionnaires

### Bureau central

Adresse :  
Banque Royale du Canada  
200 Bay Street  
Toronto (Ontario) M5J 2J5  
Canada  
Téléphone : 1-888-212-5533

Pour toute correspondance :  
P.O. Box 1  
Royal Bank Plaza  
Toronto (Ontario) M5J 2J5  
Canada  
Site Web : rbc.com

### Agent des transferts et agent comptable des registres

Agent principal :  
Société de fiducie Computershare du Canada  
1500, boul. Robert-Bourassa  
Bureau 700  
Montréal (Québec) H3A 3S8  
Canada  
Téléphone : 1-866-586-7635  
(Canada et États-Unis)  
ou 514-982-7555  
(appels internationaux)  
Télécopieur : 514-982-7580  
Site Web : computershare.com/rbc

Co-agent des transferts  
(États-Unis) :  
Computershare Trust  
Company, N.A.  
250 Royall Street  
Canton, Massachusetts 02021  
États-Unis

Co-agent des transferts  
(Royaume-Uni) :  
Computershare Investor  
Services PLC  
Securities Services – Registrars  
P.O. Box 82, The Pavilions,  
Bridgwater Road,  
Bristol BS99 6ZZ  
Royaume-Uni

### Inscriptions en Bourse (Symbole : RY)

Bourses où sont inscrites les actions ordinaires de la Banque :  
Canada – Bourse de Toronto (TSX)  
États-Unis – New York Stock Exchange (NYSE)  
Suisse – Bourse suisse (SIX)

Les actions privilégiées de séries AZ, BB, BD, BF, BH, BI, BJ<sup>1</sup> et BO sont inscrites à la TSX. Les actions dépositaires connexes aux actions privilégiées de série C-2 sont inscrites à la NYSE.

### Prix du jour d'évaluation

Aux fins de l'impôt sur le revenu au Canada, l'action ordinaire de la Banque Royale du Canada s'établissait à 29,52 \$ par action au jour d'évaluation (le 22 décembre 1971). Ce prix correspond à 7,38 \$ par action, après ajustement pour tenir compte des deux divisions d'actions à raison de deux actions pour une de mars 1981 et de février 1990. Le dividende en actions de une action pour une, versé en octobre 2000 et en avril 2006, n'a eu aucune incidence sur le prix du jour d'évaluation de nos actions ordinaires.

### Communications avec les actionnaires

Pour des renseignements relatifs aux dividendes, aux changements au registre des actionnaires ou aux changements d'adresse, à la perte de certificats d'actions, aux formulaires d'impôts, aux transferts de succession et au réinvestissement de dividendes, les actionnaires sont priés de communiquer avec :  
Société de fiducie  
Computershare du Canada  
100 University Avenue, 8<sup>e</sup> étage  
Toronto (Ontario) M5J 2Y1  
Canada

Téléphone : 1-866-586-7635  
(Canada et États-Unis)  
ou 514-982-7555  
(appels internationaux)  
Télécopieur : 1-888-453-0330  
(Canada et États-Unis)  
ou 416-263-9394  
(appels internationaux)  
Courriel :  
service@computershare.com

### Analystes financiers, gestionnaires de portefeuille, investisseurs institutionnels

Pour obtenir des renseignements financiers, veuillez communiquer avec :  
Relations avec les investisseurs  
Banque Royale du Canada  
200 Bay Street  
South Tower  
Toronto (Ontario) M5J 2J5  
Canada  
Téléphone : 416-955-7802  
ou visitez notre site Web au  
rbc.com/investisseurs

### Service de dépôt direct

Au moyen d'un transfert électronique de fonds, les actionnaires du Canada et des États-Unis peuvent faire déposer directement dans leur compte bancaire les dividendes sur leurs actions ordinaires, il leur suffit d'en faire la demande à notre agent des transferts et agent comptable des registres, la Société de fiducie Computershare du Canada.

### Désignation à titre de dividendes admissibles

Sauf indication contraire, aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et dans toute législation fiscale provinciale ou territoriale applicable, tous les dividendes (ainsi que les dividendes réputés) que verse RBC à des résidents du Canada sur ses actions ordinaires et privilégiées sont désignés comme des « dividendes admissibles ».

### Rachats d'actions ordinaires

Nous avons lancé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui nous permet de racheter, aux fins d'annulation, jusqu'à 45 millions de nos actions ordinaires au cours de la période allant du 8 décembre 2021 au 7 décembre 2022, à l'expiration de l'offre, ou avant, étant donné que nous sommes autorisés à effectuer les achats en vertu de notre avis d'intention déposé à la Bourse de Toronto.

### Dates de paiement des dividendes pour 2022

Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration

	Dates de clôture des registres	Dates de paiement
Actions ordinaires et privilégiées de séries AZ, BB, BD, BF, BH, BI, BJ <sup>1</sup> et BO	26 janvier 25 avril 26 juillet 26 octobre	24 février 24 mai 24 août 23 novembre
Actions privilégiées de série C-2 (\$ US)	28 janvier 26 avril 29 juillet 28 octobre	7 février 6 mai 8 août 7 novembre
Actions privilégiées de série BT	16 février 17 août*	24 février 24 août

\* La date de clôture des registres pourrait changer.

### Gouvernance

Les résumés des différences importantes entre les pratiques de RBC en matière de gouvernance d'entreprise et les pratiques en matière de gouvernance d'entreprise que doivent respecter les entreprises nationales américaines en vertu des conditions d'admission en Bourse de la NYSE sont présentés sur notre site Web, à l'adresse [rbc.com/gouvernance](http://rbc.com/gouvernance).

Nous déterminons le montant et le calendrier des rachats dans le cadre d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités après consultation du Bureau du surintendant des institutions financières du Canada. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la rubrique Gestion des fonds propres.

Il est possible d'obtenir sans frais un exemplaire de notre avis d'intention de déposer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités en communiquant avec le secrétaire de la Banque, à notre adresse postale de Toronto.

### Dates de publication des rapports trimestriels pour 2022

Premier trimestre 24 février  
Deuxième trimestre 26 mai  
Troisième trimestre 24 août  
Quatrième trimestre 30 novembre

### Assemblée annuelle de 2022

L'assemblée annuelle des actionnaires ordinaires se tiendra le jeudi 7 avril 2022.

L'information disponible sur les sites Web mentionnés dans le présent rapport aux actionnaires ou l'information pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du rapport. Tous les renvois à des sites Web sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

Les désignations commerciales utilisées dans le présent rapport comprennent le symbole de LION et du GLOBE TERRESTRE, BANQUE ROYALE DU CANADA, RBC, RBC ASSURANCES et Marge Proprio RBC, lesquelles sont des désignations commerciales de la Banque Royale du Canada utilisées par la Banque Royale du Canada ou par ses filiales autorisées. Toutes les autres désignations commerciales mentionnées dans le présent rapport qui ne sont pas la propriété de la Banque Royale du Canada sont la propriété de leurs propriétaires respectifs.

<sup>1</sup> Le 18 janvier 2022, nous avons annoncé notre intention de racheter la totalité des 6 millions d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de série BJ émises et en circulation, à un prix de 25,75 \$ par action. Les actions seront rachetées le 24 février 2022.